

MC PHEERSON COLLIN/CORBIS SYGMA

V. S. Naipaul, Nobel du courage

L'ÉCRIVAIN britannique d'origine indienne a reçu, jeudi 11 octobre, le prix Nobel de littérature 2001. C'est un acte de courage du jury de Stockholm, qui récompense non seulement un grand auteur, romancier et polémiste, mais aussi un témoin engagé de son temps. Né à Trinidad le 17 août 1932, Naipaul n'eut de cesse de décrire, avec passion, avec colère, les injustices et la misère de la condition humaine, aux Antilles, en Afrique, en Inde et dans le monde musulman.

Lire pages 29 et 30

L'islam français s'organise

PRESSÉS PAR les conséquences des attentats du 11 septembre, les musulmans de France se préparent à élire leurs représentants au futur Conseil français du culte musulman. Les élections à cet organe représentatif, issu d'une consultation lancée en 1999, devraient avoir lieu au début 2002. Une liste dressée par les services du ministère de l'intérieur, recensant près de 1 500 lieux de culte en France, va servir de base à ce scrutin. Les attentats ont convaincu la plupart des acteurs de la consultation d'accélérer le processus. Certains responsables musulmans craignent une « banalisation de l'islamisme ».

Lire page 10 et notre éditorial page 18

L'avenir assombri du gouverneur



JEAN-CLAUDE TRICHET

LE JUGE d'instruction Philippe Courroye a transmis au parquet le 25 septembre les résultats de ses investigations sur les comptes du Lyonnais. D'ici plusieurs mois, il devra décider s'il renvoie devant un tribunal correctionnel plusieurs personnalités, dont M. Trichet.

Lire page 19

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 10 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 49 FB ; Canada, 2,50 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 900 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 250 PTA ; Gabon, 900 F CFA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 3000 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 Dh ; Norvège, 14 KR ; Pays-Bas, 3,30 FL ; Portugal, 200 Esc ; Réunion, 10 F ; Sénégal, 900 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,20 FS ; Tunisie, 1,4 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$.

M 0147 - 1013 - 7,90 F - 1,20 €



Les Etats-Unis redoutent d'autres attentats

● George W. Bush : « Le gouvernement est en état d'alerte maximale » ● Le FBI craint de nouvelles attaques terroristes au cours des « jours prochains » ● Au sixième jour des frappes sur l'Afghanistan, les talibans font état de nombreuses victimes civiles ● La chute de Kaboul ne paraît pas imminente

SOMMAIRE

● Les Etats-Unis dans la guerre : Les talibans ont refusé, vendredi 12 octobre, l'offre faite la veille par George W. Bush de livrer Oussama Ben Laden et ses lieutenants. Le président des Etats-Unis affirme qu'une « menace générale » d'actions terroristes pèse encore sur son pays. « Notre gouvernement est en alerte maximale », a-t-il déclaré. Les talibans font état de nombreuses victimes civiles en Afghanistan, au moins 185 morts, dont 100 dans un village proche de Jalalabad et 15 dans une mosquée de la région. Kaboul et Kandahar sont aussi lourdement bombardées. Mais, au sixième jour de frappes, les talibans ne cèdent toujours pas. Les Etats-Unis préparent des interventions au sol mais attendent, pour ouvrir la route de Kaboul à l'opposition armée, que se constitue une large coalition politique crédible pour succéder aux talibans. p. 2 à 5



PENLHO

● Sécurité et enquête : Le FBI lance une alerte générale sur de possibles nouveaux attentats aux Etats-Unis et contre les intérêts américains à l'étranger « au cours des jours prochains ». Il continue son enquête sur les cas d'antrax détectés en Floride. Le reportage de notre envoyé spécial à Delray Beach, dans le motel que fréquentèrent certains des terroristes du 11 septembre. Le marché de la sécurité ne cesse de se développer aux Etats-Unis. A Paris, une manifestation pour la paix a rassemblé plusieurs milliers de personnes.

● Horizons-Débats-Analyses : Le point de vue d'Eric Desmons et Pierre Egéa sur la guerre « zéro mort » ; les analyses de Jean-Michel Frodon et Rafaële Rivais. p. 16 à 18

● La guerre biologique : L'enquête du Monde sur un arsenal terrifiant. p. 25

www.lemonde.fr/dossier-special



AFP

Yémen des Ben Laden

Notre envoyée spéciale Sophie Shihab a sillonné la vallée yéménite du wadi Du'an, pour gagner le village de Hajrayn, berceau de la famille Ben Laden. Parents, amis, anciens combattants d'Afghanistan y chantent encore les louanges d'Oussama, le chef du réseau Al-Qaida. p. 15

A Kaboul, « les talibans ne montrent pas de signes de découragement »

NAWARBAD (Afghanistan) de notre envoyée spéciale

Une Jeep, puis deux camions soviétiques, s'avancent sur le plateau rocaillieux. Ce sont des réfugiés de Kaboul, partis le matin même, dès l'aube, pour franchir, en voiture puis à pied, les défilés arides qui séparent la capitale afghane de ces zones tenues par l'opposition armée du Nord. Leurs visages fatigués traduisent de l'abattement, mais pas de la panique. Ils ont subi déjà quatre nuits de frappes aériennes. Ahmad, trente-sept ans, dit d'emblée : « Je ne pars pas à cause des bombes, mais parce que la rumeur circule que les talibans arrêtent beaucoup de monde. » « Ces bombes ne suffiront pas contre les talibans, ajoute-t-il l'air dépité. Ils ont évacué tout leur équipement des sites militaires. Même les postes de police ont été vidés à Kaboul. Les talibans sont peu nombreux en ville, ils se déploient sur les lignes de front, qui ne sont pas bombardées. »

Pour en finir avec le régime, il faut « une offensive au sol », répètent ces déplacés, acquis à l'Alliance du Nord, la seule force capable, selon eux, d'endiguer les talibans : « Il faut des

Afghans pour les combattre, pas des étrangers. Regardez ces montagnes, qui d'autre peut affronter ce terrain ? », dit l'un avec fierté. Un homme plus âgé se souvient : « Les avions russes volaient si bas que leurs ombres nous passaient dessus. Et ils ne pouvaient rien ! Alors que dire des Américains qui volent si haut... » Ils font tous le même constat : « Au début, la population paniquait, en pensant que les bombes allaient tomber n'importe où. Maintenant, les gens sont plus calmes, ils ont vu que seuls les centres militaires sont visés. » Originaires des quartiers de Bohébola et Heihana, ils ont très peu entendu parler de victimes civiles : « Les quatre hommes de l'ONU, et quelques autres », disent-ils.

La précision des frappes fait que « les talibans aussi paraissent rassurés. Ils ne montrent pas de signes de découragement », estime un commerçant. Une offensive au sol ? Abdel Bashir Khan, un responsable de l'Alliance du Nord dans cette zone de Kapisa, où talibans et opposants armés campent, face à face, dans les montagnes, dit d'un ton catégorique que cela ne se produira pas de sitôt : « Nos forces n'ont pas l'intention d'attaquer vers Kaboul. D'abord parce que nous

attendons que des discussions politiques [sur l'après-talibans] se tiennent, et qu'elles débouchent sur une solution. Ensuite parce que nous attendons de voir le résultat des frappes américaines. » Les frappes auraient-elles épargné les lignes des talibans au nord de Kaboul afin, précisément, de ne pas ouvrir la voie trop tôt aux troupes de l'Alliance du Nord, qui serait ainsi priée d'attendre qu'un arrangement politique soit trouvé avec les Pachtouns du sud et le Pakistan ? Les réfugiés arrivant sur ce plateau, tous d'origine tadjike, aimeraient que les choses aillent plus vite : « A Kaboul, les gens sont prêts à se retourner contre le régime », assurent-ils.

Un commandant de l'opposition, Djuma Khan, qui dirige les hommes postés dans le secteur de Durnama, où chaque jour quelques centaines de réfugiés de Kaboul franchissent la ligne de front, loue la précision des tirs américains, « qui ne visent pas les habitants » mais n'ont pas atteint non plus le moral des talibans : « Leurs communications radio disent qu'ils n'ont pas peur, qu'ils vont tenir. »

Natalie Nougayrède

POINT DE VUE

Une force écrasante... et inadaptée

par Christian Delanghe

EN riposte aux attentats meurtriers dont ils ont été victimes le 11 septembre, les Etats-Unis ont lancé le 7 octobre une campagne de bombardements aériens contre l'Afghanistan. Ces frappes constituent le premier acte offensif de la guerre qu'ils ont déclarée au terrorisme international. Elles visent le pays accusé d'héberger et de soutenir l'organisation terroriste responsable des attentats.

Une fois de plus, après l'Irak et le Kosovo, l'option des frappes aériennes a donc été choisie par les responsables américains pour lancer la riposte militaire annoncée dès le 11 septembre par le président américain. Il s'agit, moins d'un mois après les attaques contre New York et Washington, de montrer à l'opinion publique américaine, encore traumatisée et fortement mobilisée, et à l'ensemble de la communauté internationale que les coupables seront punis au cœur même de leur sanctuaire.

Ayant qualifié ces attentats de véritables actes de guerre contre les Etats-Unis, les Américains se devaient de riposter par une action militaire forte et spectaculaire.

L'ampleur et le mécanisme diabolique des attentats contre New York et Washington, le caractère hautement stratégique des cibles visées, l'étendue des dégâts et le nombre des victimes marquent un seuil jamais franchi auparavant par le terrorisme international. Pour faire face à cette escalade de la violence terroriste, toutes les options militaires deviennent désormais envisageables.

Lire la suite page 16

Christian Delanghe est général de corps d'armée (c.r.), ancien commandant de la doctrine de l'armée de terre, directeur de recherche à US CREST (centre de recherche stratégique installé à Washington).



AFP

Autocensure sur CNN

Les cinq grands réseaux américains de télévision d'information, dont CNN, ont accepté de ne plus diffuser sans censure préalable les messages vidéo d'Al-Qaida, l'organisation d'Oussama Ben Laden. « La politique de CNN consiste à éviter de diffuser tout message dont nous pensons qu'il pourrait faciliter tout acte terroriste », explique la direction de CNN. p. 21



GÉRARD LIFÉRAS/GRAPHO

Prêt-à-porter Les imprimés du rêve

Des visions néo-hippies de Jean Paul Gaultier aux mailles acidulées de Sonia Rykiel, les derniers jours des collections printemps-été 2002 célèbrent la couleur et le retour des imprimés, sublimés par le travail minutieux de Nicolas Ghesquière, le jeune directeur artistique de Balenciaga (photo). p. 27

www.lemonde.fr/mode-ete2002

International.....	2	Aujourd'hui.....	25
France-Société.....	10	Météorologie.....	28
Régions.....	13	Jeux.....	28
Carnet.....	14	Culture.....	29
Horizons.....	15	Guide culturel.....	31
Entreprises.....	19	Kiosque.....	32
Communication.....	21	Abonnements.....	32
Tableau de bord.....	22	Radio-Télévision.....	33

ROLEX

Rolex Day-Date. Chronomètre en or gris 18 ct.

WEMPE
Horloger · Joaillier
Depuis 1878

Wempe Joaillier - 75008 Paris - 16, Rue Royale - Tél.: 01 42 60 21 77

GUERRE Le président George W. Bush a déclaré, jeudi 11 octobre, vouloir donner une « nouvelle chance » au régime de Kaboul de livrer Oussama Ben Laden, ses lieutenants

et ses hommes de main pour mettre fin à la campagne militaire américaine en cours en Afghanistan. ● M. BUSH a fait cette offre dans une conférence de presse tenue un

mois après les attentats de New York et Washington durant laquelle il a appelé ses compatriotes à la vigilance à la suite d'alertes terroristes non précisées. ● LES TALIBANS ont

aussitôt répliqué qu'ils ne « peuvent pas » satisfaire Washington et appelé les musulmans du monde à les soutenir contre les Etats-Unis. ● LES FRAPPES aériennes sur des

cibles militaires ont continué tandis que des estimations contradictoires émergent sur les victimes civiles de l'offensive. Les talibans font état de près de deux cents morts.

Les talibans rejettent la « seconde chance » offerte par George W. Bush

Un mois après les attentats de New York et Washington, le président des Etats-Unis a proposé de suspendre les opérations militaires en cours en Afghanistan si Kaboul acceptait de livrer Oussama Ben Laden. Le mollah Omar a repoussé cette ouverture et en appelle au monde musulman à soutenir son régime

« CETTE bataille durera aussi longtemps qu'il faudra. Cela pourra arriver demain, dans un mois ou dans un an ou deux, mais nous finirons par gagner », a assuré George W. Bush, lors de sa première conférence de presse depuis les attentats du 11 septembre. Le président américain a offert une seconde chance au régime des talibans de livrer Oussama Ben Laden « et ses lieutenants ainsi que les autres voyous et criminels qui sont avec lui » afin de stopper les opérations militaires contre l'Afghanistan.

● **Le président Bush serein.** Le chef de l'Etat américain s'est bien défendu de tout triomphalisme lors sa conférence de presse. Il n'a pas cherché à minimiser l'ampleur de

l'échec subi le 11 septembre ni à le faire oublier, soit en alignant les succès remportés depuis, soit par des promesses de victoires à venir. Le FBI a mis en garde contre les risques d'attentats au cours des journées à venir et notamment au cours du week-end. Le président Bush s'est, d'autre part, déclaré « impressionné » par « la haine au vitriol qui existe dans certains pays musulmans contre les Etats-Unis. Nous devons mieux plaider notre cause ».

● **Les bombardements continuent.** L'aviation américaine a lancé, dans la nuit de jeudi à vendredi, une nouvelle série de raids sur l'Afghanistan. Un porte-parole des talibans a affirmé que 160 corps avaient été retirés des ruines d'un

village bombardé au cours de la nuit précédente. Aucune vérification n'a pu être effectuée et aucun bilan sérieux ne peut être établi. L'opposition afghane aurait décidé d'attendre l'instauration d'un gouvernement intérimaire à Kaboul avant d'entreprendre une offensive, selon un accord intervenu avec les autorités américaines et des membres de la coalition, rapporte l'*International Herald Tribune* (lire page 3).

● **Au Pakistan, manifestations et anniversaire.** Des manifestations de soutien au régime de Kaboul sont attendues vendredi au Pakistan alors que le général Pervez Moucharraf fête le deuxième anniversaire de sa prise de pou-

voir, le 12 octobre, dans un climat tendu et incertain (lire page 3).

● **Les perspectives militaires.** La maîtrise du ciel à basse altitude est loin d'être totalement établie, ce qui rend encore hasardeuse l'utilisation d'hélicoptères d'attaque. Cependant, l'option d'actions terrestres ciblées se confirme mais, pour le moment, la prudence prévaut encore. « Les Etats-Unis marchent sur des œufs », affirme un haut responsable français. Washington a adressé à Paris de nouvelles demandes. Dans un entretien au *Monde*, François Heisbourg explique la logique de l'opération militaire américaine (lire page 4).

● **Manifestations anti-américaines.** A Djakarta et dans plu-

sieurs autres villes d'Indonésie, des manifestations anti-américaines se succèdent. Le gouvernement de Megawati Sukarnoputri est sur la défensive. En Algérie, la population suit en silence mais avec beaucoup d'attention l'évolution de la situation avec un sentiment d'humiliation collective (lire page 5).

● **Alerte générale aux Etats-Unis.** La psychose de nouveaux attentats se développe dans le pays. Le FBI a mis en garde contre des risques d'autres actions terroristes. Des mesures de sécurité exceptionnelles ont été prises et le marché de la sécurité connaît une forte expansion. Les trois cas d'anthrax découverts en Floride conti-

nent d'alimenter toutes les spéculations. Rien ne permet d'affirmer que cette contamination est l'œuvre d'un groupe terroriste ou plutôt celle d'un psychopathe ayant eu accès à un laboratoire (lire page 6).

● **L'agenda international bouleversé.** Le calendrier des grandes réunions internationales est bouleversé. Après le sommet sur les droits de l'enfant, celui de la francophonie, du FMI, de l'OTAN, celui de la FAO prévu à Rome et celui de l'OMC à Qatar pourraient être remis en cause. Le quatorzième sommet franco-espagnol s'est tenu, jeudi 11 octobre, à Perpignan, sous le signe du terrorisme (lire page 7).

Washington se mobilise pour se prémunir contre de nouvelles attaques

WASHINGTON

de notre correspondant

Un mois après les attaques terroristes sur New York et sur Washington, George Bush a continué à se frayer un chemin malaisé entre la vigilance et le retour à la vie normale, entre le souvenir du 11 septembre et la confiance dans la capacité des Etats-Unis à vaincre leurs ennemis. « Nous l'emporterons! », a-t-il répété, jeudi soir 11 octobre, au cours d'une conférence de presse destinée à faire le bilan des actions menées contre le terrorisme sur les différents « fronts » dont les dirigeants américains rappellent constamment qu'ils doivent être considérés ensemble.

M. Bush a commencé par indiquer où en est l'offensive militaire contre le réseau Al-Qaïda et les talibans. « Nous avons détruit les camps terroristes, a-t-il dit, brisé leurs communications, affaibli les talibans et détruit la plus grande partie de leur défense anti-aérienne. (...) Toutes les missions sont exécutées conformément au programme ». Le président s'est félicité, en outre, du gel de 24 millions de dollars de capitaux appartenant au réseau Al-Qaïda ou aux talibans, ainsi que de la position prise par les cinquante-six Etats islamiques qui ont condamné le terrorisme.

Ce qui était le plus frappant, dans le propos liminaire de M. Bush, comme dans ses réponses aux journalistes, c'était pourtant l'absence de triomphalisme. « Votre gouvernement fait tout ce qu'il peut pour se remettre de ces attaques et pour essayer d'en prévenir d'autres », a-t-il admis d'emblée. Il n'a pas cherché à minimiser l'ampleur de l'échec subi le 11 sep-

tembre, ni à le faire oublier en alignant les succès remportés depuis lors ou les promesses de victoires à venir. « Nous tous, a-t-il dit, au gouvernement, nous devons adapter notre façon de penser à la nouvelle guerre. » « Nous prenons toutes les mesures possibles pour protéger notre pays du danger », a-t-il assuré.

Interrogé sur l'étrange avertissement lancé par le FBI, mettant en garde, jeudi, contre des attentats possibles dans les deux prochains jours, il a plaidé : « Nous avons tenu compte, ainsi, d'une menace générale que nous avons reçue. » Le président n'en a pas dit davantage sur cette menace, mais il a cité, sans précision de date, une information reçue un jour, selon laquelle un agent d'Al-Qaïda allait peut-être s'emparer d'un avion d'épandage de produits agricoles pour disséminer un agent infectieux. « Nous avons contacté toutes les entreprises d'épandage aérien », a-t-il raconté.

DICK CHENEY À L'ABRI

C'était un aperçu de cette « guerre » telle que la mènent et la vivent les dirigeants de Washington, autour de la Maison Blanche, du Pentagone, du département d'Etat, du ministère de la justice, des services de police et de renseignement. M. Bush, par exemple, a défendu la décision d'alerte prise par le département de la justice, autrement dit par le ministre, John Ashcroft; il n'a pas dit qu'il avait pris lui-même cette décision. De même, le fait que le vice-président, Richard Cheney, réside dans un lieu tenu secret depuis le déclenchement des actions militaires, le

7 octobre, a été expliqué par M. Bush, mais il a paru admettre que cette précaution pouvait paraître moins justifiée au bout de quelques jours et alors que l'exécutif s'efforce de convaincre les Américains de vivre leur vie « normalement ». Il a précisé, en tout cas, qu'il avait, le jour même, serré la main du vice-président dans le Bureau ovale de la Maison Blanche.

S'agissant de l'Afghanistan, où

les bombardements visant les talibans ont continué, jeudi, en plein jour, M. Bush a laissé paraître fugitivement son irritation de ne pas être en mesure de répondre à la question : Oussama Ben Laden est-il toujours vivant ? « Je ne sais pas », a-t-il convenu, sur un ton qui n'adressait pas vraiment de compliments à la CIA, avant d'insister sur l'idée que le sort du chef d'Al-Qaïda n'est pas décisif. Ce

réseau, a-t-il dit, a des connexions dans soixante pays. La dimension humanitaire de l'action engagée en Afghanistan a été renforcée symboliquement par la demande, adressée par M. Bush aux enfants américains, d'envoyer chacun un dollar pour venir en aide aux enfants afghans.

Consciente de mener une bataille de propagande difficile dans le monde arabe et musulman, la Maison Blanche cherche tout moyen de démentir l'image d'une Amérique arrogante et humiliée, qu'exploitent les islamistes. Il a fait mine d'accorder aux talibans une « deuxième chance » d'échapper à leur châtiement en livrant Ben Laden et ses lieutenants. Il a confirmé, surtout, que l'Alliance du Nord doit accepter un accord avec d'autres composantes du peuple afghan et ne pas croire que les Etats-Unis vont la porter seule au pouvoir.

Yasser Arafat a été remercié de ses « efforts pour contrôler les éléments radicaux » dans le ressort de l'Autorité palestinienne: M. Bush n'a pas exclu de le rencontrer. Prêt

à accepter toute aide, d'où qu'elle vienne et quelle qu'en soit l'ampleur, face au terrorisme, le président a même évoqué favorablement les offres de services faites par la Syrie. Il a prévenu Saddam Hussein, en revanche, que si les Etats-Unis se concentrent pour l'instant sur l'Afghanistan et le réseau Al-Qaïda, ils « observent avec attention » l'Irak et son chef.

Jeudi matin, M. Bush avait présidé une cérémonie de commémoration au Pentagone, le ministère de la défense, frappé lui aussi par un avion détourné. Il hausse un peu le ton vis-à-vis du Congrès pour obtenir les mesures de soutien à l'économie qu'il réclame - et non celle que souhaitent les démocrates - et pour faire avancer, au passage, des dossiers d'avant le 11 septembre, comme la loi sur l'énergie. Les circonstances l'incitent à tenter d'engranger maintenant des bénéfices politiques qui pourraient devenir plus aléatoires dans quelques semaines.

Patrick Jarreau

Une panoplie d'antimissiles tactiques

Face à une menace qui serait représentée par un réseau terroriste développant des systèmes d'armes de destruction massive avec l'aide, la complicité ou pour le compte du pays qui l'abrite, le Pentagone réfléchit à une nouvelle architecture de son bouclier antimissile. Dans cette hypothèse, la protection de troupes américaines, voire alliées, au sol et la défense des intérêts américains à l'étranger deviennent aussi nécessaires et urgentes que l'édification d'une panoplie antimissile conçue pour réduire la vulnérabilité du seul territoire national.

Des systèmes tactiques, qui assureraient la sécurité du déploiement et du stationnement de troupes au sol, sont dans les cartons des ingénieurs. Outre des batteries antimissiles mobiles, comme de nouveaux dérivés du Patriot, dont les premières versions ont intercepté des Scud irakiens, ils reposent, pour l'essentiel, sur des avions porteurs d'un laser ou sur des bateaux dotés de missiles antimissile.

Les principaux points de la conférence de presse du président américain

C'est la première retransmission en direct à une heure de grande écoute depuis son entrée en fonctions

VOICI les principaux points de la conférence de presse du président américain, jeudi 11 octobre, la première retransmission en direct à une heure de grande écoute depuis son entrée en fonctions.

● **Les talibans.** George W. Bush a de nouveau offert la paix aux talibans en échange d'Oussama Ben

Laden : « Si vous l'arrêtez lui et ses complices aujourd'hui... nous reconsidérerons alors notre action contre votre pays. Vous avez une seconde chance. Ce que vous devez faire c'est nous le livrer lui et ses lieutenants ainsi que les autres voyous et criminels qui sont avec lui. »

● **La campagne militaire.**

« Nous avons détruit les camps d'entraînement terroristes, coupé leurs communications et affaibli les forces militaires des talibans et réduit à néant la plupart de leur défense anti-aérienne. (...) Lentement mais sûrement nous allons déloger les membres d'Al-Qaïda de leurs grottes pour les traduire en justice. (...) Cette bataille, durera aussi longtemps qu'il faudra. Cela pourrait arriver demain, dans un mois ou dans un an ou deux, mais nous finirons par gagner. »

● **L'après-talibans.** « Une des choses dont nous devons nous assurer est que toutes les parties, toutes les parties intéressées, ont une chance de faire partie d'un nouveau gouvernement, que nous ne devrions pas avoir de favoris entre un groupe ou l'autre à l'intérieur de l'Afghanistan. Deuxièmement, nous devons œuvrer pour un Afghanistan stable, afin que ses voisins n'aient pas à craindre d'activités terroristes en provenance de ce pays. Troisièmement, il serait utile, bien sûr, d'éradiquer le trafic de drogue en provenance d'Afghanistan. Je crois que les Nations unies pourraient offrir le cadre nécessaire pour aider à remplir ces conditions. Ce serait une fonction utile pour les Nations unies de prendre en charge ce qu'on appelle le "nation building", j'appellerais cela la stabilisation d'un futur gouvernement lorsque notre mission militaire sera achevée. »

● **La menace terroriste aux Etats-Unis.** « Notre gouvernement fait tout son possible pour retrouver une situation normale après les attentats et s'efforce d'éviter de nouvelles attaques. (...) Notre gouvernement est en alerte maximum. »

● **A propos de l'Irak.** « Il ne fait aucun doute que Saddam Hussein est un homme diabolique. Après tout, il a utilisé des gaz contre son propre

peuple. Nous savons qu'il a tenté de mettre au point des armes de destruction massive. Il a tout intérêt à autoriser le retour des inspecteurs dans son pays pour s'assurer qu'il respecte l'engagement pris après sa défaite dans la Guerre du Golfe. Nous le surveillons de près. »

● **Le Proche-Orient.** « Je crois qu'il devrait y avoir un Etat palestinien dont les frontières seront négociées par les parties, à partir du moment où un Etat palestinien reconnaît le droit d'Israël à exister. (...) Les Syriens nous ont indiqués comment ils pouvaient aider dans la guerre contre le terrorisme. Nous prenons cela au sérieux et nous leur donnerons l'occasion de le faire. »

● **Le système de défense antimissiles.** « J'ai dit au président russe Vladimir Poutine que le traité ABM était dépassé et inutile et j'espère qu'il nous rejoindra dans cette nouvelle relation stratégique. »

● **Les manifestations anti-américaines.** « Vous savez, on me pose toujours des questions. Je vais m'en poser une. Comment est-ce que je réagis quand je vois la haine au vitriol qui existe dans certains pays musulmans contre les Etats-Unis ? (...) Je vais vous dire comment je répons : je suis impressionné. (...) Je suis impressionné qu'il y ait une telle incompréhension de ce qu'est notre pays, et que des gens puissent nous détester. Comme la plupart des Américains, je ne peux pas le croire car je sais combien nous sommes bons. (...) Nous devons mieux plaider notre cause. Nous devons mieux expliquer aux gens du Proche-Orient, par exemple, que nous ne menons pas une guerre contre l'Islam ou les musulmans. Nous ne tenons aucune religion pour responsable. Nous luttons contre le diable. »



Golf Carat V5. Traits de chrome.
Parce qu'on ne peut pas toujours tout cacher.



● Sous des dehors discrets, la Golf Carat V5 cache un caractère de feu : motorisation 5 cylindres en V, 170 ch, boîte automatique séquentielle 5 rapports, elle est un véritable concentré de technologie. Mais, parce qu'on ne peut pas toujours tout cacher, elle est équipée d'un intérieur cuir de série et s'autorise quelques traits de chrome.

Golf Carat V5 Tiptronic 5



Espace Suffren

40 ter, av. de Suffren - Paris 15
Tél. : 01 53 58 10 00

CONCESSIONNAIRE VOLKSWAGEN

3615 Volkswagen (0,12 franc l'accès, 1,26 franc la minute) - 0 825 02 25 25 (0,98 franc la minute). Consommations 99/100 CE (l/km) poids à vide minimal - maximal : cycle urbain / extra-urbain / mixte : 13,7 - 13,9 / 7,2 - 7,4 / 9,6 - 9,8 / CO₂ (g/km) 230 - 235.



AP / JÉRÔME DELAY

■ **CHAMAN (Pakistan).** Dans la ville frontalière de Chaman (province du Baloutchistan), à 150 kilomètres au nord-ouest de Quetta, le trafic des réfugiés pakistanais rentrant d'Afghanistan se poursuivait, jeudi 11 octobre, toujours au même rythme depuis dimanche, premier jour des frappes américano-britanniques. Les officiels pakistanais ne laissent toujours pas passer les Afghans sans papiers.

Au moins 185 « martyrs » ont été tués par les bombes, selon les talibans

ISLAMABAD

de notre envoyée spéciale

Alors que les bombardements américains de l'Afghanistan s'intensifient, le nombre des victimes civiles augmente et les quelques réfugiés qui réussissent à franchir la frontière pakistanaise confirment l'existence de nombreux dommages collatéraux. Selon des habitants fuyant Kandahar, siège du mouvement taliban et lieu de résidence de leur chef, Mollah Mohammad Omar, les deux membres de sa famille que les Américains ont annoncé avoir tués seraient l'un de ses fils, âgé de dix ans, et son oncle (devenu son beau-père après remariage avec sa mère, veuve). Toujours selon ces réfugiés corroborant des informations précédentes, le chef des talibans venait, dimanche, de quitter la grande demeure familiale lorsqu'une bombe a atteint l'un des bâtiments dans lequel se trouvaient des nombreux membres de sa famille.

Difficile à vérifier, le nombre des victimes varie en fonction des sources. L'ambassadeur (taliban) d'Afghanistan au Pakistan, le mollah Abdul Salam Zaeef, a fait état, jeudi 11 octobre, d'au moins cent quatre-vingt-cinq « martyrs » depuis le début des opérations. Quinze personnes auraient été tuées dans une mosquée atteinte par une bombe, qui a détruit aussi quatre maisons, près de Jalalabad. Environ cent personnes auraient péri dans un village à une quaran-

taine de kilomètres à l'est de Jalalabad. Le mollah Zaeef a accusé le Pentagone de « mentir en affirmant qu'il ne vise pas des civils ». Le secrétaire américain à la défense, David Rumsfeld, a réagi : « Quand on est engagé militairement, il y a des pertes de vies non voulues (...). Il est certain que moi-même et toutes les personnes impliquées regrettons la perte non voulue de vies humaines ».

BOULES DE FEU

Le raid de jour intervenu à Kaboul, jeudi après-midi, a créé en tout cas un phénomène de panique dans la population qui s'est jeté sur tous les moyens de transport disponibles pour tenter de se mettre à l'abri. De très fortes détonations suivies d'énormes boules de feu ont secoué les quartiers orientaux de la capitale afghane, où se trouvait un camp supposé d'Oussama Ben Laden.

Kandahar a encore été lourdement bombardé ; le complexe d'habitations construit en 1996 près de l'aéroport, pour les fidèles de Ben Laden, a été touché à nouveau ; un dépôt de munitions a continué d'exploser pendant plusieurs heures après avoir été touché, jetant des centaines d'habitants apeurés sur les routes. Au sixième jour des bombardements, les talibans ne cèdent toutefois pas. Interrogé sur l'arrivée au Pakistan de soldats américains, le mollah Zaeef a affirmé : « Quand

les Américains entreront en Afghanistan, là commencera la vraie guerre. Pas maintenant ».

Dans un entretien publié par l'hebdomadaire saoudien *Al-Majalla*, et recueilli, lundi, à Kandahar selon ce journal, Mollah Omar a averti : « Ma mort ne mettra pas fin à la guerre. Les tribus avec les talibans sont prêtes pour la guerre et elles sont d'accord pour cela. Le résultat de ce qui se passe maintenant est la victoire ou la mort. Les deux dépendent de Dieu », a affirmé le chef des talibans. « Quant à ceux qui nous frappent maintenant, ils doivent savoir que la nature combattive des Afghans et la géographie de l'Afghanistan font de notre pays un cimetière pour les envahisseurs ».

Mollah Omar a répété qu'il ne peut pas livrer Oussama Ben Laden en l'absence de toute preuve de son implication dans des actes terroristes. Dans une déclaration séparée, diffusée sur les sites de la BBC et de la Voix de l'Amérique, Mollah Omar a appelé les musulmans du monde à appuyer l'Afghanistan dans sa lutte contre les Etats-Unis.

Pour l'instant, seuls de jeunes Pakistanais, étudiants d'écoles coraniques, semblent rejoindre la lutte en Afghanistan. Trois cents d'entre eux seraient passés, jeudi, dans la région de Chaman, à 150 kilomètres de Quetta, au Baloutchistan.

Fr. C.

La colère du commandant Abdoul Haq : ce chef légendaire de la résistance antisoviétique à Kaboul s'estime trahi par Washington

PESHAWAR

de notre envoyé spécial

Abdoul Haq est furieux. Furieux contre « la courte vue » de ses amis américains. Furieux contre ses alliés objectifs antitalibans de l'Alliance du Nord, qu'il « se réjouit sans pudeur sur tous les écrans de télévision des tonnes de bombes qui s'abattent encore une fois sur nos misérables compatriotes ». Aussi célébré dans le monde anglo-saxon que pouvait l'être le commandant Massoud en Europe occidentale, le commandant Abdoul Haq appartient à l'ethnie majoritaire de l'Afghanistan, celle sans laquelle rien n'est possible à Kaboul, les Pachtounes.

« VENGEANCE AMÉRICAINE »

Pour ce légendaire moudjahidin, très ouvert sur l'Occident, les bombardements américains « ne sont rien d'autre qu'une vengeance, laquelle entraînera une contre-vengeance, et ainsi de suite jusqu'à la destruction totale de mon malheureux pays ». Abdoul Haq s'estime trahi, « une fois de plus », par Londres et Washington. Dans le grand bureau de la confortabilité demeure qu'il occupe à Hayatabad, un faubourg de Peshawar, la carcasse massive de l'ancien chef des résistants antisoviétiques pour la région de Kaboul tremble de fureur.

« Dès avant l'attentat du 11 septembre, martèle-t-il, j'expliquais à mes amis de Washington qu'il était possible de faire imposer le phéno-

mène taliban de l'intérieur. Beaucoup de commandants de région, dans les zones pachtounes, commençaient à en avoir assez de ce pouvoir intégriste, incapable de développer le pays. Depuis le 11 septembre, j'ai multiplié les contacts avec tous ces transfuges potentiels. Nous avançons vite. Certains étaient prêts. Même l'idée d'un retour de l'ex-roi pour présider une Loya Jirga (grande assemblée traditionnelle), constituer un gouvernement d'union nationale et reconstruire de véritables structures d'Etat, était acceptable pour mes interlocuteurs. J'ai prévenu mes contacts anglo-saxons que j'avais besoin de quinze jours supplémentaires pour tout boucler. Pas plus. L'impatience d'une opinion américaine vengeresse et d'un président qui avait besoin d'action à tout flanqué par terre ».

Les bombardements et les actions militaires terrestres préparées par les Etats-Unis en Afghanistan risquent sérieusement, selon lui, « de provoquer un regain de solidarité nationale qui profitera aux talibans ». Pour ce qui concerne Oussama Ben Laden et sa légion arabe, l'ancien héros de Kaboul – blessé dix-sept fois, il a laissé son pied droit sur une mine soviétique et marche aujourd'hui avec une prothèse – n'est pas opposé à une méthode expéditive. « Cet étranger est prêt à sacrifier ma nation pour sauver, dit-il, celle de l'Arabie saoudite, la sienne, et celle de Palestine. Son islam ne peut aboutir qu'à un rejet de notre religion. » Ah, si « les

Pakistanais, les Saoudiens et leurs alliés américains n'avaient pas armé, financé et entraîné tous ces Arabes aujourd'hui retranchés dans mon pays, nous n'en serions pas là... »

« LE SANG LE MOINS CHER DU MONDE »

Héritier, avec ses deux frères, de la grande famille pachtoune des Arsala, Abdoul Haq, qui combattait les Russes au nom d'un parti islamiste modéré, le Hezb-e-Islami de Younous Khalès, a quitté Kaboul en 1996, quand les talibans ont pris le pouvoir. Solide quadragénaire, il partage son temps, depuis, entre Peshawar, Londres et Bahreïn, où ses florissantes affaires d'import-export sont basées. Il y a deux ans, des inconnus – talibans ou rivaux de business, nul ne sait – sont entrés dans la ville de Peshawar (Pakistan), kalachnikov au poing. Sa femme et son fils de onze ans ont été massacrés. A présent, une bonne demi-douzaine de grands Pachtounes armés gardent la maison jour et nuit.

A toute heure et jusque tard dans la nuit, plusieurs dizaines de personnes, des Afghans pour la plupart, font le pied de grue pour une audience avec le commandant. Son prestige est apparemment resté intact. Mais a-t-il encore le pouvoir d'organiser chez ses anciens compagnons d'armes les déflections nécessaires à l'effondrement taliban ? Certains en doutent. Lui pense que « si les actions militaires américaines se poursuivent trop longtemps – et,

Au Pakistan, anniversaire tendu du coup d'Etat du général Moucharraf

Le régime se démarque de la politique d'islamisation du pays

ISLAMABAD

de notre envoyée spéciale

C'est un anniversaire sous haute tension que va célébrer ce vendredi 12 octobre, le général-président Pervez Moucharraf. Porté au pouvoir il y a exactement deux ans par ses pairs, contestant la décision du premier ministre élu de l'époque, Nawaz Sharif, de le révoquer de ses fonctions de chef de l'armée, le général est aujourd'hui le seul maître à bord d'un navire qui évolue sur des eaux semées d'écueils.

En se séparant en début de semaine des trois hommes – les généraux Mohammad Aziz Khan, Mahmoud Ahmad et Muzaffar Ousmani – qui l'avaient fait roi, le président a clairement signifié au pays, comme à l'armée et aux puissants services de renseignements (Inter Services Intelligence, ISI), qu'il est désormais le patron et que la politique d'islamisation suivie avec constance depuis le régime de Zia-Ul Haq est terminée. A des degrés divers, les trois responsables militaires limogés – chef de l'ISI pour Mahmoud Ahmad, commandant du corps de Lahore pour Mohammad Aziz et chef d'état major adjoint pour Muzaffar Ousmani – incarnaient la politique de soutien aux groupes fondamentalistes islamiques engagés en Afghanistan comme au Cachemire.

Leurs remplaçants, comme tous les nouveaux promus, ont, eux, une image de professionnels libéraux et modérés. « L'équipe qu'il s'est constituée représente un groupe d'officiers qui sont progressistes et totalement non fondamentalistes », commente un proche du président qui connaît bien l'armée. Une équipe capable d'amorcer le nouveau virage pris par leur chef, sous la pression des événements. Contraint de se déterminer, entre Washington et les terroristes, selon les termes posés par les Etats-Unis, le général Moucharraf n'avait pas vraiment le choix. Mais beaucoup s'interrogent sur les risques d'un nouvel alignement avec les Etats-Unis, à la fois au sein d'une armée pénétrée depuis plus de vingt ans par l'islamisme politique et face à des partis religieux qui, à défaut de se distinguer sur la scène électorale, gardent un pouvoir de mobilisation populaire important. « L'armée et l'ISI doivent être sérieusement nettoyyées », affirme un général en retraite qui se réjouit de la nouvelle orientation du régime. Les changements internes à ces institutions auraient déjà commencé, mais la vague de fond est telle que l'inquiétude s'est

emparé de tous. Fait révélateur du trouble régnant, un simple incendie accidentel au quartier général de l'armée, mercredi 10 octobre, a alimenté toute la journée des rumeurs de coup d'Etat.

CRAINTE DE DÉBOURDEMENTS

« Le général est nerveux », confie l'un de ses proches. On le saurait à moins. Car si le général Moucharraf a sans doute fait prendre au Pakistan, à la faveur des événements présents, l'orientation qu'il souhaitait et qu'il espérait la grande majorité silencieuse qui avait soutenu le coup d'Etat deux ans plus tôt, son sort apparaît plus ou moins lié au développement de la présente campagne antiterroriste américaine. Or, le président n'y est pas associé au processus de décision. Alors qu'il avait affirmé avoir reçu des assurances sur la durée très courte des opérations, les déclarations faites à Washington et à Londres indiquent le contraire.

La presse pakistanaise ne manque pas de le souligner. « Bush

les dans les principales villes du pays. Les principaux carrefours stratégiques d'Islamabad, la capitale aux larges avenues boisées et aux villas cossues, a vu pousser des bunkers de sacs de sables. La nuit, les voitures de police sillonnent les rues et des barrages sont établis en pleine ville. L'armée a été déployée à Quetta, la capitale du Baloutchistan, qui a été le témoin de violentes manifestations de soutien aux talibans, en début de semaine.

Pour parer à toute éventualité, trois grands responsables politico-religieux ont été placés en résidence surveillée pour un mois. Il s'agit de Sami Ul Haq, qui a vu étudier dans sa *madrasa* (école coranique) les principaux chefs talibans afghans ; de Faizul Rahman, le chef du Jamiat Ulema-e-Islami (Rassemblement des oulémas de l'islam) ; et de Azam Tariq, chef du mouvement militant sunnite le Sipah-e-Sahaba. A l'issue d'une importante réunion consacrée à la loi et l'ordre, jeudi 11 octobre, le président Moucharraf a averti les

Attaque du consulat du Pakistan à Zahedan (Iran)

Le consulat du Pakistan à Zahedan, dans le sud-est de l'Iran, a été attaqué, vendredi 12 octobre, par des manifestants hostiles aux frappes américaines en Afghanistan, a indiqué la police iranienne. Des milliers d'Iraniens et de réfugiés afghans avaient commencé à manifester dans la matinée à Zahedan contre les frappes américaines, scandant « A bas l'Amérique » et qualifiant le président pakistanaise Pervez Moucharraf de « traître ».

La police qui a indiqué que les manifestants avaient lancé des pierres contre le consulat, n'a pas précisé s'il y avait eu des victimes ou des dégâts. Zahedan, chef-lieu de la province du Sistan-Baloutchistan, où se trouvent plusieurs centaines de milliers d'Afghans, est une ville proche des frontières afghane et pakistanaise. – (AFP.)

dément que la campagne de bombardements sera courte », titrait en « Une », jeudi, le quotidien *The News*. Le président Moucharraf avait aussi fait part d'assurances sur une campagne ciblée, qui ne devait pas faire de dommages collatéraux. Or le nombre des victimes civiles s'accroît, les images des explosions à Kaboul ou Kandahar se multiplient et les Pakistanais sont de plus en plus nerveux. « A plusieurs reprises, le président a présenté ses condoléances aux Américains. Quelle est la position du Pakistan sur les civils tués en Afghanistan ? », demandait jeudi un journaliste pakistanaise au porte-parole du ministère des affaires étrangères. « Le Pakistan regrette la perte de civils durant les frappes et espère que celles-ci viseront les terroristes », a répondu Aziz Ahmad Khan. Quant à la présence de soldats américains sur au moins deux bases pakistanaise, les déclarations contradictoires des autorités pakistanaise illustrent le malaise ressenti quand il s'agit d'admettre une évidence, jusqu'alors dissimulée par l'emploi plus neutre de « soutien logistique » à l'opération de Washington.

Plus grave pour le président, même la majorité silencieuse commence à s'interroger, alors qu'il l'invoque régulièrement en présumant de son soutien. Les déclarations du président Bush évoquant une opération qui pourrait viser d'autres pays que l'Afghanistan a profondément inquiété une opinion qui, pour être convaincue du choix de son chef, doute des réelles intentions des Etats-Unis. La tournure prise par la campagne en Afghanistan – un pays avec lequel beaucoup de Pakistanais ont des liens –, et l'arrivée de soldats américains ont encore perturbé l'opinion publique et l'intelligentsia pakistanaise.

La crainte de débordements ou d'actes isolés de vengeance a poussé le gouvernement à prendre des mesures de sécurité exceptionnel-

fauteurs de troubles qu'ils seraient sévèrement réprimés. Les réfugiés afghans interpellés dans des manifestations ont déjà été avertis qu'ils seraient renvoyés dans leur pays. La situation présente pourrait donner l'occasion au gouvernement de sanctionner les groupes extrémistes qui ont fleuri au Pakistan en se mobilisant pour le djihad en Afghanistan et au Cachemire. Pour le faire sans trop de risques, le président doit pouvoir montrer des résultats positifs de son changement de politique.

LA QUESTION DU CACHEMIRE

Plus sans doute que sur l'Afghanistan, c'est sur la question du Cachemire que le président Moucharraf risque d'être jugé. L'inscription sur une liste de groupes terroristes, concoctée par Washington, d'un groupe de guérilla basé au Pakistan (le Harakat al-Mujahidin), la mise sous surveillance d'une autre organisation basée au Pakistan (le Jaish Mohammad) pour les mêmes raisons, laisse craindre à beaucoup l'amalgame entre « terroristes afghans et terroristes cachemiris ». Or, ces derniers sont perçus au Pakistan comme des combattants de la liberté, luttant pour le droit des Cachemiris à choisir leur destin. M. Moucharraf cherchera sans aucun doute sur ce point des assurances du secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, attendu à Islamabad, après New Delhi, en début de semaine.

Les grandes prières du vendredi étaient attendues avec une certaine inquiétude dans les milieux officiels, ce 12 octobre, pour ce premier vendredi depuis les premières frappes américaines. A terme, ce sont la prolongation des opérations militaires, l'implication de plus en plus importante du Pakistan dans celles-ci et la multiplication des victimes qui menacent le président Moucharraf et la stabilité du Pakistan.

Françoise Chipaux

Patrice Claude

Nouveau !

Les bases de données
départementales et nationales
du recensement de la population de 1999
téléchargeables sur
www.recensement.insee.fr

François Heisbourg, président de l'Institut international des études stratégiques (IISS)

« Si le gouvernement pakistanais devait tomber, nous entrerions en terrain inconnu »

Dans un entretien au « Monde », François Heisbourg explique la logique de l'opération militaire américaine

« Quelle est la logique de l'opération militaire américaine ?

– Dans l'immédiat, des frappes pour désarmer les maigres défenses anti-aériennes et l'infrastructure militaire fixe des talibans, afin de permettre d'éventuelles opérations ultérieures, notamment l'insertion de forces spéciales aéroterrestres, et de faciliter les opérations de l'opposition afghane. Le tout pouvant déboucher d'abord sur la chute des talibans et ensuite – on peut l'espérer – sur des opérations de déstabilisation des organisations d'Al-Qaïda.

– Y a-t-il une continuité entre ces deux objectifs ; le réseau d'Oussama Ben Laden Al-Qaïda a-t-il absolument besoin du régime taliban pour fonctionner ?

– Al-Qaïda a pu opérer dans un environnement très permissif du fait que les talibans étaient au pouvoir en Afghanistan. Ce n'est pas un hasard si elle s'est installée dans ce pays où l'Etat est à la fois permissif et faible. Ce n'est pas par hasard non plus si, parmi les autres possibles théâtres d'opérations potentielles, on ne peut même plus parler d'Etat permissif, mais de plus d'Etat du tout.

– Vous avez un pronostic sur les chances de succès ?

– Nous saurons mieux bientôt si le gouvernement pakistanais peut passer le cap ou pas. Si oui, on a une chance d'assister au scénario que j'évoquais : entrée de l'opposition à Kaboul, réunion de la grande assemblée et tentative de mise en place d'un gouvernement, avec ou sans le roi ; bref, un environnement où il serait relativement plus facile aux forces spéciales de faire la chasse aux éléments arabes d'Al-Qaïda.

» Si le gouvernement pakistanais devait tomber, nous entrions en terrain totalement inconnu ; ce serait un facteur de déstabi-



FRANÇOIS HEISBOURG

lisation majeur à la fois dans le sous-continent indien et dans l'ensemble du Moyen-Orient. On a vu, lundi, les manifestations de défi envers Yasser Arafat à Gaza et, bien sûr, ce qui se dessine en filigrane, c'est l'avenir du régime saoudien. Ben Laden est un enfant d'Arabie saoudite ; l'Arabie saoudite est un Etat mais ce n'est pas une nation, c'est une construction récente comme l'était l'Union soviétique. Une victoire de Ben Laden à travers la déstabilisation du Pakistan pourrait avoir un effet de ricochet violent en Arabie saoudite. C'est une des raisons pour lesquelles les Européens, comme d'ailleurs Colin Powell (le secrétaire d'Etat américain), ont raison de veiller à ce que les buts de guerre soient limitativement définis.

– Lundi, les Américains ont fait savoir à l'ONU qu'ils ne s'interdisaient pas d'intervenir ailleurs qu'en Afghanistan...

– C'est bien pourquoi je parle de Colin Powell plutôt que de l'administration américaine. Ce n'est un secret pour personne que le secrétaire adjoint à la défense, Paul Wolfowitz, comme Richard Pearl, qui garde une influence importante, voudraient en même temps régler des comptes avec l'Irak ; ni que les Américains considèrent que le Yémen n'a pas coopéré autant qu'il eût fallu pour poursuivre les auteurs des attentats contre l'USS

Cole l'année dernière (à Aden en octobre 2000). Déborder des buts de guerre qui consistent à frapper Al-Qaïda et le – ou, le cas échéant, les – Etats qui l'ont directement soutenu, c'est s'exposer à un risque aggravé de déstabilisation de l'ensemble du Moyen-Orient.

– Vous semblez pessimiste.

– Je fais cette lecture un peu dramatique parce que le Moyen-Orient est une des grandes régions du monde, avec l'Afrique, qui n'a pas bougé pendant que toutes les autres – l'Europe du communisme, l'Amérique latine des dictateurs militaires, l'Asie des guerres de Corée, du Vietnam, du génocide cambodgien – bougeaient fantastiquement. C'est une région qui est restée enfermée politiquement et socialement dans des schémas décalés, que les Etats concernés soient pauvres ou riches. Ce décalage est de moins en moins supportable.

» Pour moi « la » question de ces

beaucoup de raisons de penser que le changement puisse s'y faire paisiblement.

– Vous parlez davantage des régimes arabes que du conflit israélo-palestinien...

– Le conflit israélo-palestinien est, bien sûr, un des facteurs qui expliquent pourquoi le Moyen-Orient a pu rester aussi longtemps dans ce décalage : le maintien du contentieux légitime, d'une certaine façon le maintien, de contraintes politiques et sociétales qui sans cela seraient beaucoup moins bien acceptées. Ben Laden lui-même a commencé à travailler sérieusement comme terroriste en 1993, lorsqu'a débuté le processus d'Oslo. La paix est un danger majeur pour ceux qui refusent l'ouverture politique et sociale. Si le processus de paix reprenait entre Israéliens et Palestiniens, je ne pense pas que cela réduirait d'un iota la virulence de Ben Laden. Mais à terme, cela aurait un impact formidable

« Déborder des buts de guerre qui consistent à frapper Al-Qaïda et le ou les Etats qui l'ont directement soutenu, c'est s'exposer à un risque aggravé de déstabilisation de l'ensemble du Moyen-Orient »

trois ou quatre prochains mois – ou de ces trois ou quatre prochaines années si on a un peu de chance et que le Pakistan ne s'effondre pas – est celle du Moyen-Orient : est-ce qu'il ira vers l'effondrement violent des régimes autocratiques qui caractérisent la plupart des Etats de la région, ou est-ce qu'on assistera à une transition plus ou moins en douceur ? Poser la question, c'est malheureusement déjà en partie y répondre ; il n'y a pas

sur la région, puisque cela menacerait les régimes autocratiques, et que naturellement cela réduirait le flux de recrues vers des mouvements comme celui de Ben Laden.

– Ne peut-on compter que sur la clairvoyance des Américains ; est-ce que l'Europe a un rôle particulier à jouer ?

– Commençons par nous-mêmes. Les Français ont eu vraiment raison de présenter un plan de reconstruction de l'Afghanis-

tan. L'Europe dispose de l'ensemble des outils qui permettent de travailler à la reconstruction des sociétés déchirées par la guerre ou qui sortent de longues périodes d'oppression.

» Par rapport à la situation israélo-palestinienne, il faut que l'Union européenne apprenne de plus en plus à faire de la politique, qu'elle en finisse avec le découplage entre ses tentatives pour exister politiquement dans la région et l'action d'aide menée par différentes directions de la Commission de Bruxelles hors de toute politique.

» Enfin, si l'on admet que cette région du Moyen-Orient est promise à une déstabilisation, il faut aussi que nos moyens militaires soient adaptés.

– A quel type d'action pensez-vous qu'il faille se préparer ?

– Il faut que nous adaptions nos moyens européens de projection de forces. Cela impose des investissements et des contraintes différents de ceux qu'imposait la gestion des crises balkaniques. Par exemple, cela fait remonter dans l'ordre des priorités tout ce qui concerne l'aviation à long rayon d'action.

– Pourquoi la France n'a-t-elle pas été partie prenante à la première phase de l'intervention en Afghanistan ?

– Nous n'avions rien à mettre sur la table : nous n'avions pas de missiles de croisière aéroportés, pas de navires ou dans les sous-marins, pas de moyens de commandement et de contrôle adaptés à ce type de campagne. Indépendamment de toute considération politique, nous n'avions rien à apporter. Nous sommes toujours prisonniers, en matière d'équipements, des choix qui ont été faits en 1987, notamment par M. Giraud, ministre de la défense de l'époque ; ces choix étaient

encore réversibles en 1990-1991, après la chute du mur de Berlin, mais ils ont été confirmés sous M. Chevènement. Le résultat, c'est que nous avons dû remettre à des jours meilleurs les moyens nécessaires pour conduire les guerres réelles, comme la campagne aérienne du Kosovo ou celle qui s'est ouverte dimanche en Afghanistan. La commande de missiles

« La France n'avait rien à mettre sur la table pour la première phase de l'intervention »

de croisière aéroportés a été faite en 1996 ; nous en aurons à la fin de l'année prochaine ; il aurait été préférable de les commander en 1990.

» Contrairement à d'autres, je n'ai pas de doute quant à la volonté française de participer sérieusement à la campagne. Je crois que dès lors qu'on sera dans une situation où nous aurons quelque chose à apporter, nos forces spéciales par exemple, nous le ferons.

» Jusqu'à présent, les Américains ont surpris par le côté méthodique et posé par lequel ils ont mis en place leur dispositif. Le curseur s'est arrêté au bon endroit. Il faut qu'il y reste. Il faut que nous soyons en situation de faire partie du jeu ; c'est pourquoi le président de la République a eu parfaitement raison de rappeler le devoir de solidarité et le fait que nous sommes prêts à participer. »

Propos recueillis par Claire Tréan

La perspective d'une option terrestre ciblée se confirme, mais son succès dépend de l'unité des antitalibans

DANS LES ÉTATS-MAJORS impliqués dans l'opération militaire « Liberté immuable » en Afghanistan, nul ne dissimule le fait qu'on est entré dans « une phase incertaine et difficile à piloter », selon le propos d'un officier général, avec la perspective de devoir lancer sous peu des actions « ciblées » spécifiques en fonction des renseignements réunis sur place. « Les Etats-Unis marchent sur des œufs », affirme un responsable français en contact avec les concepteurs américains de la planification militaire.

L'objectif des opérations demeure, dit-on à Washington, de collecter en permanence un volume significatif d'informations précises et de développer des relations fiables avec les antitalibans pour démanteler et les capacités militaires de Kaboul et supprimer la possibilité d'organiser des actions offensives. Au stade actuel, tel qu'est le dispositif anglo-américain, « mettre la main sur Oussama Ben Laden relève de l'exploit », observe la même source.

A ce jour, la campagne aérienne commencée dimanche soir 7 octobre est relativement

classique. Les opérations dans le Golfe, en 1990, et au Kosovo, en 1999, ont commencé ainsi, avec des frappes aériennes vouées à désorganiser les structures adverses de commandement au sol, même si elles paraissent probablement sommaires dans le cas présent, et à s'assurer la maîtrise du ciel, même si les talibans n'ont pas les moyens de la disputer durablement aux Américains ni aux Britanniques.

A une exception près, qui modifie notablement l'exécution des plans militaires, cette supériorité aérienne est à peu près garantie pour la haute et moyenne altitude. En revanche, la maîtrise du ciel est loin de l'être à basse altitude, en raison de ces batteries antiaériennes mobiles ou de ces missiles sol-air portables à l'épaule – les talibans auraient encore une centaine de lance-Stinger disponibles – qui restent une menace crédible. Ce qui rend hasardeux, voire périlleux, l'emploi à basse altitude des hélicoptères d'assaut et des avions-canon, comme le Hercules AC-130U ou « Spooky », qui acheminent, déposent, escortent ou embarquent, à l'issue d'une éven-

tuelle intervention « coup-de-poing », des commandos au sol.

Ces hélicoptères et ces avions disposent de moyens pour créer des leurres, afin de dérouter le cas échéant un missile, mais pas de simples tubes d'artillerie sol-air,

Pendant la période du ramadan, des opérations au sol seraient considérées comme sacrilèges

dont sont encore largement poursuivies les troupes de Kaboul. Par ailleurs, pour le transport de l'armement des commandos au sol et pour leur ravitaillement durant l'action, ces forces ont recours à des avions de soutien logistique qui peuvent avoir du mal à se poser sur des pistes d'aérodromes talibans que les frappes aériennes auront détruites.

Les Etats-Unis envisagent bien des modes d'action terrestres (*Le*

Monde du 11 octobre), par le biais d'actions ciblées qui seront fonction de la qualité du renseignement obtenu. Et, de fait, le dispositif adéquat est en train de se mettre en place et de monter progressivement en puissance. Arrive sur zone, en mer d'Arabie, le porte-avions américain *Kitty-Hawk* transformé en poste de commandement pour des opérations héliportées et des actions-commandos. On prête l'intention à l'état-major de l'armée de terre américaine de déployer des hélicoptères d'attaque Apache, qui ont fait de la figure à Kosovo, et des hélicoptères d'assaut MH-60G *Pave Hawk*, qui sont la version du *Black Hawk* servie par les forces spéciales des Etats-Unis.

L'armée de l'air américaine tient prêts ses Hercules C-130. Mais les hélicoptères ont besoin d'être ravitaillés, en vol et au sol, à l'aller et au retour de leur éventuelle expédition, et les avions, même rustiques comme l'est le Hercules C-130, requièrent une base en dur. D'où le besoin d'avoir des installations-relais sûres, outre le *Kitty-Hawk*, trop éloigné du théâtre des opérations. Pourquoi pas, par exemple,

la base de Quetta, en Afghanistan, si les autorités d'Islamabad étaient d'accord ? Depuis l'Ouzbékistan, le travail, notamment, des hélicoptères est rendu difficile, voire impossible ou très risqué, du fait du relief montagneux, qui culmine avec des sommets quasi infranchissables à pleine charge.

La campagne aérienne ne va pas s'éterniser pour autant : dans quelques temps, il n'y aura plus matière à bombarder. Néanmoins, engager des actions au sol, « c'est partir dans l'inconnu », dit un responsable militaire qui fait partie des « décideurs ».

Un général français au PC américain

Le général de corps d'armée Jean-Paul Raffenne a été désigné pour diriger la mission de liaison de la France auprès de l'état-major américain chargé de l'opération « Liberté immuable » en Afghanistan. L'opération militaire a été confiée au général américain Tommy Franks, qui est le « patron » du commandement central des Etats-Unis (USCC) pour le Golfe, plus spécialement consacré aux théâtres du Moyen-Orient et de l'Asie centrale, depuis un PC basé à Tampa (Floride).

Le général Franks dispose d'un adjoint, le général Charles Wald, pour les raids aériens en cours en Afghanistan, depuis un PC proche de Riyad, en Arabie saoudite. Agé de cinquante-sept ans, le général Raffenne, qui fut attaché de défense en 1994 à l'ambassade de France à Washington, représentait la France à l'Organe militaire intérimaire (OMI) de l'Union européenne à Bruxelles. Auprès des Américains, il représente le chef d'état-major français des armées.

Washington adresse de nouvelles demandes à la France

Fourniture d'avions de reconnaissance, soutien médical, renforts de transport aérien tactique...

LES ÉTATS-UNIS ont présenté à la France – mais pas seulement à elle – une liste de thèmes de contribution possible à l'opération qu'ils conduisent en Afghanistan, en coopération étroite avec le Royaume-Uni.

Divers concours sont sollicités, indépendamment de ceux qui sont déjà acquis, avec la participation d'un pétrolier-ravitailleur, le *Var*, et d'une frégate de surveillance générale, le *Courbet*, en mer d'Arabie ; des droits de survol du territoire français et des droits d'escale portuaire et aéroportuaire ; des possibilités de ravitaillement en carburant à des fins militaires, et des échanges réguliers en matière de renseignement.

Les nouvelles demandes portent notamment sur la fourniture, par la France, d'avions de reconnaissance

destinés à évaluer les conséquences des frappes ou à tenir à jour la carte de la situation en Afghanistan ; de moyens de soutien médical ; de nouvelles capacités stratégiques ou logistiques maritimes ; et de renfort en transport aérien tactique (ce que les spécialistes appellent le « *brouetage* »), à savoir des cargos susceptibles de déposer hommes et matériels sur des pistes sommairement aménagées, là où les gros-porteurs américains ne peuvent être reçus.

LES FORCES SPÉCIALES

De même, la France est invitée – comme elle y a déjà consenti dans les Balkans où elle s'est engagée à déployer des avions-radars à la place d'appareils américains similaires appelés à partir pour le Moyen-Orient et l'Asie centrale – à prendre le relais de certains services assurés

par les Etats-Unis. C'est le cas, par exemple, du soutien sanitaire de ceux des GI qui continueront néanmoins de stationner en Bosnie et au Kosovo.

Parmi les demandes nouvellement adressées, il y a le cas des forces spéciales que la France pourrait mettre à la disposition de l'opération en Afghanistan.

On compte 3 000 hommes opérationnels dans ces forces, indépendamment des personnels chargés du renseignement que la France a déjà déployés, en Afghanistan, suite à des accords avec le commandant Massoud lors de son passage à Paris, au printemps dernier.

Le sort de ces forces spéciales est singulier, en ce sens qu'elles relèvent pour leur emploi, via le ministre de la défense, Alain Richard, et le chef d'état-major des armées, le

général Jean-Pierre Kelche, directement de l'Élysée et de Matignon.

Leur concours, qui n'a pas encore été l'objet d'un accord, ne peut se faire que dans des conditions très précises, une fois que les responsables politiques ont jugé acceptables, ou non, les conditions de leur utilisation sur le terrain, le cadre politique de leur engagement, les objectifs poursuivis et le niveau des risques encourus.

Dans les milieux militaires français, on est conscient du fait que les Américains peuvent, sur la plupart de ces sujets, se suffire à eux-mêmes et déployer les moyens nationaux qui conviennent. Mais on estime que Washington cherche ainsi à rassembler et impliquer un maximum d'alliés.

J. I.

la riposte enclenchée par le président George Bush. A plus forte raison, des opérations au sol seraient jugées comme sacrilèges.

Sur le plan politique, les responsables de « Liberté immuable » se rendent compte aujourd'hui qu'« il leur faut apprendre à gérer les temps morts », pour reprendre l'expression d'un officier général, entre les différentes phases et pauses de la campagne en cours. En particulier, ils savent qu'il ne servirait à rien de s'emparer de Kaboul si l'opposition aux talibans n'a pas amorcé, au préalable, son unité dans le pays.

Aussi faut-il probablement s'attendre à ce que les premières actions de forces spéciales au sol, quand elles auront lieu, soient comme autant de tests destinés à éprouver la tactique et à en tirer toutes les conséquences.

Jacques Isnard



DITA ALANGKARA / ASSOCIATED PRESS

DJAKARTA. Devant l'ambassade américaine dans la capitale indonésienne, cernée par la police anti-émeute, des femmes musulmanes manifestent, jeudi 11 octobre, contre les bombardements de l'Afghanistan.

Gros plan sur « les vérités d'une guerre qui s'intensifie »

DES CAMPS d'entraînement en ruine et une mosquée détruite : images banales de l'Afghanistan des vingt dernières années. Mais avec les commentaires de la chaîne de télévision qatarie Al-Jazira, la seule autorisée à tourner au pays des talibans, ces récentes images de guerre, diffusées jeudi 11 octobre, gagnent en intensité : « Les camps d'Al-Qaïda, désertés depuis un temps, ont été bombardés massivement. Dans cette mosquée touchée, Oussama Ben Laden est venu plus d'une fois accomplir sa prière. »



VU SUR AL-JAZIRA Pour accompagner l'annonce par le régime des talibans de « trois cents civils tués » au cours de la cinquième journée de raids américano-britanniques, des images « exclusivité Al-Jazira » tournées dans un hôpital. Gros plans insoutenables sur quatre jeunes enfants grièvement blessés. Al-Jazira – qui n'a pas hésité à « zoomer » sur un cadavre dans les débris de l'agence de l'ONU chargée du déminage, frappée par un missile de croisière, mardi, qui a fait quatre morts – entend ainsi montrer les « vérités d'une guerre qui s'intensifie de jour en jour ».

Par ailleurs, à voir le débat houleux qu'Al-Jazira a organisé avec les principaux acteurs de la scène politique afghane, la constitution d'une alternative au régime des talibans risque de prendre plus de temps que « la durée incertaine » de la guerre contre les talibans. Entre un représentant de l'Alliance du Nord, le président Burhanuddin Rabbani, l'ex-premier ministre Gulbuddin Hekmatyar, et Abdessettar Sirat, le porte-parole du roi Zaher Chah déchû, le téléspectateur était invité à se perdre dans les subtilités des guerres fratricides interafghanes.

Combien de temps les talibans et la Qaïda d'Oussama Ben Laden vont-ils tenir ? La chaîne arabe d'information en continu pose la question autrement : Pervez Moucharrarf, le président pakistanais, tiendra-t-il le coup jusqu'à la fin des talibans ? S'attendait au pire, Al-Jazira a dépêché aux quatre coins du

Pakistan un bataillon de reporters qui racontent un pays au bord de l'explosion. « Le président a dépassé toutes les lignes rouges, limogeant des hauts responsables militaires qui l'avaient soutenu, emprisonnant des leaders islamistes, appelant l'armée à occuper les rues et à réprimer les manifestants, fermant les frontières aux Afghans et ouvrant ses aéroports aux soldats américains », résume un analyste de la chaîne.

UNE « JOURNÉE TEST »

En direct d'Islamabad, Ahmed Koreïchi, un jeune journaliste pakistanais interviewé par Al-Jazira, évoquait un sentiment d'humiliation qui dépasse les milieux islamistes : « Aujourd'hui, même la presse se retourne contre Moucharrarf. Il avait tout accepté des Américains en nous promettant à chaque fois qu'il avait reçu les garanties que les frappes seront de courte durée. Le président Bush vient de lui rétorquer qu'il ne lui a jamais rien promis de tel. Ce qui prouve le dédain du président américain à son égard. » Pour Al-Jazira, la journée du vendredi est une « journée test » pour Moucharrarf.

En Egypte, alors que le président Hosni Mubarak s'entretient avec le premier ministre britannique, Tony Blair, des étudiants manifestent leur hostilité aux frappes américano-britanniques. Intervenant dans un journal télévisé, Ihsan Bakr, le rédacteur en chef d'Al-Ahram, relativise : « Ces mêmes étudiants sont contre le terrorisme et ont dénoncé comme partout ailleurs dans les rues arabes les attentats de New York. En même temps, ils refusent qu'une superpuissance attaque le plus pauvre pays de la planète. Comme lorsque le peuple américain sortait dans les rues pour dénoncer la guerre du Vietnam. Quant à Ben Laden, personne n'est dupe. Longtemps milliardaire, il n'a pas donné un sou à la cause palestinienne. S'il avait envoyé ses avions contre des bâtiments de l'armée d'occupation israélienne, je ne dis pas, mais là, jouer à provoquer l'Amérique en sacrifiant des innocents... »

Tewfik Hakem

Les Algériens, exténués par leurs propres malheurs, suivent les événements en silence

ALGER

de notre envoyée spéciale

Les frappes américaines en Afghanistan n'ont pas suscité de réactions de rue en Algérie. Le pays étant toujours en état d'urgence, les manifestations sont soumises à autorisation préalable mais, surtout, la population est exténuée par ses propres malheurs, à commencer par ses conditions de vie. L'eau, par exemple, ne coule à Alger ces derniers temps qu'un jour sur trois, quand ce n'est pas un jour sur cinq.

Les événements d'Afghanistan sont toutefois suivis avec une extrême attention et le fait que la chaîne de télévision d'information continue Al-Jazira ait cessé, il y a quelques jours, d'émettre en analogique via Eutelsat, son principal vecteur de diffusion dans le monde arabe et au Maghreb, pour passer au numérique, crée une grande frustration. Lundi 8 octobre, les magasins spécialisés en électronique ont été pris d'assaut, chacun se renseignant sur le prix des décodeurs numériques et se laissant parfois tenter, en dépit du coût de l'investissement (entre 14 000 et 37 000 dinars, soit l'équivalent de 1 400 à 3 700 francs).

La soif d'information est immense en Algérie, et la chaîne de télévision nationale, appelée ironiquement L'Unique, ne comble pas ce besoin. Quant aux télévisions françaises, elles sont très regardées, mais leurs journaux sont suivis avec une certaine suspicion, et l'étiquette de « chaîne islamiste » souvent collée à Al-Jazira est mal perçue.

Une fois encore, les Algériens se

retrouvent divisés entre éradicateurs (minoritaires mais très actifs) et réconciliateurs. Si les premiers se félicitent de la manière forte employée par les Etats-Unis en Afghanistan, les seconds partagent le sentiment d'humiliation collective ressenti par le monde musulman. « C'est une honte que l'Amérique s'attaque à un pays depuis longtemps à l'état de cadavre », estime ainsi un universitaire. Plus fataliste, un jeune souligne qu'il était « prévisible que les Américains cherchent du sang musulman pour se venger des attentats du 11 septembre ». La référence aux victimes de Palestine et d'Irak est

Rester dans un cadre fixé par l'ONU

L'Algérie est « complètement solidaire du peuple américain » après les attentats du 11 septembre, mais veut rester dans un cadre fixé par l'ONU pour la participation à la coalition contre le terrorisme, a déclaré le président algérien, Abdelaziz Bouteflika, mercredi 10 octobre, à Bruxelles. « Il n'y a pas de bon et de mauvais terrorisme », a-t-il ajouté, en marge d'une réunion entre dirigeants des pays développés et de l'Union européenne, « le premier des droits de l'homme, c'est la sécurité ». M. Bouteflika a souligné qu'Alger devait néanmoins respecter un certain équilibre entre sa solidarité avec les Etats-Unis et son appartenance au monde arabo-musulman. – (AFP, Reuters.)

Florence Beaugé

En Indonésie, le gouvernement est défié par des manifestations quotidiennes

Le sentiment anti-américain monte dans le premier pays musulman du monde

DJAKARTA

de notre envoyé spécial

Les forces de l'ordre ont commencé à sévir face aux manifestations anti-américaines encore réduites mais quotidiennes dont Djakarta et d'autres villes d'Indonésie sont le théâtre depuis le 8 octobre. Le ministre de la défense en a appelé, mercredi 10 octobre, à une « action ferme contre les protestataires qui violent la loi », qu'il s'agisse de brûler les drapeaux américain et israélien ou de tenter de forcer, dans la capitale, les réseaux de barbelés qui protègent la chancellerie américaine et les grilles du complexe qui abrite le Parlement.

Dans le premier pays musulman du monde, où les gens continuent, pour l'essentiel, de vaquer à leurs occupations, les menaces de petits groupes islamistes, qui parlent d'organiser une chasse aux Occidentaux, réveillent l'anxiété. Des centaines d'Américains ont déjà quitté l'Indonésie. Il suffirait d'un dérapage, ou d'une provocation réussie, pour susciter une panique parmi les dizaines de milliers d'expatriés qui contribuent à faire tourner une économie déjà grippée. Muhammad Razeq, leader d'un Front des défenseurs de l'islam (FPI) qui affirme vouloir chasser Américains et Britanniques du sol indonésien, est donc menacé d'arrestation en dépit de ses liens avec la police. Le FPI s'était spécialisé, en 2000, dans l'attaque des bars et des boîtes de nuit de la capitale.

Pour le moment, les manifestants se contentent de slogans anti-américains. « Maudits soient les Etats-Unis. Les Nations unies devraient avoir honte de soutenir l'agression américaine », ont-ils scandé devant le bureau de l'ONU à Djakarta. « Va en enfer Amérique », « Les Américains et les juifs sont les vrais terroristes », a-t-on entendu devant le Parlement. Les militaires ont donc demandé qu'on mette un bémol

aux tirades anti-américaines, vendredi 12 octobre, lors des prières et de manifestations annoncées à la sortie des mosquées.

Les revendications des islamistes vont de la rupture des relations diplomatiques avec Washington à l'expulsion des Américains et de leurs alliés. Un petit groupe affirme avoir recruté plus de deux cents volontaires pour aller participer au djihad, la guerre sainte, en Afghanistan.

Un fast-food dévasté

Un restaurant de la chaîne américaine Kentucky Fried Chicken (KFC) a été dévasté par un attentat à la bombe, vendredi 12 octobre, dans la ville de Makassar, tandis qu'un engin explosif artisanal a été découvert près d'une société australienne, vendredi matin, selon la police. Les enquêteurs ont jugé prématuré d'établir un lien entre ces incidents et les manifestations contre les frappes aériennes en Afghanistan. Lors de manifestations précédentes, à Yogyakarta (Java), un restaurant KFC et un McDonald's avaient été symboliquement « scellés ». Des groupes islamistes indonésiens ont appelé à un boycottage des produits américains.

tan. A Makassar (Célèbes), le consulat général du Japon a été contraint, mercredi, d'amener le drapeau nippon et de brûler un drapeau américain par des manifestants qui avaient pénétré dans ses locaux et, le lendemain, cinq cents étudiants se sont de nouveau réunis pour menacer de chasser les Japonais du coin si leur gouvernement continuait de soutenir l'effort de guerre américain.

Cette agitation serait sans grandes incidences si elle ne traduisait

pas un anti-américanisme que de nombreux médias locaux contribuent à véhiculer et qui teste la traditionnelle modération des musulmans indonésiens. Le sentiment populaire est qu'en Afghanistan, les Etats-Unis étalent leur arrogance à l'encontre de musulmans sans défense et innocents. Le gouvernement de Megawati Sukarnoputri, qui a promis son « assistance à la guerre globale contre le terrorisme » se retrouve donc sur la baisse.

BUDGET RÉVISÉ À LA BAISSE

La Muhammadiyah, deuxième organisation musulmane du pays, a invité à davantage de fermeté à l'égard des Etats-Unis qui « combattent la terreur par la terreur » et le Parlement auditionne, vendredi, le ministre des affaires étrangères. La présidente doit donc s'assurer que la coalition de partis musulmans qui a contribué à sa nomination fin juillet accepte, au moins pour un temps, de ne pas condamner l'action américaine, s'alignant ainsi sur la position adoptée, jeudi, par l'Organisation de la conférence islamique, dont Djakarta est membre.

Les appels au réalisme demeurent nombreux et influents. Le Parlement a accepté, mardi, une révision à la baisse du budget pour l'an prochain que le Fonds monétaire international s'est pressé de juger « raisonnable ». Depuis le 11 septembre, la Bourse a chuté de 18 % et la monnaie de 11 %. L'Indonésie se retrouve donc, une fois de plus, dans un borbier économique avec une présidence certes populaire mais sur le fil du rasoir et qui ne communique guère avec les leaders musulmans. Sur la scène indonésienne, comme sur d'autres, Washington a pris quelques longueurs de retard dans la guerre de propagande.

Jean-Claude Pomonti

► www.lemonde.fr/indonesie

Valeurs mobilières

Délit d'initié

Cocaïne

The Economist. Regardez de plus près.

Le FBI lance une alerte générale, redoutant de nouveaux attentats

La police fédérale a fait cette mise en garde, alors que les télévisions ont de nouveau montré des images du World Trade Center en flammes. Depuis le 11 septembre, le marché de la sécurité a connu une forte expansion. Dans les avions, les passagers sont prêts à en découdre

NEW YORK

de notre envoyée spéciale

Alerte générale, a prévenu jeudi 11 octobre le FBI. Alerte, oui, a reconnu George Bush. Et sur les chaînes de télévision, un petit bandeau a surgi annonçant de nouvelles « attaques » dans les prochains jours. Pas vraiment rassurant. Pour certains, même, carrément paniquant. D'autant que les hommages solennels rendus toute la journée aux plus de 5 000 victimes du World Trade Center et du Pentagone ont été l'occasion de multirediffusions d'images de tours en flammes.

Des reportages sur New York ont montré des soldats, des chiens, des démineurs habillés en scaphandriers et faisant exploser de nombreux sacs de sports stupidement oubliés. Quant aux envoyés spéciaux en Floride, ils n'avaient à offrir que les mêmes images d'hommes en blancs, manipulant avec d'innombrables précautions des objets et enveloppes suspectées de dissimuler des spores d'anthrax.

Alors que faire, après s'être rué vers les pharmacies dévalisées de leurs antibiotiques Cipro ou vers les rares vendeurs de masques à gaz ? Rien, répondent les experts, sinon se concentrer, lors de ses déplacements, sur les objets insolites, se méfier des courriers aux formes inattendues ou contenant de la poussière ou de la poudre, détecter tout comportement inhabituel de voisins non identifiés. A part ça, vivre comme si de rien n'était.

Les grosses entreprises, et les Américains les plus riches, ne peuvent se contenter de cela. Depuis le 11 septembre, le marché lié à la sécurité a littéralement explosé. Des voitures blindées sont réclamées par de gros patrons ; les chauffeurs particuliers sont renvoyés dans des écoles de conduite « antiterroriste » ; des experts sont diligentés pour réaliser des audits d'usines, d'immeubles de bureaux, ou d'écoles privées des enfants ; des spécialistes sont priés d'enquêter sur le passé et les références de nombreux employés.

Les écoles de gardes du corps sont assaillies de demandes. Certains hommes d'affaires en exigent désormais pour leur femme et pour leurs enfants. Et des architectes se voient contraints de revoir certains plans d'édifices professionnels ou de maisons privées pour y inclure une pièce blindée.

Les fournisseurs s'adaptent ou même anticipent les demandes. A la convention de la Société Américaine pour la sécurité industrielle, qui s'est tenue à San Antonio la semaine dernière, les dépliant et sites Internet de plusieurs sociétés s'ouvraient sur des images du World Trade Center en feu.

Les entreprises sont évidemment préoccupées de la sécurité de leurs salariés. Cambridge Security, qui emploie cinq cents personnes, connaît, à New York, un afflux de demandes fulgurant. « On multiplie les gardiens et les gardes du corps, bien sûr, raconte Stanley Czawkiel, son vice-président. Mais surtout, on radiographie les entreprises pour détecter tous les risques pos-

sibles, notamment les attentats : concierges, badges d'identification des employés, entraînement du personnel, procédures d'évacuation. J'engage essentiellement des policiers à la retraite. En matière de terrorisme, rien ne vaut leur expérience. »

Les salles de gymnastique, Côte est et Côte ouest, connaissent un regain de popularité important

Des cours de self-défense sont organisés dans certaines sociétés. A Manhattan, un entraîneur sportif, mis au point par les pompiers, a vu sa fréquentation multipliée par dix. Et les salles de gymnastique, côte est et côte

ouest, connaissent un regain de popularité important. Une façon de soigner son stress. Un moyen aussi d'optimiser sa forme physique et de prendre des leçons d'arts martiaux.

Pour se déplacer vite, bien sûr, rien ne vaut le jet privé. Depuis le 11 septembre, l'intérêt pour ces avions a augmenté, notamment sous la forme charter que des Américains s'organisent pour louer à plusieurs. Entre 2 000 et 5 000 dollars l'heure. Sinon, il faut bien se résoudre à utiliser les compagnies commerciales, lesquelles, paraît-il, assistent à une petite révolution : le voyageur du ciel a changé.

Les passagers ont décidé de prendre la sécurité en main. Finie, la règle non écrite selon laquelle il ne fallait jamais contrarier un pirate menaçant de transporter une bombe. Désormais, le voyageur se battra jusqu'au bout. C'est en tout cas ce qu'il proclame à la télévision. Et il est vrai que le vol Los Angeles-Chicago du 1^{er} octobre, dans lequel les passagers se sont

jetés sur un déséquilibré qui s'était introduit dans le cockpit, semble le démontrer. « Attrapez ce type » aurait crié l'hôtesse. Et la moitié de l'avion s'est levée. « Je plains le gars qui tenterait de jouer les pirates dans mon avion ! » raconte un homme décidé à en découdre.

Chez Delta, le personnel de cabine prend note, paraît-il, des passagers capables de lui fournir une assistance disons musculaire. Et l'on raconte que dans certains vols, des voyageurs ont échangé leurs sièges, même en première classe, pour que des costauds puissent se placer le plus près possible du cockpit.

Selon le *New York Times*, des pilotes auraient même averti leurs passagers – quitte à les effrayer – qu'en cas de détournement, ils pouvaient lancer des chaussures, des livres et tout autre objet sur les pirates, ou bien même essayer de les couvrir et ceinturer avec des couvertures et des vêtements...

Annick Cojean

L'attaque à l'anthrax, acte terroriste ou action d'un psychopathe

WASHINGTON

de notre correspondant

Le ministre de la justice, John Ashcroft, a confirmé, jeudi 11 octobre, que l'enquête sur la contamination de trois personnes par l'anthrax à Boca Raton, en Floride, est désormais une enquête « criminelle ». Les policiers du FBI sont à la recherche du ou des auteurs d'une agression délibérée, qui a entraîné la mort d'un homme de soixante-trois ans le 5 octobre.

La troisième personne dont les tests ont montré qu'elle avait été exposée à la bactérie de la maladie du charbon est une femme de trente-cinq ans, qui a repris son travail jeudi tout en recevant un traitement. Comme la deuxième personne atteinte, elle n'a développé aucun symptôme.

« TROIS QUESTIONS SIMPLES »

Le procureur chargé de l'enquête, Guy Lewis, a expliqué, jeudi, qu'elle est destinée à répondre à « trois questions simples : premièrement, de quelle manière et où la bactérie a-t-elle été introduite dans le bâtiment ? Deuxièmement, par qui ? Troisièmement, pourquoi ? ». Les enquêteurs n'avaient trouvé, jeudi soir, aucun indice d'un rapport possible entre ces contaminations et les attaques du 11 septembre, bien que Boca Raton ne soit pas très éloigné de l'endroit où certains des terroristes avaient pris des leçons de pilotage.

Les réponses aux questions posées par M. Lewis dépendent en partie de l'origine du germe. L'hy-

pothèse d'une souche provenant d'un laboratoire dépendant du ministère de l'énergie à Ames, dans l'Iowa, et provenant de recherches sur les armes bactériologiques menées dans les années 1950 n'a reçu aucune confirmation.

Selon Richard Butler, ancien chef de l'inspection des Nations unies en Irak, deux hypothèses peuvent être avancées. La première est celle d'un individu isolé, un psychopathe ayant eu accès à des laboratoires fabriquant des vaccins destinés aux animaux et qui aurait utilisé ce procédé pour assouvir un désir de vengeance ou un fantasme de puissance. Ce serait un cas comparable à celui d'« Unabomber », cet Américain, ancien chercheur scientifique, qui s'était coupé de la société et qui envoyait des lettres piégées.

L'autre hypothèse, selon M. Butler, est celle d'un groupe terroriste. Ce serait alors la première manifestation de l'existence d'un trafic de produits pouvant être utilisés comme des armes de terreur ou de chantage. L'ancien inspecteur de l'ONU estime que, dans cette hypothèse, l'origine du produit se situerait soit du côté de la Russie, où il aurait pu être dérobé et vendu par un ancien chercheur ou militaire, soit en Irak.

M. Butler, qui s'exprimait sur CNN, a précisé qu'aucune de ces pistes n'avait reçu, à sa connaissance, le moindre début de confirmation.

Patrick Jarreau

Au Racquet Club de Delray Beach, « l'ennemi invisible » est partout

DELRAY BEACH (Floride)

de notre envoyé spécial

Le Delray Beach Racquet Club, où ont séjourné au mois d'août Mohammed Atta et six autres pirates de l'air présumés, est un luxueux village de vacances sans charme, entouré de supermarchés, pas très loin d'une autoroute. A chaque entrée, une pancarte avertit que des patrouilles de sécurité sont régulièrement effectuées. Une étudiante ironise : « On se croyait protégés. On réalise que n'importe qui peut s'installer ici. Il suffit d'avoir de l'argent. » Des immeubles cubiques de quatre étages entourent un lac artificiel où nagent quelques canards sous une passerelle en bois. Les pelouses sont soigneusement tondues autour de palmiers et de yuccas.

Le club compte une piscine et vingt-cinq courts de tennis. Personne n'y joue. C'est plutôt la morne saison. Les « oiseaux de neige », comme on surnomme les retraités new-yorkais et canadiens habitués à passer l'hiver en Floride, ne sont pas encore arrivés. Seuls quelques résidents à l'année réalisent qu'il n'y a pas si longtemps séjournaient ici Atta et ses compagnons.

Un habitué les décrit comme des solitaires. « Ils ne se mêlaient pas aux autres, allaient à la piscine en fin de journée quand tout le monde

était parti. De toute façon, les gens ici ne se parlent pas. Chacun mène sa vie. » Certains ont eu un petit moment de frayeur. D'autres se sont raisonnés : « Vu ce qu'ils allaient commettre, ils n'avaient aucun intérêt à agir dans notre club. » Le FBI est encore venu inspecter un appartement la semaine dernière, puis interroger d'autres locataires. « Je crois bien que ce sont des Arabes », souffle une habitante. Maintenant, chacun redoute « la guerre de l'anthrax ».

Certains scientifiques, aux quatre coins de l'Amérique, rappellent qu'une propagation de la bactérie par le courrier est hautement improbable. Pour être inhalé dans les poumons, le produit devrait être réduit à un état de poudre si fine que cette transformation altérerait la bactérie. Au Racquet Club comme partout à Delray Beach, on redoute la main de « l'ennemi invisible ».

BOÎTES AUX LETTRES

Rachel, une institutrice de vingt-six ans, n'arrive pas à s'expliquer pourquoi, samedi dernier, toutes les boîtes aux lettres de son immeuble étaient ouvertes. « Depuis deux jours, je ne décrochais plus mon courrier. J'ai déjà assez à ouvrir les paquets à l'école. Ça me rend complètement nerveuse. » Elle travaille à un kilomètre et

demi de l'immeuble de l'American Media Inc., où trois cas d'anthrax ont été détectés.

Une retraitée ne veut pas dire son prénom car elle « redoute les menaces ». Elle refuse de serrer la main à quiconque, « je fais très attention ». Elle ne va pas non plus au restaurant, « c'est tellement facile de mettre un poison dans un plat ». Elle a peur d'une contamination à grande échelle : « Une amie m'a dit qu'on pourrait bien mettre de l'anthrax dans les boîtes de conserve ». Elle irait bien passer le test du prélèvement de la cloison nasale dans le meilleur hôpital de la région. « J'ai pensé au risque d'une mauvaise stérilisation des instruments. Vous imaginez si celui qui passait avant moi était contaminé. »

Elle ne veut pas plus aller à la plage parce qu'elle a peur qu'on lui vole sa voiture. Alors elle marche toute la journée autour du lac artificiel et les allées bordées d'arbres qui mènent aux supermarchés. Ses amis du Michigan, où elle a vécu, partent « les uns après les autres ». Son fils est de l'autre côté de l'Amérique, en Californie. Elle attend l'arrivée des « oiseaux de neige » en novembre prochain. Cela fera un peu plus d'animation, même si au Delray Beach Racquet Club, on n'a pas vraiment l'habitude de se parler.

Dominique Le Guilledoux

Des milliers de personnes manifestent à Paris contre « la logique de guerre »

CONTRE « le terrorisme » et « la logique de guerre » : ils sont plusieurs milliers à avoir défilé, sous ce mot d'ordre commun, à Paris, jeudi 11 octobre en fin d'après-midi, à l'initiative du Mouvement de la paix et d'une cinquantaine d'associations, syndicats et formations politiques de gauche et d'extrême gauche. Non sans quelques nuances. Entre le « halte au terrorisme » figurant, seul, sur la banderole du PCF,

sans référence aux frappes américaines, aux « Bush assassin, non à l'impérialisme » scandés par un petit groupe de militants kurdes, la plupart des organisations avaient opté pour la formule du « ni-ni », « ni OTAN, ni talibans », « ni terrorisme, ni bombardements ».

De la Place de la République à la Nation, le cortège mêlait jeunes manifestants issus de la mouvance antimondialisation, vieux pacifistes

traditionnels, syndicalistes de la CGT, du groupe des Dix, de la FSU, de la CNT ou de la Confédération paysanne, membres d'Attac et beaucoup de militants d'extrême gauche. Cette dernière, dont toutes les composantes étaient représentées – des libertaires aux trotskistes de la LCR, de Lutte ouvrière et du Parti des travailleurs – a davantage mobilisé que les Verts ou le PCF, les deux formations de la gauche plurielle qui avaient appelé à la manifestation.

futur ex-candidat à la présidentielle parcourait les rangs. Le cortège parisien a été l'occasion d'un retour des batailles d'estimations. Sur le terrain, des « compteurs », ces fonctionnaires des renseignements généraux, estimaient à 7 000 le nombre de manifestants. La préfecture de police a annoncé plus tard le chiffre de 3 000 quand certains organisateurs le gonflaient à 10 000. Des manifestations ont rassemblé, selon la police, 400 personnes à Montpellier et Lyon, 300 à Saint-Etienne, Strasbourg, Marseille ou Lille, une centaine à Quimper ou à Lorient.

Caroline Monnot

NEUBAUER
Peugeot 307. Actuellement chez Neubaauer.
Version 3 portes disponible immédiatement*.
* Hors 2,0i 16V et 2,0i HDi 110 ch.
AGIT DIRECTEMENT SUR LA CONFIANCE.
NEUBAUER
NEUBAUER à Paris Porte de Champerret
9, bd Gouvion-St-Cyr - 75017 Paris • 01 46 22 88 88

SUBTIL RECADRAGE

Le secrétaire national du Parti communiste, Robert Hue, s'était fait excuser. Jeudi midi, M. Hue avait invoqué « un engagement » pris antérieurement. « Je considère que cette manifestation, dans l'équilibre qui est le sien, à savoir une condamnation sans appel du terrorisme et l'idée qu'on ne peut pas s'inscrire dans l'engrenage, est une manifestation qui correspond bien à l'état d'esprit des Français », avait-il expliqué, avant d'indiquer que « tous ceux qui s'aventureraient à modifier le caractère de cet équilibre, affaibliraient sensiblement ce qu'on est capable de démontrer dans un pays comme la France ».

Durant le défilé, les militants communistes ont opéré, de leur propre chef, un subtil recadrage. Là où le numéro un du PCF avait adopté une ligne prudente vis-à-vis du gouvernement en soulignant le caractère « légitime d'une riposte après les attentats du 11 septembre y compris dans ses dimensions militaires », le camion sono du cortège communiste s'est calé à plusieurs reprises sur un vigoureux « non aux bombardements ». Chez les Verts, Francine Bavay, porte-parole, et Marie-Hélène Aubert, vice-présidente de l'Assemblée nationale, représentaient la direction, tandis qu'Alain Lipietz,

MÉDAILLE D'OR 2000 CONCOURS NF AMEUBLEMENT
DETAILLANT - GROSSISTE VEND AUX PARTICULIERS
Toutes les grandes marques aux meilleurs prix

RECOMMANDÉ PAR PARIS PAS CHER

MATELAS • SOMMIERS
Vente par téléphone possible fixes ou relevables - toutes dimensions.
SWISSFLEX - TRÉCA - EPÉDA - PIRELLI
SIMMONS - DUNLOPILLO - BULTEX - etc...
Garantie 5 et 10 ans

Canapés - Salons - Clic-Clac...
CUIRS - TISSUS - ALCANTARA
Steiner - Coulon - Diva - Burnas - Duvivier etc...
5500 m2 d'exposition
LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE

MOBECO
♦ 239 à 247, rue de Belleville
Paris 19ème - M° Télégraphe
♦ 50, avenue d'Italie
Paris 13ème - M° Place d'Italie
01.42.08.71.00 - 7/17

Le calendrier des réunions internationales est bouleversé

Le sommet sur la faim remis en question

POUR des raisons de sécurité ou parce que le sujet qu'elles traitent peut sembler décalé par rapport aux événements actuels, plusieurs grandes réunions internationales sont annulées, reportées ou délocalisées les unes après les autres. Après le sommet pour les droits de l'enfant, celui de la francophonie, du FMI ou de l'OTAN, c'est au tour du sommet sur la faim de la FAO, prévu du 5 au 9 novembre, d'être remis en cause.

Dès le mois d'août, la crainte de manifestations annoncées par les mouvements antimondialisation après les violences perpétrées par la police à Gênes lors du G 8 de juillet avait conduit le gouvernement italien à demander le transfert de la réunion de Rome, où la FAO a son siège depuis un demi-siècle, à Rimini, station balnéaire moins symbolique que la capitale italienne. Le nouveau changement de pied, dans la nuit de mardi à mercredi, des autorités italiennes, qui envisagent de ramener le sommet à Rome, a semé le doute sur la volonté réelle des 149 pays membres de l'organisation de maintenir l'événement, au moins au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement.

Jacques Chirac a déjà annoncé au directeur général de la FAO, Jacques Diouf, qu'il n'y participerait pas comme il l'avait envisagé. Au siège de la FAO, on s'inquiète de ce possible report qui remettrait aux calendes grecques les deux objectifs de ce sommet : réaffirmer la volonté politique de lutter contre la faim et augmenter les ressources financières pour y parvenir.

La FAO n'est qu'un nouvel exemple d'un calendrier international bousculé depuis le 11 septembre. Le mois de septembre devait voir se tenir cinq réunions internationales de haut niveau. Quatre aux Etats-Unis, une en Europe. Prévu quelques jours à peine après la tragédie américaine, il est vite apparu que le sommet des droits de l'enfant devenait un événement totalement décalé par rapport aux circonstances. De surcroît, la tenue d'une telle réunion, en présence de nombreux chefs d'Etat, dans une ville sinistrée et désorganisée était impensable. Le sommet a été reporté sine die, aucune nouvelle date n'ayant été jusqu'à présent avancée. L'Assemblée générale de l'ONU, prévue le 24 septembre, a également été reportée et devrait avoir lieu de façon à ce qu'elle s'achève avant le début du ramadan, le 17 novembre.

Très vite également, l'idée de

maintenir dans sa forme originale les assemblées générales annuelles du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, prévues à Washington les 28 et 29 septembre (une durée déjà raccourcie en raison de l'ampleur des manifestations annoncées), a été abandonnée. Assurer la sécurité d'environ 3 000 personnes dans la capitale américaine également touchée par l'avion suicide précipité sur le Pentagone était quasi insurmontable pour les autorités américaines.

Le FMI avait envisagé de conserver une réunion limitée au conseil monétaire et financier internatio-

Le sommet de la francophonie, qui devait avoir lieu à Beyrouth, a été officiellement annulé

nal, son organe politique successeur du comité intérimaire, auquel assistent seulement les administrateurs des institutions de Bretton Woods, une vingtaine de ministres et leurs conseillers, soit environ 200 personnes. Le 17 septembre, les assemblées étaient repoussées à la demande des Américains pour des raisons de sécurité. Elles pourraient avoir lieu fin octobre.

Enfin, le 21 septembre, l'OTAN confirmait officiellement l'annulation de la réunion informelle des ministres de la défense de l'OTAN, prévue à Naples les 26 et 27 septembre, les ministres se réunissant finalement à Bruxelles.

Le calendrier de la fin de l'année risque tout autant d'être bousculé après le début des frappes américaines. Lundi 8 octobre, le sommet de la francophonie, qui devait avoir lieu le 26 octobre à Beyrouth, a été officiellement annulé. Le maintien de la réunion ministérielle de l'OMC prévue à Doha (Qatar) début novembre est encore très incertain (*lire ci-dessous*). Comme pour la francophonie, des facteurs géographiques et de date pèsent sur la réunion de Doha. Pour certains observateurs, compte tenu de la durée probable du conflit, cette conférence va se trouver « dans la zone rouge et dans la période rouge ».

Babette Stern

La conférence de l'OMC est toujours officiellement maintenue

LA QUESTION de l'annulation ou du report de la conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui doit se tenir à Doha (Qatar) du 9 au 13 novembre, n'est pas officiellement à l'ordre du jour. Le Qatar « n'a reçu aucune indication ou demande » en ce sens, a affirmé jeudi 11 octobre, à Genève, le porte-parole du comité organisateur, Abdallah Ben Ahmad Al-Thani. Au siège de l'OMC dans la cité genevoise, les séances de travail continuent de se dérouler à un rythme soutenu. Les 13 et 14 octobre à Singapour, une réunion informelle de vingt-deux ministres du commerce tentera de faire avancer le projet de déclaration finale.

En dépit des événements en Afghanistan, les Etats-Unis continuent d'afficher leur détermination. « Nous regardons avec attention la situation en matière de sécurité », nous a déclaré un porte-parole de la mission américaine pour les Nations unies et l'OMC à Genève, mercredi 10 octobre, et si cela se révélait nécessaire, nous reconsidérons notre position en concertation avec les autres gouvernements. Pour l'instant, nous nous attendons à ce que la conférence ministérielle ait lieu à Doha en novembre, comme prévu. » Pascal Lamy, commissaire européen au commerce, ne manque pas une occasion d'affirmer la nécessité de maintenir « le rendez-vous multilatéral de novembre ». Lundi 8 octobre, en recevant l'émir du Qatar, Jacques Chirac, a exprimé sa « confiance dans la capacité du Qatar » à organiser cette rencontre. Le lendemain, le directeur général

Martine Laronche

France et Espagne veulent accélérer la création d'un espace judiciaire européen

Un mandat d'arrêt européen pourrait être créé dès décembre

PERPIGNAN

de notre envoyée spéciale

Le quatorzième sommet franco-espagnol, qui s'est tenu jeudi 11 octobre – un mois après les attentats commis aux Etats-Unis –, a été l'occasion pour les deux pays de réaffirmer avec force leur engagement contre la menace terroriste et leur volonté d'accélérer la mise en place de l'espace judiciaire européen. Le président du gouvernement espagnol, José Maria Aznar, a indiqué qu'il entendait en faire la priorité de la prochaine présidence de l'Union, que l'Espagne assumera pour six mois à partir du 1^{er} janvier prochain. « Tous les terroristes se valent, ce qui est en jeu c'est notre liberté, nos valeurs démocratiques : il faut choisir et s'engager, on ne peut être que d'un côté ou de l'autre », a souligné M. Aznar.

Evoquant les opérations américaines en Afghanistan, le président Jacques Chirac a confirmé de son côté que « la France assumerait sa part de responsabilité dans l'action entreprise » et laissé entendre que cela pourrait aller jusqu'à inclure des missions aériennes : « C'est une action qui risque d'être fort longue et complexe et nous en étudions les différentes modalités d'actions envisageables, dans le domaine aérien et les autres domaines. »

A ceux qui auraient pu avoir des doutes, en cette période préélectorale, sur la parfaite cohésion de vues entre l'Elysée et Matignon à ce propos, tant Jacques Chirac que Lionel Jospin se sont efforcés de couper court aux spéculations : « En ce qui concerne sa politique extérieure, la France parle d'une seule voix », a dit le premier, tandis que le second ajoutait : « Il y a la forme et le fond. Sur le fond, cette question n'a pas lieu d'être. »

« PROGRÈS TRANSCENDANTAUX »

Cet engagement français aura cependant une limite, car on ne peut appuyer des « frappes inacceptables », a ajouté Jacques Chirac, en précisant qu'il entendait par là des bombardements « entraînant la mort de civils ou la destruction de lieux sensibles comme des hôpitaux ou des mosquées ».

Comment lutter contre ce terrorisme international ? Tant José Maria Aznar, qui parle de la nécessité d'une « détermination sans faille dans tous les domaines », que MM. Chirac et Jospin, qui voient eux une « lutte globale et pas seulement militaire », sont d'accord pour mettre également l'accent sur l'aspect financier de ce combat. « Il faut mettre un terme aux abus scandaleux des paradis fiscaux (...), c'est

le blanchiment de l'argent qui nourrit aussi le terrorisme », a affirmé le président français, qui a marqué son soutien à la volonté espagnole de faire progresser au plus vite l'espace judiciaire européen.

Pour ce faire, la France et l'Espagne ont souligné leur intention d'œuvrer pour que les Quinze, selon l'engagement qu'ils ont pris lors de leur sommet extraordinaire du 21 septembre à Bruxelles, parviennent d'ici leur Conseil de Laeken, en décembre, à un accord sur la définition commune du délit de terrorisme et sur le futur mandat d'arrêt européen. Madrid, confronté au terrorisme basque, en est depuis longtemps l'avocat.

Toute une série de mesures bilatérales – qualifiées par M. Aznar de « progrès transcendants » – dans la coopération franco-espagnole – ont été adoptées. Paris et Madrid ont annoncé la création d'une équipe commune d'enquête antiterroriste et la mise en place d'un système inédit de « remise temporaire » à fin d'interrogatoire de détenus condamnés, mais aussi, dans certains cas, de suspects qui seraient l'objet d'une instruction en cours.

Marie-Claude Decamps

Lire aussi page 11



Politique



Union européenne



Astronomie

The Economist. Regardez de plus près.

Rencontre nationale Centenaire de la loi de 1901

Les associations et le monde du travail

Samedi 20 octobre 2001

9h00 à 16h15 **Saint-Etienne**
Centre des Congrès - Espace Fauriel 23 rue Ponchardier

Ce moment d'échange permettra de confronter les études des chercheurs, le témoignage des praticiens associatifs et le regard des professionnels de la communication sur l'épanouissement de la vie associative au sein d'une ville comme Saint Etienne, ville au développement industriel et social original.

Programme

9h00 Accueil des participants

Ouverture

Michel Thiollière,
Sénateur Maire de Saint-Etienne

Jean-Michel Belorgey,
Président de la Mission Interministérielle pour la célébration du centenaire de la loi de 1901

Animation

Jean Lebrun, Producteur du magazine d'actualités
"Pot au Feu" - France Culture

1ère table ronde

10h00 " Les loisirs : culture, sport... "

12h00 Présentation et initiation au tir à la sarbacane par les éducateurs du Comité Départemental des jeux de la Sarbacane de la Loire

12h45 Repas offert sur place sur réservation
(voir coupon-réponse)

2ème table ronde

14h15 " De l'éducation ouvrière au cadre de vie "

16h15 Clôture

Intervenants

Etienne de Barville,
Chercheur économiste au CNRS-CRESAL de Saint-Etienne, auteur d'un ouvrage " L'usine en douce, le travail en perruque " (2001)

Alain Bonnassieux, Président de la Fédération des Œuvres Laïques de la Loire

Nicole Cornut, Secrétaire général et permanente de l'Association ABC, " Les Amis du Bon Cinéma " le France (Saint-Etienne)

Michel Dreyfus, Historien, Directeur de recherche au CNRS - Enseignant associé à l'Université Paris 1, Laboratoire Centre d'histoire sociale du 20ème siècle

Serge Duigou, Membre de la Direction nationale de la Fédération sportive et gymnique du Travail (FSGT) et Responsable du secteur " sport en entreprise "

Alain Gibert, Président de la Fédération des associations de jardins ouvriers et familiaux de la Loire

Abelhafid Hammouche, Maître de conférences à l'Université Lumière, Lyon2, chercheur au CNRS-CRESAL de Saint-Etienne

Nicolas Kssis, Doctorant en histoire, Chargé d'études historiques à la FSGT, militant associatif sportif

Paul Maguin, Président de l'Association " Mémoires vives - Centres sociaux "

Daniel Mandon, Vice-Président du Conseil Général de la Loire, chargé des affaires culturelles et professeur à l'Université de Lyon 2

Philippe Peyre, Conservateur Directeur du site Couriot - Musée de la mine de Saint-Etienne

Gilles Rose, Directeur de l'Atelier Musée du Chapeau de Chazelles sur Lyon et administrateur de la Fédération des écomusées et des musées de société

Danielle Tartakowsky, Professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Paris 8, membre du conseil d'orientation de la mission

George W. Bush évoque une rencontre possible avec Yasser Arafat

Le président américain a de nouveau défendu un « Etat palestinien »

Washington envisage une série d'initiatives pour tenter de renouer le dialogue israélo-palestinien sur la base du rapport Mitchell. Alors que le calme est revenu sur le terrain, aucun contact officiel entre les deux parties n'a eu lieu depuis la rencontre, le 26 septembre, entre Yasser Arafat et Shimon Pérès.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

On ne saura sans doute pas avant longtemps si les Etats-Unis se seraient montrés aussi actifs au Proche-Orient sans les attentats du 11 septembre. Le fait reste que se multiplient, depuis, les signes qui dessinent un projet et une perspective politique. Le 2 octobre, le président américain, George W. Bush, avait tout d'abord évoqué un Etat palestinien. Jeudi 11 octobre, il a réitéré ce souhait, « à condition que cet Etat reconnaisse le droit à exister d'Israël », peu de temps après s'être exprimé au cours d'une conversation téléphonique avec le roi du Maroc, Mohammed VI, en faveur de l'application des résolutions 242 et 338 des Nations unies « relatives à la recherche d'un règlement juste, global et définitif de la question palestinienne ». Ces deux textes constituent depuis longtemps déjà les références obligées des discours des responsables politiques palestiniens. M. Bush a enfin évoqué publiquement une rencontre - qui serait la première - avec le chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat.

Il y a sans doute urgence. L'administration américaine a pu mesurer plus nettement encore depuis le début des frappes militaires sur l'Afghanistan à quel point elle peut être impopulaire au Proche-Orient. Les affrontements sanglants qui se sont déroulés, lundi, à Gaza et qui ont mis aux prises des étudiants et les forces de police n'ont pu qu'alerter Washington sur la précarité de la posture du chef de l'Autorité palestinienne, M. Arafat. Même si le malaise qui s'est installé depuis semble surtout dû à la violence de la répression policière qui a fait deux morts parmi les manifestants. Le chef de l'Autorité palestinienne, contrairement à son choix de 1991 lors de la guerre contre l'Irak, a décidé de jouer la carte américaine contre son opinion publique, contraint et forcé par l'impasse dans laquelle il se trouve après un an d'intifada. L'administration américaine se doit aujourd'hui de lui donner des gages politiques.

L'initiative américaine, dont le coup d'envoi aurait dû être donné

initialement, si on en croit Washington, fin septembre par le secrétaire d'Etat Colin Powell à la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies, met en avant un programme. Si l'administration se garde pour l'instant de produire un document aussi précis que les dernières propositions formulées par Bill Clinton quelques semaines avant son départ de la Maison Blanche - et dont il avait dit qu'elle partira avec lui - il n'en reste pas moins qu'elle en garderait les grands principes, dont le partage de Jérusalem. Le département d'Etat américain aurait également envisagé de charger de ce dossier un nouveau responsable en la personne d'Anthony Zinni, un ancien militaire proche, de ce fait, de Colin Powell. Il connaît bien la

un premier temps une période d'accalmie « significative », ce que demandent les Israéliens, avant de passer à des mesures plus politiques telles que le gel de toute forme de colonisation, ce qui serait considéré comme une grande victoire par les Palestiniens.

Les efforts américains sont d'autant plus nécessaires que le dialogue reste bloqué entre les deux parties depuis la rencontre entre M. Arafat et le chef de la diplomatie israélienne, Shimon Pérès, le 26 septembre. Pourtant, le calme est revenu sur le terrain, notamment depuis les avertissements réitérés du chef de l'Autorité palestinienne selon lesquels les violations du cessez-le-feu servaient en fait les intérêts israéliens. Alors que l'armée israélienne

L'unité d'élite israélienne « Douvdevan » récompensée

« Douvdevan » (Cerise), une unité spéciale israélienne opérant en Cisjordanie, a été citée pour hauts faits, jeudi 11 octobre, par le chef d'état-major israélien, le général Shaoul Mofaz, lors d'une cérémonie militaire, a indiqué le porte-parole de Tzahal dans un communiqué. L'unité a reçu collectivement la « distinction du chef de l'état-major », l'une des plus hautes distinctions de l'armée israélienne, pour ses nombreuses opérations menées « avec bravoure et professionnalisme », a-t-il été précisé.

Cette unité, très controversée, a été impliquée dans de nombreuses bavures, par exemple, la mort, en août 2000, de trois de ses membres, tués par erreur par leurs camarades. Chargés de se saisir morts ou vifs de Palestiniens recherchés pour « activités terroristes », les membres de ces commandos se déguisent en Arabes et agissent en contact étroit avec le service de sécurité intérieure israélien, le Shin Beth. - (AFP.)

région pour y avoir passé beaucoup de temps et n'a pas hésité par le passé à émettre des réserves sur certains aspects de la politique américaine, notamment sur le soutien accordé à l'opposition irakienne en exil.

CONCESSIONS VERBALES

Les concessions verbales au camp palestinien sont accompagnées de la réaffirmation de principes défendus par les Israéliens. C'est tout l'intérêt du rapport dressé au printemps par la commission internationale présidée par l'ancien sénateur américain George Mitchell, auquel Washington ne cesse de faire référence. Ce rapport suggère ainsi, à propos du cessez-le-feu, que soit constatée dans

ne a fait une nouvelle incursion dans la bande de Gaza, jeudi 11 octobre, pour préparer, selon des responsables palestiniens, une nouvelle route réservée aux colons, M. Pérès a rencontré dans la soirée le premier ministre, Ariel Sharon, pour tenter d'obtenir son feu vert pour engager notamment un desserrement du blocus qui pèse sur les zones autonomes palestiniennes et qui pourrait attester de la bonne volonté israélienne. Mais M. Sharon ne paraît pas disposé pour l'heure à s'engager dans le moindre processus politique qui pourrait remettre en cause, à terme, son actuelle coalition.

Gilles Paris

Girma Wolde-Giorgis, homme d'affaires peu connu du grand public, devient président de l'Ethiopie à 76 ans

NAIROBI

de notre correspondant

Depuis son élection par le Parlement, lundi 8 octobre, à la présidence de la République fédérale démocratique d'Ethiopie, les observateurs ont du mal à cerner la personnalité du lieutenant Girma Wolde-Giorgis. Nul ne s'attendait à ce que cet homme de soixante-seize ans, député et homme d'affaires peu connu du grand public, soit investi de l'unique candidature à la présidence par les caciques de la coalition au pouvoir, le Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (FDRPE), et élu pour un mandat de six ans.

Déjouant tous les pronostics, cette désignation est liée au contexte de crise politique en Ethiopie. Dénué d'influence marquante, M. Wolde-Giorgis présente surtout l'intérêt de s'être tenu à l'écart des scissions, pudiquement qualifiées de « mouvements de rénovation », qui ont traversé les quatre composantes du FDRPE au cours des mois passés. Le Front populaire de libération du Tigré (FPLT), formation dont est issu le premier ministre, Meles Zenawi, et qui jouit d'un contrôle hégémonique sur la coalition, a été le principal théâtre de ces contestations internes. Dix membres influents du comité central, en fronde contre M. Zenawi au sujet de sa gestion de la guerre contre l'Erythrée - jugée trop conciliante à l'égard de l'ennemi vaincu -, ont été suspendus. Au sein de la coalition, la crise a également touché le parti des membres de l'ethnie Oromo, numériquement la

plus importante d'Ethiopie, et à laquelle appartient M. Wolde-Giorgis. L'Organisation démocratique du peuple oromo (ODPO) a également fait l'objet de purges, qui ont conduit notamment à la mise à l'écart du Dr Negasso Gidada, pré-décès du lieutenant Girma à la présidence de la République. M. Gidada avait pris le risque de s'insurger contre la mainmise du FPLT sur la coalition gouvernementale, refusant de se contenter du lot

lui a valu, aussi, une réputation d'opportuniste, devrait constituer un atout.

Après avoir entamé sa carrière dans l'armée de l'air sous le règne de l'empereur Haïlé Sélassié, il avait dirigé l'aviation civile, avant de devenir président de la Chambre basse du Parlement. A l'arrivée au pouvoir du « Négus rouge », Mengistu Haïlé Mariam, et du groupe des officiers communistes du Derg, en 1974, il a continué d'assurer des fonctions publiques et privées, notamment à la tête de la Croix-Rouge d'Erythrée - alors province éthiopienne -, avant de fonder une ONG et d'entrer dans les affaires. Enfin, depuis la chute du Derg et l'arrivée au pouvoir du FDRPE, en 1991, il était devenu député.

Cette souplesse sera-t-elle suffisante pour faire de lui plus qu'un figurant, et saura-t-il être le « président rassembleur » espéré, compte tenu de ce que la fonction présidentielle, en Ethiopie, est essentiellement protocolaire ? La question est cruciale, d'autant que l'agitation politique dans la coalition est loin d'être éteinte, et que le pays traverse une période de difficultés économiques, fruit de deux années de guerre avec l'Erythrée et de l'effondrement des cours mondiaux du café. Il est néanmoins peu vraisemblable que le président Girma Wolde-Giorgis ait la capacité d'intervenir dans les graves dissensions au sein du FPLT de M. Zenawi, véritable nœud de la crise éthiopienne.

Jean-Philippe Rémy

DÉPÊCHES

■ **UNION EUROPÉENNE** : la présidente du Parlement européen, Nicole Fontaine, a annoncé, jeudi 11 octobre, qu'une réunion extraordinaire du Forum parlementaire euro-méditerranéen, consacrée au « dialogue interculturel », était convoquée le 8 novembre à Bruxelles. M^{me} Fontaine et le président de la Chambre des représentants du Maroc, coprésidents de ce forum, veulent « affirmer, suite aux monstrueux attentats commis aux Etats-Unis, la volonté des parlementaires des deux rives de la Méditerranée d'œuvrer en commun pour lutter contre le fléau du terrorisme et éviter le risque qu'un amalgame soit établi entre islam et terrorisme ». - (Corresp.)

■ **ESPAGNE** : une trentaine de personnes encagoulées ont attaqué aux cocktails Molotov, dans la nuit du jeudi 11 au vendredi 12 octobre, la mairie de Saint-Sébastien, au Pays basque espagnol, a indiqué le conseiller municipal chargé de la sécurité, Ernesto Gasco. Cinq ou six projectiles ont atteint le bâtiment, provoquant un petit incendie dans le bureau du groupe municipal du Parti populaire (PP), la formation de droite au pouvoir en Espagne. L'attaque n'a pas fait de blessé. - (AFP.)

■ **YUGOSLAVIE** : le Parlement de Voïvodine, région du nord de la république fédérale, a décidé, jeudi 11 octobre, de redonner à la plus grande ville de la province son ancien statut de capitale, un geste symbolique susceptible d'irriter les autorités de Belgrade. Ce vote intervenait quelques heures après que l'Assemblée de Voïvodine eut décidé, à une majorité écrasante, de démettre de ses fonctions de vice-premier ministre du gouvernement local, Rada Markovic, un responsable du parti du président yougoslave, Vojislav Kostunica. Les dirigeants locaux qui sont en faveur d'une autonomie de la Voïvodine accusent M. Markovic d'avoir menacé ceux qui, comme eux, réclament la restauration des droits étendus dont jouissait la province jusqu'à la fin des années 1980, date à laquelle elle s'était vu retirer son autonomie par Slobodan Milosevic. - (Reuters.)

■ **JAPON** : un deuxième cas d'encéphalite spongiforme bovine (ESB) est suspecté au Japon après des tests effectués sur le cerveau d'une vache abattue à Tokyo, a indiqué, vendredi 12 octobre, un responsable du gouvernement. Un premier cas confirmé de la maladie de la vache folle au Japon et en Asie avait été annoncé par les autorités le 22 septembre. - (AFP.)

■ **COLOMBIE** : 34 personnes ont été assassinées, mercredi 10 octobre, par des groupes paramilitaires d'extrême droite au nord et au sud-ouest du pays, ont annoncé, jeudi, des sources officielles. Vingt-quatre agriculteurs au moins ont été abattus près de la localité de Buga, située à 400 kilomètres au sud-ouest de Bogota, par plusieurs dizaines de paramilitaires qui les accusaient de soutenir la guérilla d'extrême gauche. Les autorités du département de Magdalena, situé sur la Caraïbe, ont pour leur part annoncé, jeudi, que les paramilitaires avaient assassiné la veille au moins dix pêcheurs. - (AFP.)

■ **BURUNDI** : l'ancien président sud-africain Nelson Mandela a indiqué, jeudi 11 octobre, qu'aucun accord n'avait pu être obtenu, au sommet sur le Burundi, sur la composition d'une force de protection des exilés et sur un cessez-le-feu, les deux points essentiels abordés lors de la réunion. M. Mandela médiateur du processus de paix interburundais a toutefois assuré, à l'issue du sommet qui rassemblait cinq chefs d'Etat africains, les 19 partis signataires des accords de paix d'Arusha et les deux principaux groupes rebelles, que le gouvernement de transition serait tout de même mis en place, comme prévu, le 1^{er} novembre. - (AFP.)

■ **CÔTE D'IVOIRE** : 22 personnes sont mortes de la fièvre jaune sur un total de 203 cas diagnostiqués, a indiqué, jeudi 11 octobre, l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Un précédent bilan, établi fin septembre, faisait état de 15 morts dans tout le pays, dont 5 à Abidjan. Les autorités ivoiriennes avaient lancé, le 21 septembre, avec l'appui de la Croix-Rouge, une opération de vaccination gratuite de masse dans la capitale pour lutter contre « la première épidémie urbaine en Afrique en dix ans », indique l'OMS, qui précise que cette campagne de dix jours a permis d'immuniser 2 610 994 personnes. - (AFP.)

Coupon de participation à adresser avant le 18 octobre 2001 à :

Par courrier : Centenaire Loi de 1901

BP 72 - 42010 Saint-Etienne cedex

Par télécopie : 04 77 47 78 41

Par e.mail : centenaireloi1901@congres-saint-etienne.com

Madame, Monsieur :

Organisme : Fonction :

Souhaite assister à la rencontre nationale en région oui non

Et au déjeuner offert sur place oui non

Adresse :

Code postal :

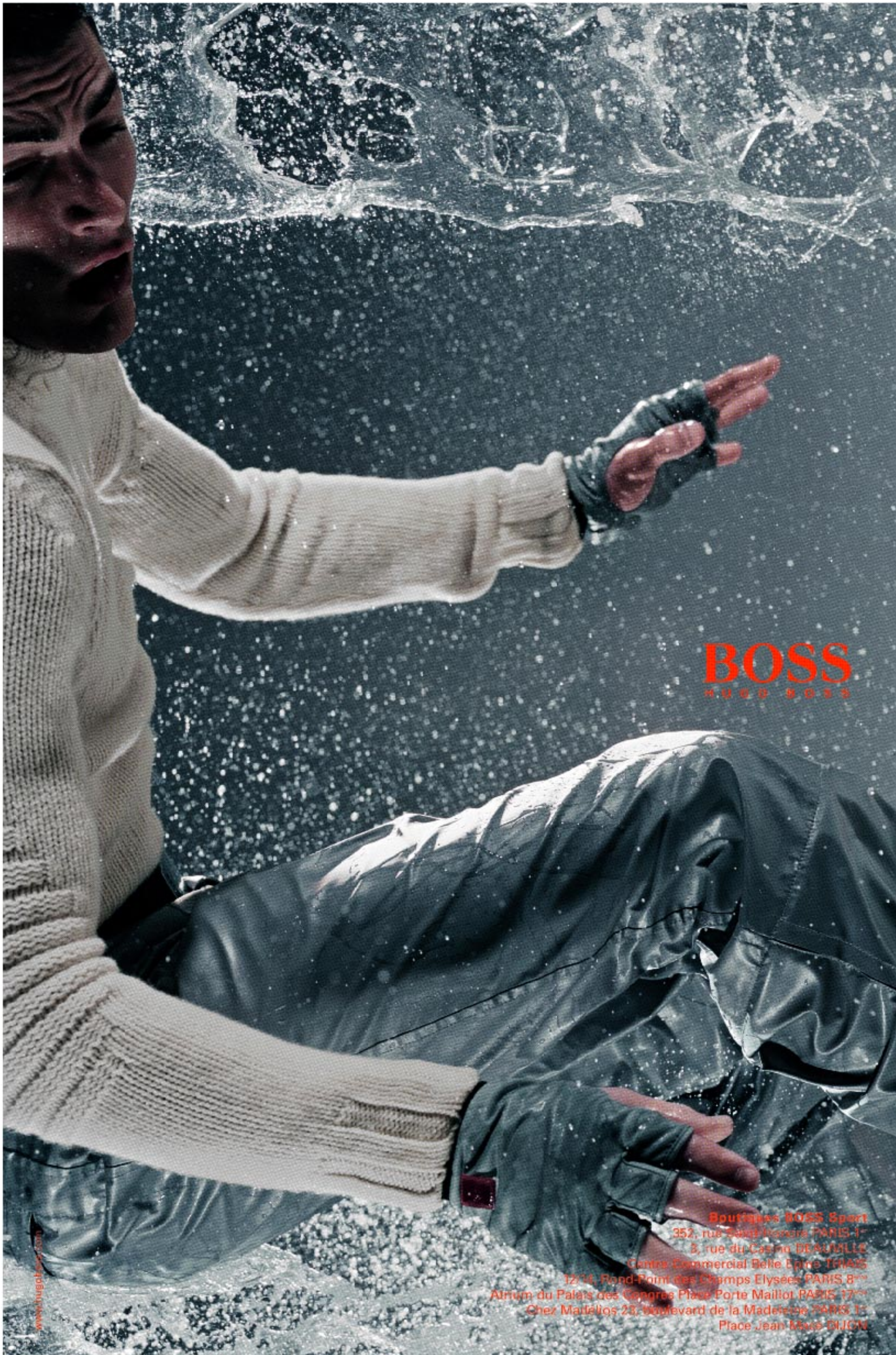
Ville :

Téléphone :

35, rue Saint-Dominique - 75007 PARIS



Mission Interministérielle pour la Célébration du Centenaire de la Loi du 1^{er} Juillet 1901 relative au Contrat d'Association



BOSS
HUGO BOSS

www.hugoboss.com

Boutiques BOSS Sport
352, rue Saint-Hippolyte PARIS 1^{er}
3, rue du Casino BEAUVILLE
Centre Commercial Belle Epine THIAIS
12/14, Rond-Point des Champs Elysees PARIS 8^{em}
Atrium du Palais des Congrès Place Porte Maillot PARIS 17^{em}
Chez Madellos 23, Boulevard de la Madeleine PARIS 1^{er}
Place Jean Béraud DIJON

Injustices sans limite

par Eric Desmons et Pierre Egéa

EN annonçant une riposte implacable aux attentats du 11 septembre, George W. Bush a aussi prêté aux Américains des larmes et du sang : le patriotisme ne peut plus se contenter d'être économique et fiduciaire ; il doit éprouver les cœurs et les corps, opposer, comme l'écrit Paul Valéry, « la mort aux phrases ».

Dans le propos, le président américain revient sur la doctrine de la guerre « zéro mort », née du traumatisme du Vietnam, et dont l'opération « Tempête du désert » aura été la meilleure illustration. Cette doctrine est révélatrice de l'état d'esprit de nations traumatisées par les industries de la mort du XX^e siècle, et qui ont érigé la vie – le simple fait de vivre – en valeur absolue.

Mais cette tendance est encore plus fondamentalement une des expressions de l'individualisme philosophique propre aux sociétés démo-libérales. Historiquement, le libéralisme politique s'est construit sur une vérité simple : la conservation de soi – la vie – est le plus absolu des droits de l'homme, puisque la première condition d'une vie « heureuse » – dont l'économie fournit la science – est la sûreté physique.

De tous les libéraux, Hobbes est celui qui a tiré les ultimes conséquences politiques de cet individualisme : puisque nous sommes mus

par la crainte de la mort violente, puisque ce qui importe est de vivre (que l'on pense au « plutôt rouges que morts » des pacifistes allemands pendant la guerre froide), il devient impossible de vouloir se sacrifier *pro patria*, pour la patrie, même pour l'honneur et la gloire, passions considérées comme frelatées.

En cas de guerre – mais, dit l'utopie libérale, l'effet du commerce est de porter naturellement à la paix... –, on ne saurait sérieusement reprocher à l'individu moderne de vouloir sauver sa vie, puisque son intérêt immédiat le lui commande. Dans une époque où, pour reprendre Michel Foucault, la santé a remplacé le salut, la vie sacrée n'est plus la vie qualifiée qu'évoque Aristote lorsqu'il définit la politique dans la Cité, et qui décline l'honneur, la victoire, la sauvegarde des intérêts supérieurs, cette vie que l'individu peut être tenu de donner. La vie sacrée, c'est désormais la vie nue considérée comme un pur fait d'immanence. Pour assurer la défense nationale, le citoyen se fera représenter par une armée de métier et négociera sa sécurité.

On touche ici au cœur de l'ambiguïté de nos démocraties libérales dans leur rapport avec le patriotisme républicain : il existe une tension entre le droit absolu à la vie qu'elles proclament et le devoir civique de se sacrifier pour la patrie qu'elles maintiennent mais

qu'elles aménagent à leur convenance. La doctrine de la guerre « zéro mort » permettait jusqu'à un certain point de concilier ces deux exigences, mais au prix d'une double occultation. D'abord qu'entre les partisans de la guerre sainte (qui ne sont pas représentatifs de l'Islam) et les citoyens des sociétés occidentales existent deux rapports antagonistes à la vie et à la mort. Ici la vie et le bonheur terrestres sont valorisés, là ils sont mépri-

noïe avec les guerres de masse dont le culte français du soldat inconnu donne le sens.

Ensuite, la guerre « zéro mort » – que relaie le combat du bien contre le mal annoncé par Bush – laisse entrevoir l'existence de deux types d'hommes : ceux qui ne doivent pas mourir et ceux qui peuvent être tués, ou « sacrifiés ». Une telle doctrine ne signifie pas qu'aucune cause ne vaut que l'on sacrifie des vies humaines. Elle signifie seule-

ment que la vie des « nôtres » doit être précieusement préservée. La sacralisation de la vie de nos militaires implique que l'ennemi est tuable à merci. Pourtant, quoi qu'on en dise, au-delà de toutes les considérations humanitaires et de toutes les frappes chirurgicales, l'ennemi reste indistinctement l'ennemi – une vie nue sacrificable –, et il suffit de visiter les hôpitaux irakiens pour se convaincre de la nature des dommages que l'on se plaît à qualifier de collatéraux.

« Le patriotisme et l'humanité sont deux vertus incompatibles dans leur énergie et surtout chez un peuple entier. (...) On ne peut donner

deux objets à la même passion », écrivait Rousseau... Malheur aux vaincus... C'est un effet d'une bien aimable conscience que de croire que la guerre peut être sélective, qu'il peut y avoir également « zéro mort » dans la population civile du pays ennemi : il n'est pas encore prouvé que les missiles respectent la sacro-sainte ligne de démarcation libérale de l'Etat et de la société civile, toujours victime de gouvernements despotiques.

On a beau asséner, au nom de la nouvelle convivialité culturelle et planétaire, que les peuples sont innocents et que seuls les gouvernants corrompus doivent être visés, le concept de la guerre « zéro mort » est en soi un obstacle à sa légitimité, autant qu'une calamité géopolitique : une telle guerre ne peut qu'exacerber le ressentiment de tous ceux qui la subissent et leur réaction est à la mesure de la violence qu'ils éprouvent.

La figure commune qui émerge de ces deux mondes antagonistes est celle de la victime innocente. Les deux mondes ne cessent de se renvoyer, pour légitimer leur action, l'image compassionnelle de ceux que l'Autre a sacrifiés. On peut alors comprendre pourquoi les médias américains ont immédiatement présenté les victimes civiles des attentats comme autant de martyrs. Etrange détournement sémantique, car le martyr fait volontairement don de sa vie, et c'est d'ordinaire le lot du soldat qui meurt pour la patrie, non celui du civil. On assiste ainsi à un travestissement idéologique de victimes qui n'ont consenti ni à leur statut ni à leur destin. Mais la guerre officiellement annoncée a besoin des icônes qui lui sont consubstantielles : martyrs et héros – qu'incarner jusqu'à présent les sauveteurs du World Trade Center. Tout cela révèle une cruelle évidence que la guerre du Golfe avait fait oublier : il n'y a pas de guerre sans morts, sans blessés, sans atrocités, sans souffrances ; dans les deux camps.

Eric Desmons est professeur agrégé de droit public à l'université Paris-XIII.

Pierre Egéa est maître de conférences de droit public à l'université Paris-XII.

Une force écrasante... et inadaptée

Suite de la première page

Dans cette logique, les Etats-Unis ont donc en premier lieu appliqué leur doctrine habituelle d'emploi de la puissance aérienne, dont ils ont d'ailleurs la quasi-exclusivité, étant les seuls dans le monde à posséder l'ensemble des technologies et des capacités nécessaires pour conduire dans la durée des actions de frappes massives contre un pays.

Il n'est pas possible dès à présent d'évaluer avec précision leur efficacité réelle sur le terrain. L'exemple du Kosovo en avait très nettement tracé les limites. Il est toutefois permis de s'interroger sur leur opportunité et de se demander si l'option des frappes aériennes constitue bien

armes de haute précision indispensables pour obtenir à distance certains effets militaires ponctuels.

Quelle image l'Amérique toute-puissante, même blessée, peut-elle laisser dans l'esprit des Afghans soumis à de tels bombardements, et à ces millions de musulmans dans le monde qui, tout en condamnant les attentats de New York et de Washington, ne comprennent pas le sens d'une telle riposte, qu'ils assimilent parfois à du terrorisme ?

Une fois encore, la question de l'adaptation des moyens aux buts recherchés se trouve posée dans l'emploi de la force. Disposant d'un arsenal considérable, accumulant les capacités de toute nature et d'une technologie inégalée, les Etats-Unis sont restés fidèles à leur doctrine militaire de la « force écrasante » (*overwhelming force*). Quels que soient le type de conflit et le but recherché, cette doctrine prévoit d'utiliser la totalité des capacités disponibles pour submerger et écraser l'adversaire, notamment par des frappes aériennes à distance, dont l'expérience montre pourtant le faible rapport coût/efficacité dans de telles situations de crises non conventionnelles.

Cette doctrine est-elle adaptée aux défis actuels, et notamment au combat engagé contre le terrorisme international ? A l'évidence non. La guerre contre le terrorisme impose des modes opératoires nouveaux, appliqués dans la durée, au contact des réalités physiques et humaines des différents acteurs, adaptés à la complexité, à la diversité des situations rencontrées et à la fugacité des objectifs.

C'est donc une logique opérationnelle nouvelle de maîtrise de la violence qu'il faut développer contre le terrorisme, une logique plus fine, plus ciblée, concentrant sur quelques objectifs peu nombreux, mais soigneusement identifiés et sélectionnés pour leur impact politique plus que militaire, les moyens humains, aériens, psychologiques et humanitaires adaptés à l'effet recherché. Cette doctrine d'emploi sélectif et mesuré de la force, appliquée sous forme de vecteurs opérationnels en nombre limité mais parfaitement ajustés, est aujourd'hui la seule qui soit en mesure de répondre efficacement au défi posé par la menace du terrorisme international.

Christian Delanghe

C'est une logique opératoire nouvelle qu'il faut développer contre le terrorisme

l'action la plus adaptée aux buts poursuivis par les Etats-Unis, leurs alliés et la coalition qu'ils ont formée pour combattre le terrorisme.

Pour engager avec succès une guerre « juste » contre le terrorisme international dans le cadre d'une stratégie globale voulant combiner étroitement des actions militaires, humanitaires, diplomatiques et économiques, est-il nécessaire de bombardier pendant plusieurs jours un pays en ruine, parmi les plus pauvres du monde, en grande partie ravagé par des années de guerre et soumis à un régime datant d'une autre époque ? Poser la question ne remet pas en question la légitimité de la riposte, les Etats-Unis ayant reçu le soutien de l'ONU et de la quasi-totalité des Etats de la planète. Il ne s'agit pas non plus de s'interdire l'emploi de missiles de croisière ou de bombes à guidage laser,

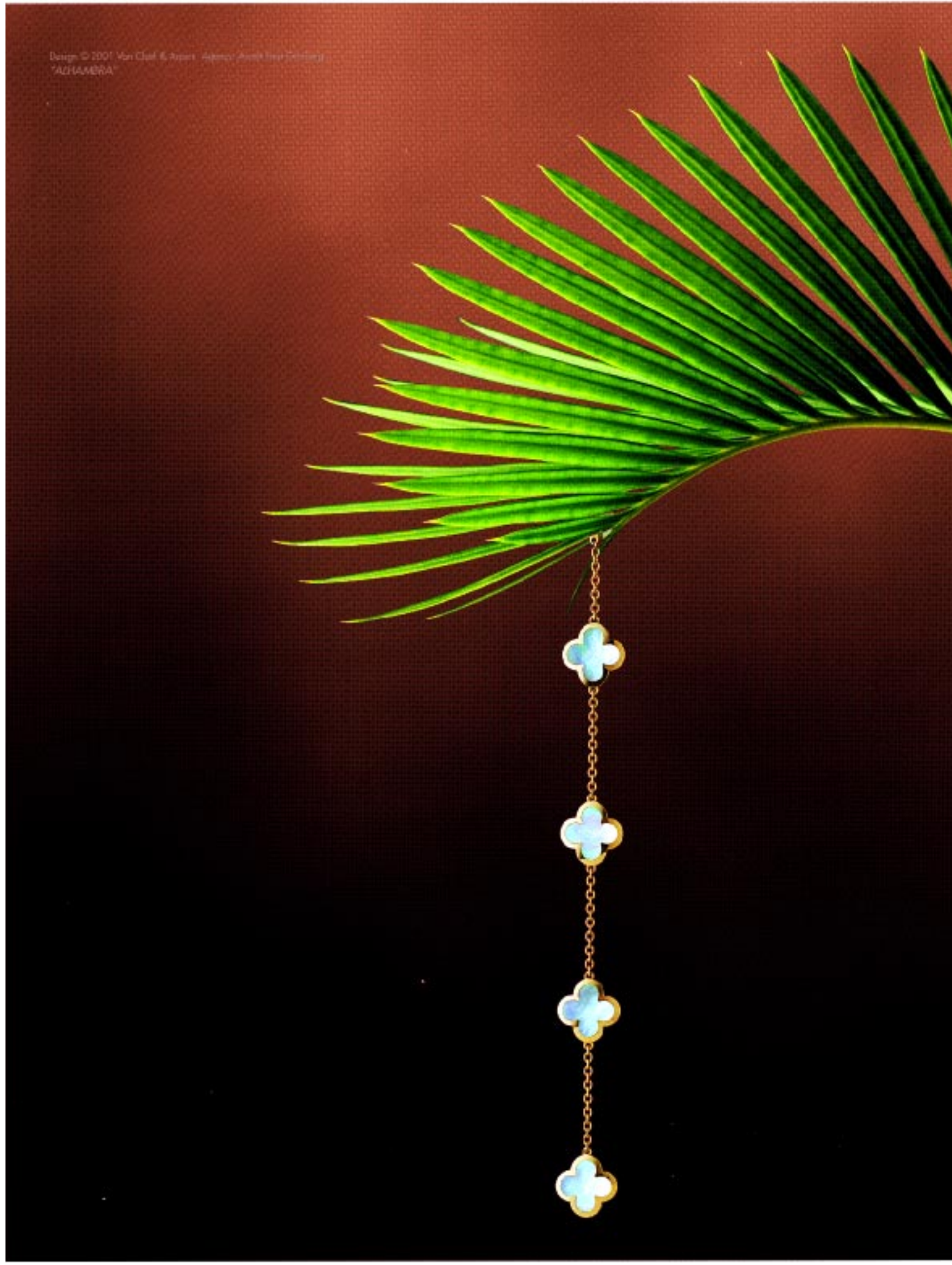
seul souci, ils ont un peu soif (mais les melons sont si juteux !). Ce jardin d'Eden n'est pas exactement l'Enfer qui nous est décrit depuis des années et cette suave vision me rappelle un autre récit de voyage dans un pays également tourmenté : celui de Régis Debray qui avait su si bien évoquer le plaisir de son pizzeria kosovar à servir ses clients serbes qui étranglaient sa province et assassinaient ses voisins.

Gilles Collas, courriel

AU COURRIER DU « MONDE »

PARADIS AFGHAN

En lisant les écrits de l'ethnologue Georges Lefevre (*Le Monde* du 4 octobre), j'y ai retrouvé le merveilleux pays décrit par Nicolas Bouvier dans *L'Usage du monde*. Si je lis bien M. Lefevre, l'Afghanistan d'aujourd'hui est toujours une sorte de paradis terrestre, où, sous l'autorité bienveillante des talibans, quelques paysans vaquent à des occupations bibliques. Ils n'ont qu'un



Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 202 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Changement d'adresse et suspension : 0-803-022-021 (0,99 F la minute).
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

La voix d'un islam français

DEUX années d'efforts devraient aboutir, au début de l'année prochaine, à la désignation d'une instance représentative du culte musulman, selon un système d'élections à deux degrés à partir des lieux de culte. Les musulmans de France vont enfin pouvoir bénéficier d'une représentation et d'un interlocuteur de poids auprès des pouvoirs publics. Certains objecteront que la consultation sur l'islam de France, lancée fin octobre 1999 par Jean-Pierre Chevènement, a pris son temps. Qu'elle accouche, au bout du compte, d'une « usine à gaz », d'un processus électoral complexe, qui prête le flanc à de nombreuses contestations.

Les principales critiques émanent d'une coalition hétéroclite de musulmans « républicains », comme Soheib Bencheikh, grand mufti de Marseille, et de personnalités musulmanes proches du RPR, telles que Hamlaoui Mekachera, président du Conseil national des Français musulmans, et Khadija Khali, présidente de l'Association des femmes musulmanes de France. Selon eux, la consultation aurait « réchauffé dans son sein » le serpent de l'islamisme. Ces craintes paraissent excessives.

Les principales organisations visées - l'Union des organisations islamiques de France (UOIF) et le Tabligh, mouvement piétiste et missionnaire fondé en Inde - ne peuvent être qualifiées d'islamistes. La première, qui n'a jamais caché sa proximité idéologique avec le courant des Frères musulmans, a joué un

rôle décisif dans la réislamisation de la jeunesse issue de l'immigration et dans le combat en faveur du foulard islamique, mais ce courant n'a que très peu en commun avec le salafisme wahhabite, qui a inspiré les réseaux d'Al-Qaïda. Quant au second, si certaines de ses pratiques peuvent paraître sectaires et s'il a pu être utilisé malgré lui comme une « filière » pour des jeunes beurs en direction du Pakistan et de l'Afghanistan, il a toujours interdit à ses membres de se mêler de politique.

Confrontés à l'islam, beaucoup de responsables politiques aimeraient pouvoir choisir leurs interlocuteurs : de « bons musulmans », sans barbe ni voile, suffisamment ouverts et « laïcisés » pour inspirer confiance. Cet « islam idéal » n'a que rarement à voir avec la réalité du terrain musulman. La consultation a fait le pari de prendre l'islam en France tel qu'il est et de lui donner une voix. L'absence d'une parole autorisée est en effet de nature à nourrir autour de l'islam toutes sortes de fantasmes et de peurs. Les attentats du 11 septembre ont fait sentir ce manque.

Comme le note Fouad Alaoui, secrétaire général de l'Union des organisations islamiques de France, il est important, d'un point de vue symbolique, qu'une instance représentative se prononce sur les événements importants. Il faut donc souhaiter que sa mise en place aboutisse rapidement afin de permettre aux musulmans de France de dialoguer entre eux et de se faire mieux entendre des autres.

A Manhattan, la puissance abstraite des images

LA FUMÉE n'était pas encore dissipée sur Manhattan que déjà se multipliaient les commentaires sur la ressemblance entre les images vues en direct tout autour de la planète et celles des films hollywoodiens dits « films catastrophes », eux aussi consommés tout autour de la planète. Compréhensible, puisqu'on cherche toujours à rapprocher l'inconnu du connu, surtout en période de choc, cette comparaison est pourtant largement inexacte. Les scénaristes hollywoodiens ont effectivement imaginé des catastrophes en tous genres s'abattant sur les grandes cités et les bâtiments symboles des Etats-Unis. Et les moyens modernes de trucage ont permis d'en donner des représentations saisissantes. Mais ces images-là ressemblaient-elles à celles enregistrées et diffusées en direct, entre 8 h 46, heure à laquelle CNN enclenche une caméra automatique, une minute après le premier impact, et 10 h 28, heure (de la Côte est des Etats-Unis) de l'effondrement de la tour sud ? En aucun cas.

Qu'avons-nous vu, sidérés et, sur le moment, absolument ailleurs que dans l'univers mental créé par un film de fiction à grand spectacle ? Nous avons vu une série de plans fixes, très longs. Nous avons vu la forme géométrique des tours se détachant sur un ciel d'une pure-

té surmaturelle, le feu consumant le sommet de la tour nord, un petit objet brillant - le deuxième avion - s'approchant puis percutant la deuxième tour. Nous avons vu ce plan unique en contre-plongée d'un homme tournant brusquement la tête au moment du deuxième impact. Puis nous avons vu la première tour qui s'effondre, ensuite la seconde. Le temps réel qui sépare chacun de ces faits aurait semblé, dans une œuvre de fiction, épouvantablement long. Il aurait, surtout, été d'une autre nature. Au cinéma, on attend la péripétie suivante, alors que, à New York, cette durée - celle d'un long métrage d'une heure trois quarts - était déjà saturée par ce qui était arrivé sous nos yeux - presque entièrement : à ce moment, nous n'avions pas vu la première collision.

PLANS VIDES

Si on joue à se demander comment Hollywood aurait mis en scène un scénario décrivant exactement les mêmes faits, les différences sautent aux yeux. Montage rapide, alternance de plans proches et éloignés, cadrages serrés sur des visages où apparaissent lisiblement les signes qu'on veut faire percevoir, utilisation dramatique de la musique, composition de cris et de bruits d'explosion, puissance spectaculaire des gerbes de feu et

de l'ouragan de poussière, actes extrêmes ou dérisoires habilement montés en contrepoint les uns des autres sont les ingrédients constants d'une rhétorique visuelle impérieuse.

Plusieurs de ces ingrédients seront d'ailleurs tant bien que mal mis en œuvre ultérieurement. Ainsi l'effet spécial particulier que constitue le passage en boucle des séquences, puis la démultiplication des angles de prise de vue. Ainsi la construction de personnages positifs (sauveteurs et politiques) émergeant de ce spectacle abstrait. Et même les terribles images des corps précipités dans le vide - mais réduites à la dimension désincarnée de « virgules humaines ».

Il reste que les visions fondatrices sont celles du direct. A ce moment, elles ne possèdent qu'un seul « extérieur » : les plans, très différents, du Pentagone en flammes, qui n'auront d'emblée pas du tout la même place dans l'imaginaire, et seront ensuite éliminées de l'imaginaire collectif par la machine de propagande américaine. La photo, avec retard, recourra à ses propres codes (esthétiques, documentaires et sensationnels) pour tenter, elle aussi, de retrouver une légitimité battue en brèche. Mais ce n'est pas elle qui aura, cette fois, produit l'essentiel de l'imaginaire visuel issu de l'évé-

nement. Ce sont, captés par la vidéo, ces plans vides de présence humaine, ces compositions géométriques aux cadrages presque immobiles, cette absence de bruit. L'univers plastique dont ils sont issus est davantage celui de la peinture non figurative que du cinéma d'action, et, s'il faut chercher des antécédents parmi des images de films, on ne voit guère que la radicalité déserte d'*Empire*, d'Andy Warhol, ou l'explosion finale au ralenti de *Zabriskie Point*, de Michelangelo Antonioni.

VICTIMES INVISIBLES

La force fondatrice de ces visions tient à ce qui en fait, au sens fort, des images, c'est-à-dire le contraire du spectacle visuel hollywoodien : leur très haute teneur en invisible. Invisibles, les victimes comme les assassins, invisibles, la souffrance, la terreur, les individus comme les groupes, invisible ce qu'il advient à ce moment-là du béton, des vêtements, du verre, de la peau humaine. Invisibles, les exécutants comme les commanditaires. Invisibles, les cibles politiques, et les effets de toute nature que l'événement engendre et engendrer. Tout est là, pourtant, et hante cette vision. C'est pourquoi elle constitue une véritable image, propre à travailler le siècle qui commence. Elle en a la puissance fondatrice grâce, aussi, à l'indispensable attribut de tout élément mythologique : son ambivalence.

Cette tragédie qui assassine des milliers d'humains et traumatise un pays immense, et beaucoup de citoyens d'autres nations qui s'en sentent proches, est aussi le signe éclatant et obscur, incroyablement spectaculaire, d'une revanche pour des centaines de millions d'autres humains qui se considèrent comme humiliés par cette puissance soudain frappée au cœur. La puissance abstraite de l'image, sa liberté détonante, tient à ce caractère, avant les innombrables commentaires qui entreprendront de la recouvrir et de l'asservir à mille et un buts, légitimes ou non. Et le choix des autorités et des médias américains de ne pas montrer les corps des victimes y contribue.

On s'en rendra mieux compte une semaine après, avec l'explosion de l'usine de Toulouse : complaisamment exposés par la presse, qui fait commerce de la représentation de la souffrance des autres, les malheureux de l'usine AZF rejoignent, dans leur linéol de papier glacé, l'interminable cohorte ensanglantée des victimes de toutes les tragédies qui endeuillent la planète. Invisibles, les morts du World Trade Center étaient, eux, entrés dans la légende du siècle.

Jean-Michel Frodon

Don Quichotte par Jacek Wozniak



L'Union européenne veut concilier élargissement et sécurité

AU LENDEMAIN des attentats du 11 septembre, les ministres de l'intérieur des Quinze ont annoncé leur intention de renforcer les contrôles aux frontières extérieures de l'Union européenne pour mieux faire échec au terrorisme. Le Conseil européen de Gand, le 19 octobre, devrait évoquer la nécessité de concilier sécurité et élargissement. Or la politique des visas, qui constitue le principal outil de contrôle de l'entrée des étrangers dans l'espace européen, ne relève pas encore d'un droit commun aux Quinze.

Cette politique s'est décidée en 1985, au lendemain, déjà, d'une vague d'attentats commis dans l'Hexagone, lorsque cinq pays (France, Allemagne, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas) ont signé à Schengen (Luxembourg) un accord destiné à rationaliser l'usage de leurs forces de police respectives : les contrôles aux frontières intérieures de l'espace Schengen seraient abolis, moyennant un renforcement des contrôles aux frontières extérieures.

« ACCEPTATION » EN DEUX ÉTAPES

La convention de Schengen a prévu la création d'un visa uniforme, pouvant être délivré par n'importe lequel des Etats signataires à des ressortissants de pays tiers, pour leur permettre de circuler sur l'ensemble de l'espace Schengen pendant une durée de trois mois. La création de ce visa uniforme supposait que chacun des pays fasse confiance aux consulats de ses voisins pour qu'ils traitent les demandes avec la même rigueur, puisque les étrangers qui en bénéficieraient pourraient voya-

ger dans tous les pays d'un espace devenu commun. Elle s'est accompagnée de la définition d'une liste de pays devant être soumis à visas.

L'espace Schengen n'a vu le jour qu'en 1995, une fois mis en place un système informatique commun comportant notamment une liste de personnes ne devant pas y être admises, mais les sept pays de départ (les cinq plus l'Espagne et le Portugal) ont été rejoints petit à petit par l'Italie et l'Autriche (1998), la Grèce (2000), la Finlande, la Suède et le Danemark (2001), ainsi que par la Norvège et l'Islande - en raison de leur appartenance à l'Union nordique des passeports, et bien qu'elles ne soient pas membres de l'Union européenne. Seuls le Royaume-Uni et l'Irlande sont restés hors de cette coopération intergouvernementale, du fait de leur position insulaire et de leur euro-scepticisme.

Le traité d'Amsterdam, signé en 1997 par les Quinze, a rendu obligatoire, dès son entrée en vigueur en mai 1999, l'application de l'acquis de Schengen pour toute l'Union, sauf la Grande-Bretagne et l'Irlande. Un texte annexé stipule en outre que l'acquis doit être « accepté » par les pays candidats à l'adhésion. Après un an de discussion, le conseil des ministres de l'intérieur devrait annoncer que cette acceptation se fera en deux étapes. Le jour de leur adhésion, les pays candidats devront seulement appliquer le règlement communautaire, qui fixe la liste des pays tiers soumis à visa et celle des pays obligatoirement exemptés. Les ressortissants de l'Ukraine, de la Russie, de la Mo-

davie ou de la Géorgie devront être munis d'un visa national pour entrer dans les nouveaux pays européens, ce qui n'est pas le cas actuellement : mis à part la Slovaquie et les pays baltes, les candidats à l'adhésion, à peine sortis du communisme, rechignent à installer un nouveau rideau de fer avec leurs voisins, dont ils soutiennent la volonté d'indépendance face à Moscou et avec lesquels ils pratiquent un important commerce frontalier. Ils envisagent de ne se mettre en règle qu'au dernier moment.

Le plus tôt serait pourtant le mieux, est venu leur dire, au nom de l'Union européenne, Antoine Duquesne, ministre de l'intérieur belge, lors d'une tournée effectuée les 3 et 4 octobre en Pologne, Slovaquie, Hongrie et Roumanie. En effet, a-t-il prévenu, les parlementaires nationaux des Quinze, qui seront appelés à ratifier les traités d'adhésion, pourraient émettre un vote négatif s'ils craignent que l'élargissement n'entraîne plus d'insécurité - les pays candidats étant pour l'instant considérés comme des pays de transit pour les trafiquants de tout acabit.

« CHEVÈNEMENT'S GROUP »

Ces parlementaires sont informés de la réalité des progrès accomplis par un groupe du Conseil, installé en 1998 à la demande de Jean-Pierre Chevènement. Le ministre de l'intérieur français, qui se défiait de l'enthousiasme des eurocrates de la Commission, a obtenu les crédits nécessaires pour que des hauts fonctionnaires des Etats membres évaluent, en parallèle de l'exécutif euro-

péen, la manière dont les pays candidats se préparent à intégrer l'acquis de Schengen. Les rapports du « Chevènement's group », comme on l'appelle, beaucoup plus sévères que ceux de la Commission, se fondent notamment sur les bilans d'associations comme Amnesty International, sur la lecture de la presse, ainsi que sur des visites destinées à traquer « l'effet Potemkine ».

Nul ne sait quand aura lieu la seconde étape, qui permettra aux Quinze de lever les contrôles à leurs frontières actuelles et de déplacer les frontières de l'Union vers l'est. Les ministres de l'intérieur, qui en décideront à l'unanimité, ne donneront leur feu vert que lorsque les pays candidats seront connectés au système informatique Schengen et seront en mesure de délivrer les visas uniformes dans les mêmes conditions que les Treize : ces documents ne pourront être fournis que dans les consulats, et non plus à la frontière, pour éviter les risques de corruption. Ils devront coûter le même prix que dans le reste de l'Union.

Le 16 novembre, la Commission devrait adopter une proposition de loi européenne imposant l'informatisation des visas (attributions mais aussi refus). Elle devrait aussi proposer de créer une police commune des frontières : elle pourrait envisager une formation commune, organisée par la future Ecole de police européenne, dont le siège sera décidé lors du sommet de Laeken.

Rafaële Rivais

► www.lemonde.fr/ue

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

La révision du traité de paix italien

LE GOUVERNEMENT soviétique vient de répondre, par une note adressée aux Etats-Unis, à la France et à la Grande-Bretagne, à la déclaration publiée par les trois puissances le 26 septembre au sujet de la révision du traité de paix avec l'Italie. Les Occidentaux se disaient disposés à renoncer aux « restrictions et incapacités » qui résultent de ce traité et ils demandaient l'admission de l'Italie aux Nations unies.

Moscou répliqua que les traités conclus avec la Roumanie, la Hongrie, la Bulgarie et la Finlande, pays qui, dans la dernière guerre, étaient dans la même situation que l'Italie, devaient être également révisés ; ces pays devaient être admis en même temps aux Nations unies. Il n'y aurait pas de grandes objections à faire à une telle révision, vu que pratiquement elle est déjà faite, surtout

dans le domaine militaire : chacun sait que les pays satellites ont réarmé bien au-delà des obligations qu'ils avaient contractées dans les traités de paix.

Pour l'admission aux Nations unies, le problème est plus complexe. La thèse que la Roumanie et la Hongrie pourraient siéger à New York aussi bien que la Tchécoslovaquie ou la Pologne ne paraît pas indéfendable, et l'admission en bloc de tous les candidats nommés dans la note soviétique serait peut-être la solution. On notera toutefois que Moscou cherche à créer une confusion à propos de la Finlande, qu'elle cite avec les pays refusés par les puissances occidentales, alors que c'est l'URSS qui a opposé son veto à la candidature finlandaise le 1^{er} octobre 1947, le jour même où elle repoussa pour la première fois celle de l'Italie.

(13 octobre 1951.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC (5,57 F/mn)
ou 08-36-29-04-56 (9,21 F/mn)

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-88-46-60
Index du Monde : 01-42-17-29-89. Le Monde sur microfilms : 03-88-71-42-30

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Mario Monti confirme son veto à la fusion Schneider-Legrand

LE COMMISSAIRE européen à la concurrence, Mario Monti, a exclu jeudi 11 octobre de reprendre des négociations en vue de rediscuter d'une éventuelle fusion entre Schneider et Legrand (*Le Monde* du 12 octobre). « Un accord qui n'a pas été autorisé ne doit pas être mis en œuvre. (...) Nous allons travailler avec les parties pour examiner dès que possible les modalités » de séparation, a-t-il déclaré. Cette déclaration coupe court aux espoirs des deux groupes d'équipements électriques, qui, après le veto mis par la commission de Bruxelles mercredi 10 octobre, se demandaient s'il n'y avait pas une possibilité de représenter un autre dossier de fusion. Le groupe Schneider devrait tenir un conseil d'administration sur ce sujet la semaine prochaine. Mario Monti, par ailleurs, s'est prononcé en faveur « de la création d'un forum global de la concurrence (...) pour forger un consensus aussi large que possible » entre les différentes autorités de la concurrence dans le monde.

Hausse des ventes de voitures neuves en Europe

LES IMMATRICULATIONS de voitures neuves dans 18 pays d'Europe occidentale ont progressé de 3,1 % à 1 301 480 unités en septembre par rapport à septembre 2000, a annoncé vendredi l'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA). Pour les neuf premiers mois de 2001, les immatriculations de voitures neuves sont globalement en baisse de 0,5 % dans l'Europe de l'Ouest. PSA Peugeot Citroën enregistre une hausse de plus de 20 % en septembre. Depuis le début de l'année, le constructeur est en progression de 9,9 % avec une part de marché de 14,25 %, contre 12,91 % en l'an 2000. Renault est en hausse de 4,5 % en septembre. En revanche, sur les neuf premiers mois de l'année, Renault est en baisse de 1,9 % et ne détient plus que 10,4 % du marché européen contre 10,5 % l'an dernier. Le groupe français pâtit du vieillissement de sa gamme tandis que PSA progresse, grâce notamment au succès des Peugeot 206 et 307 ainsi que de la Citroën Xsara Picasso.

Une société américaine candidate à la reprise de Swissair

L'ESPOIR renaît pour un sauvetage de la compagnie aérienne Swissair : alors que la naissance de la future Crossair s'annonce au fil des jours de plus en plus difficile, un repreneur se serait manifesté jeudi. Selon des informations non confirmées, la société américaine Texas Pacific serait prête à acheter en bloc le groupe Swissair. Cette société, qui contrôle plusieurs entreprises, dont le chausseur suisse Bally et la compagnie aérienne Continental Airlines, s'est spécialisée dans les prises de participation ou les reprises de sociétés en difficulté. Interrogée, la direction de Swissair s'est refusée à tout commentaire, tandis que Crossair a indiqué ne pas avoir connaissance d'une proposition de Texas Pacific. En revanche, la banque suisse UBS a indiqué, jeudi, avoir reçu une lettre de Texas Pacific, mais sans vouloir en dévoiler le contenu. Selon l'agence de presse économique suisse-allemande AWP, Texas Pacific aurait proposé 7,7 milliards d'euros.

Un mois après les attentats, Wall Street fait preuve d'optimisme

Plusieurs sociétés phares, comme General Electric et Yahoo!, affichent des résultats meilleurs que prévu

Les événements du 11 septembre avaient contraint la première place financière mondiale à fermer ses portes durant six jours, les milieux

financiers témoignent aujourd'hui d'un étonnant retour de la confiance. Les marchés ont retrouvé les niveaux qui étaient les leurs début

septembre. Les spécialistes jugent que la baisse des taux d'intérêt et le plan de soutien à l'économie pourraient permettre de limiter la récession.

NEW YORK

de notre correspondant

Les Etats-Unis ont-ils surmonté le choc des attentats du 11 septembre ? Sans doute pas, à voir la fébrilité, les craintes et parfois la paranoïa en matière de sécurité intérieure. A voir aussi la difficulté pour les Américains dans leur vie de tous les jours à accepter leur vulnérabilité nouvelle. Paradoxalement, l'exemple pourrait venir du sud de Manhattan. De Wall Street, directement frappé par les terroristes. Un mois jour pour jour après les attentats, la Bourse américaine affiche des cours revenus à leur niveau du 10 septembre, comme si rien ne s'était passé. Et pourtant les décombres des tours jumelles se trouvent à quatre rues à peine du New York Stock Exchange. Le Financial District a été recouvert de poussières et de débris. L'électricité et les lignes téléphoniques étaient coupées. Pendant six jours d'affilée, les cotations ont été suspendues. Du jamais-vu depuis les années 1930.

Dans la semaine qui a suivi la réouverture des marchés le 17 septembre, dans des conditions techniques précaires et un moral au plus bas, les principaux indices boursiers ont dégringolé, perdant entre 12 % et 16 %. Un krach « lent » selon les spécialistes. Des pertes aujourd'hui gommées, oubliées après quinze jours presque ininterrompus de hausse. Jeudi 11 octobre, le Dow Jones a encore gagné 1,9 % et le Nasdaq 4,6 %. Les financiers ont retrouvé leur sang-froid, une certaine confiance, et trouvent des raisons pour se rassurer. Ils se sont même offert le luxe jeudi de folles rumeurs « à l'ancienne ». A New York et à Londres, des bruits, évidemment démentis, annonçaient la

capture d'Oussama Ben Laden. En période de guerre, la tendance à Wall Street dépend étroitement des victoires ou des défaites américaines. Les opérations militaires engagées contre l'Afghanistan semblent aux yeux des boursiers relativement limitées dans leur ampleur. La coalition donne l'impression de tenir et le Pentagone mène une campagne jugée « raisonnable ». Les craintes d'une vague d'attentats sur le sol des Etats-Unis, en représailles aux premières frappes, sont un peu moins fortes. Et puis surtout les prévisions économiques se font moins alarmistes.

Les investisseurs ont été agréablement surpris par une série de résultats de sociétés supérieurs aux attentes, notamment par ceux du plus grand conglomérat industriel du monde General Electric et du portail Internet Yahoo. La succes-

sion de baisses de taux d'intérêt par la Réserve fédérale et les mesures annoncées et à venir par l'administration Bush – des dizaines de milliards de dollars pour soutenir l'activité – permettent d'espérer une reprise de l'activité en 2002. La récession pourrait finalement être courte.

BONNE TENUE DU DOLLAR

La revue *Blue Chip Economic Indicators*, qui fait autorité, a établi des prévisions plutôt optimistes à partir d'une enquête réalisée la semaine dernière auprès de cinquante et un économistes. L'économie des Etats-Unis sera en récession au second semestre de 2001 mais repartira dès les premiers mois de l'année prochaine et terminera 2002 sur un rythme de croissance élevé de 4 %. Le sous-secrétaire américain au Trésor, John Taylor, en a profité, jeudi,

pour annoncer que les risques pesant sur l'économie pourraient « ne pas être pas aussi importants qu'on le pensait ». Même le directeur général du FMI Horst Koehler s'est déclaré, jeudi, « assez confiant dans une reprise américaine au début de l'année prochaine ».

Dernier signe de cet étonnant et spectaculaire retour de la confiance dans la première économie du monde, le dollar se porte bien mieux. Lui aussi a retrouvé jeudi des niveaux comparables, contre l'euro et le yen, à ceux d'avant les attentats. Conséquence logique de cette embellie, l'or, traditionnelle valeur refuge, a décroché. Le métal jaune est tombé à son plus bas niveau depuis un mois.

Eric Leser

► www.lemonde.fr/economie-americaine

La BCE entend « garder sa poudre au sec »

VIENNE

de notre envoyé spécial

Un mois après les attentats, le *policy mix* concocté aux Etats-Unis pour limiter la récession, mélange de relance budgétaire et de baisse des taux massive, est très loin de s'imposer en Europe. A l'issue d'un conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) tenu à Vienne jeudi 11 octobre, Wim Duisenberg, son président, en a donné une nouvelle illustration. La BCE a laissé son principal taux directeur inchangé (à 3,75 %). Sans constituer une surprise, cette décision est révélatrice de l'état d'esprit des gardiens monétaires, au moment où le ralentissement économique s'amplifie dans la zone euro.

Sur le plan monétaire, l'institut d'émission est resté sourd aux appels formulés, entre autres, par les ministres des finances belge et français, Didier Reynders et Laurent Fabius. Les deux hommes avaient estimé ces derniers jours, que la BCE disposait d'une « marge de manœuvre » pour assouplir sa position. Marge de manœuvre ? « Si nous en avons une, elle est très faible », a affirmé M. Duisenberg. Pour le moment, la politique monétaire est, selon lui, « compatible » avec le maintien de la stabilité des prix.

MISE EN GARDE AUX ETATS DE LA ZONE EURO

Rappelant que la BCE avait déjà baissé les taux à deux reprises en moins de deux mois (le 30 août et le 17 septembre), son président se garde bien d'adopter le rythme suivi par son homologue américain, Alan Greenspan : « Réagir à court terme à des événements, même tragiques, de manière alarmiste, ferait davantage pour miner la confiance que pour la renforcer », assène-t-il. La réduction des taux décidée le 17 septembre de concert avec la

Réserve fédérale (un demi point) est qualifiée d'« exceptionnelle ». De toute façon, dans la zone euro, contrairement aux Etats-Unis, « on ne parle pas de récession » et « les fondamentaux demeurent très positifs ».

Sur le plan budgétaire, M. Duisenberg a lancé une nouvelle mise en garde aux Etats de la zone euro : « Il est crucial que les politiques budgétaires structurelles restent en place, que les pays respectent les objectifs qu'ils se sont fixés dans le cadre du pacte de stabilité et de croissance ». Sans être nommées, l'Allemagne, la France et l'Italie, les trois grandes économies concernées par un certain dérapage budgétaire, sont visées. Dans l'esprit du président de la BCE, seuls les Etats dont les comptes sont proches de l'équilibre, ou en surplus, ont davantage de marges de manœuvre.

M. Duisenberg nuance néanmoins ses propos. Il estime « naturel qu'un ralentissement économique ait des effets négatifs sur les positions budgétaires ». C'est même « acceptable », si le déséquilibre ne remet pas en cause l'objectif fixé par le pacte de stabilité. Surtout, la BCE ne ferme pas la porte à une baisse des taux. L'inflation, dit-elle, continue de reculer, et devrait passer en dessous du seuil de référence de 2 % « en début 2002 », du fait notamment du ralentissement économique et de la détente sur les prix du pétrole. « La croissance a clairement ralenti dans le courant de l'année et va continuer à ralentir dans le reste de l'année, pour reprendre dans le courant de l'année prochaine », assure M. Duisenberg, tout en envisageant une reprise relativement modeste. « Vu les grandes incertitudes auxquelles nous sommes confrontés dans un avenir immédiat, nous préférons garder notre poudre au sec », a-t-il observé. Le suspense continue.

Philippe Ricard

Solidarité et reprise du travail chez Cantor Fitzgerald à New York

NEW YORK

de notre correspondant

La société la plus touchée par les attaques contre le World Trade Center, le courtier en obligations Cantor Fitzgerald, a annoncé mercredi 10 octobre le détail des aides apportées aux familles des 700 salariés tués le 11 septembre. L'entreprise et sa filiale de courtage en ligne, eSpeed, verseront, pendant cinq ans, un quart de leurs profits aux enfants et aux conjoints des disparus. « Nous sommes contents d'avoir été capables de reconstruire aussi rapidement notre comptabilité et de pouvoir ainsi payer rapidement, comme promis, les bonus et les commissions », a déclaré le PDG de Cantor Fitzgerald, Howard Lutnick. Si rien ne peut remplacer la perte d'un être cher, nous ferons tout ce que nous pouvons pour éviter des problèmes financiers aux familles de nos salariés qui sont morts. »

Les salaires ne sont plus versés aux employés disparus depuis le 15 septembre, ce qui avait causé de grands soucis aux familles. « Ils m'appellent et me demandent : comment pouvez-vous vous permettre de ne plus payer ? Mais vous savez, j'ai perdu tout le monde dans la société, je ne peux pas payer. Ils pensent que nous faisons quelque chose de mal. Mais je n'ai pas l'argent », expliquait, désespéré, il y a deux semaines, Howard Lutnick, sur la chaîne de télévision CNN. Il avait alors lancé un appel aux gestionnaires. Avant le 11 septembre, son entreprise était le premier négociant obligataire américain présent à la fois à New York, à Los Angeles et à Londres. « Si chaque gérant de fonds de pension nous donne seulement un peu de travail, alors peut-être pourrions-nous survivre »,

avait-il dit. Son appel semble avoir été entendu.

La société créée en 1945 a basculé toute son activité aux Etats-Unis sur le système électronique d'eSpeed et ne remplacera pas les courtiers qui prenaient auparavant les ordres par téléphone. « Nous avons perdu beaucoup de magnifiques "brokers" mais la technologie d'eSpeed est toujours là. Nous conti-

nuons à dominer la vente des principaux emprunts américains », souligne M. Lutnick. La firme, qui contrôlait un quart des échanges portant sur les 3 000 milliards de dollars d'obligations du Trésor américain (T-bonds), a pu récupérer l'essentiel de ses positions.

La firme de courtage pourrait déménager à Londres

Selon la dernière édition du *Financial News*, la firme de courtage obligataire Cantor Fitzgerald pourrait définitivement quitter New York pour Londres. Cet hebdomadaire spécialisé dans les affaires de la City affirme que la filiale européenne basée dans la capitale britannique a chargé un chasseur de têtes de renom de recruter massivement des opérateurs spécialisés dans le courtage par téléphone. Depuis les attentats du World Trade Center, Cantor Fitzgerald a transféré des activités new-yorkaises à Londres, où sont employées plus de six cents personnes. « Nous recherchons un équilibre entre le courtage électronique et le courtage téléphonique, ce qui nous oblige à nous restructurer », déclare-t-on chez Cantor Europe. Actuellement, pour couvrir à la fois les marchés européens et américains, les traders londoniens sont obligés de travailler de 7 heures du matin à minuit. – (Corresp.)

M. Lutnick a eu la vie sauve parce qu'il est arrivé en retard le 11 septembre, après avoir déposé son fils de cinq ans au jardin d'enfants. Cantor employait environ 2 300 personnes, dont 1 000 à New York dans des salles de marché situées aux 101^e, 103^e, 104^e et 105^e étages de la tour nord du World Trade Center. L'avion d'American Airlin-

d'abord consacré au paiement pendant dix ans d'une assurance médicale. Puis les sommes seront réparties équitablement et chaque famille de victimes recevra au minimum 100 000 dollars, même si la société doit y consacrer une partie de ses profits pendant plus de cinq ans. Enfin, en cas de nécessité, l'entreprise paiera les frais scolaires et universitaires et les primes d'assurance-vie. La moyenne d'âge des 700 membres du personnel de la société disparus dans l'effondrement du World Trade Center était d'à peine trente ans.

E. L.

Courrier INTERNATIONAL
N° 571 du 11 au 17 octobre 2001 20 FF / 3,05 €
www.courrierinternational.com

45 pages Dossier spécial

Quelle politique après les frappes ?

D'un monde à l'autre

20 F

NUMÉRO EXCEPTIONNEL L'écheveau afghan ■ La crise du monde musulman ■ Jusqu'où le terrorisme ? ■ 6 pages de dessins...

Et chaque jour : www.courrierinternational.com

La télévision arabe Al-Jazira est censurée aux Etats-unis

La Maison Blanche a invité, jeudi, les journaux américains à ne plus publier intégralement les déclarations de Ben Laden diffusées par la chaîne. Washington prépare en même temps une offensive médiatique pour faire entendre ses arguments dans le monde arabe

GAGNER la guerre c'est aussi contrôler les images et les mots. Aux Etats-Unis, les messages télévisés d'Oussama Ben Laden ne seront plus diffusés sur les grandes chaînes sans que celles-ci en aient référé aux autorités compétentes. Etendant ses « conseils de prudence », le porte-parole de la Maison Blanche, Ari Fleischer, a invité, jeudi 11 octobre, les journaux américains à ne plus publier intégralement les déclarations de Ben Laden et de ses lieutenants. La Maison Blanche cherche à rendre son ennemi inaudible aux Etats-Unis tout en préparant une offensive médiatique dans le monde arabe.

Sensibilisées par le FBI qui a indiqué que ces messages pouvaient contenir des codes secrets destinés à de nouvelles attaques terroristes – même si à ce jour, le FBI dit n'en avoir trouvé aucun (*Le Monde* du 12 octobre) –, les télévisions ont immédiatement obtempéré. Par une décision sans précédent, les cinq plus grands réseaux d'information du pays (ABC, CBS, NBC et sa filiale MSNBC, CNN et Fox) ont accepté de suivre les recommandations de Condoleezza Rice, la conseillère de George W. Bush pour la sécurité nationale à propos des messages diffusés sur la chaîne Al-Jazira. Les arguments de l'administration Bush sont sans appel : « au mieux, il s'agit de la propagande d'Oussama Ben Laden appelant à tuer des Américains et au pire cela peut être une façon déguisée de transmettre des ordres pour lancer des attaques », a expliqué M. Fleischer. Cette décision n'a pas provoqué de protestations de la part des

journalistes. « Nous sommes des journalistes et aussi des citoyens responsables et nous n'allons pas mettre le pays en danger », a expliqué Neal Shapiro, le directeur de l'information de NBC. « Nous n'allons pas nous inquiéter des problèmes de concurrence quand il est question de la sécurité des Etats-Unis et de la vie des Américains », souligne Roger Ailes, directeur de l'information de Fox News.

PARTENARIAT EXCLUSIF

La diffusion des images d'Al-Jazira aux Etats-Unis était, depuis dimanche 7 octobre, source de tension entre les médias. La veille, CNN, titulaire d'un contrat d'approvisionnement prioritaire accordé par la filiale d'Al-Jazira, News Gathering, défendait son exclusivité. CNN aurait signé juste après le 11 septembre un partenariat exclusif avec Al-Jazira, la seule télévision autorisée à tourner sur le terrain contrôlé par les talibans. Or ce contrat, dont le montant reste confidentiel, a été bafoué lorsqu'ABC, CBS, NBC et Fox News, elles aussi dépendantes de la source unique, ont décidé de reprendre en direct le faisceau satellitaire de la chaîne qatarie. Aujourd'hui, il n'y a plus de conflit de droits. Les télévisions ne diffusent plus, dans un souci « patriotique » dont s'est félicité M. Bush, que de courts extraits des cassettes d'Al-Qaida et éliminent les passages appelant à des actes violents contre les Etats-Unis. Les chaînes « encadrent » les images par des commentaires et des reportages, sans les passer en boucle.

Parallèlement, la Maison Blanche

cherche à intensifier son message en direction du monde musulman dans l'espoir d'y corriger son image. Elle a indiqué que « le président Bush était disposé à accorder une interview à cette station [Al-Jazira] », voire qu'elle « envisageait d'acheter du temps d'antenne » sur la chaîne, selon l'AFP à Washington qui confirme ainsi des rumeurs en cours

preuve d'un intérêt inédit pour cette chaîne qu'elle veut habituellement faire taire. Le 2 octobre, l'ambassade américaine au Qatar est « officiellement intervenue auprès des autorités du pays afin de protester contre "la rhétorique incendiaire" de la chaîne accusée de fournir une couverture biaisée des événements du 11 septembre ainsi que

nales de défense de la liberté de la presse comme le CFJ à New York et l'IPJ à Vienne (Autriche). Mais à ce jour, aucune consigne ne semble arrivée à la rédaction de Doha qui dit conserver sa pleine liberté.

L'émir du Qatar « est soucieux de promouvoir la liberté de la presse et l'Etat de droit », a-t-il encore déclaré, mercredi 10 octobre, lors d'une conférence de presse à Doha. Il se répète « surpris » par les critiques de Washington contre Al-Jazira soulignant que les Etats-Unis ont été un exemple pour le Qatar en matière de « liberté et de presse ». Mais les pressions américaines ne semblent pas tarir. « Si le Qatar ne coopère pas dans l'affaire des messages de Ben Laden, diffusés par Al-Jazira, il risque gros dans un contexte géopolitique qui est en totale métamorphose », aurait affirmé un diplomate en poste à Doha. En attendant, les Etats-Unis semblent décidés à ne plus laisser s'étaler « les déclarations incendiaires » diffusées par Al-Jazira et « l'offensive médiatique de Ben Laden et de ses partisans » dont les menaces et les appels à la guerre sainte ont déjà été diffusés par deux fois depuis le début de l'offensive armée en Afghanistan. Des membres du Congrès veulent la reprise des activités de la Radio Free Afghanistan, une station qui a fonctionné durant l'invasion soviétique du pays, avant de disparaître. La radio publique Voice of America paraît insuffisante pour convaincre les musulmans du bien-fondé du combat américain.

Florence Amalou et Eric Leser, à New York

Internet sous étroite surveillance

Selon le rapport de mission qu'a rendu public, jeudi 11 octobre, l'association Reporters sans frontières, des agents du FBI se sont rendus, quelques heures après les attentats, chez les principaux fournisseurs d'accès à Internet (Hotmail, AOL...) aux Etats-Unis pour y installer le système de surveillance électronique « Carnivore » – rebaptisé DCS 1000 – sur leur ordinateur principal. Ce système, objet d'une large et ancienne polémique sur la protection de la vie privée puisqu'il stocke et enregistre les données échangées, ne nécessite plus, depuis un vote du Sénat américain le 13 septembre, l'autorisation d'un juge pour être installé sur les serveurs.

Par ailleurs, les services de sécurité américains ont obtenu les informations relatives à d'éventuels échanges entre terroristes via la Toile. Ils se sont par exemple fait fournir par Hotmail les informations provenant de comptes dont l'adresse comportait le mot « Allah », a indiqué un employé de l'entreprise au magazine américain *Wired*.

depuis deux jours à la rédaction d'Al-Jazira à Doha (Qatar). Jeudi, la décision d'organiser une interview avec M. Bush ne semblait pas encore prise. « Ce sera une décision de la direction de la chaîne, même une décision qui viendra de plus haut », a confié l'une des 80 journalistes en poste à Doha. Pour le reste, « dans nos écrans de publicité, on passe des messages pour des voitures, pas des messages politiques », a confié un journaliste d'Al-Jazira à Paris.

L'administration américaine fait

d'encourager les sentiments anti-américains au Moyen-Orient », rapportent deux observateurs de l'association Reporters sans frontières en mission d'observation aux Etats-Unis. Le 3 octobre, c'était au tour du secrétaire d'Etat Colin Powell de demander lors d'une visite à Washington du Cheikh Hamad al-Thani, émir du Qatar et actionnaire de Al-Jazira, d'user de son autorité pour influencer sur la couverture des événements. Ce dont se sont plaints plusieurs associations internatio-

La concurrence entre TF1 et M6 passe de l'écran au disque

CANNES

de notre envoyé spécial

La fin de la diffusion de « Loft Story » n'a pas signé l'arrêt de la concurrence entre TF1 et M6. Au contraire. La compétition entre les deux chaînes privées n'a jamais été aussi vive. Contrainte de faire le dos rond pendant le succès du « Loft », TF1 a repris les choses en main cet été. Diffusés en rafale, le feuilleton estival « Le Maillon faible » et « Les Aventuriers de Koh Lanta » ont permis à TF1 de retrouver ses niveaux d'audience d'avant le jeu de M6. Depuis la rentrée, la télé-réalité oppose de nouveau les deux chaînes. Mais les rôles sont inversés. Au direct du « Loft », M6 a préféré cette fois « Popstars », un programme déjà enregistré. TF1, en revanche, va s'adonner aux joies du *live* avec « Star Academy ». Les deux chaînes ont aussi choisi le terrain de la musique pour s'affronter.

Une fois encore, M6 a tiré la première avec « Popstars ». Ce « docu-soap » (documentaire romancé) raconte les étapes de la fabrication d'un *girls band*. Du casting au premier concert. « Popstars » prendra moins de place que le Loft sur l'antenne de M6. Quatorze émissions de soirée contre soixante-dix avant-soirées et onze soirées pour le Loft. Il ne coûtera pas le même prix non plus. Quand M6 avait dû débours environ 100 millions de francs (15,24 millions d'euros) pour pro-

poser les aventures de Loana et ses amis, « Popstars » ne devrait coûter qu'une vingtaine de millions de francs. Après trois numéros, le docu-soap est déjà un succès. Lancé le 20 septembre avec 12,9 % de parts d'audience, tout juste au-dessus de la moyenne de la chaîne, il a atteint 17 % jeudi 4 octobre.

Prévu pour le 20 octobre, à 20 h 50, « Star Academy » donne déjà, dit-on, des suées à la direction de TF1. L'enjeu est d'importance. La Une aurait investi près de 120 millions de francs dans le nouveau format préparé par la société de production Endemol. Le résultat ne pourra pas être moyen. Au vu des investissements consentis, les performances de « Star Academy » seront, à n'en pas douter, mesurées à l'aune de celles de « Loft Story ». En cas d'échec ou d'audiences moyennes, TF1 pourrait avoir du mal à rester dans les limites de l'augmentation de 3,5 % prévue du coût de sa grille pour 2001.

Pour une fois, la compétition entre TF1 et M6 va au-delà des seuls enjeux d'audience. Les deux jeux ont été conçus comme des applications multimédias et ne se limitent pas à la seule diffusion télévisée. L'un comme l'autre donneront lieu à la fabrication d'un disque. Un album, si tout se passe pour le mieux. Un simple, si les audiences ne sont pas totalement au rendez-vous. Pour M6, les ven-

tes du disque qui sera enregistré par les cinq lauréates de « Popstars » devraient « couvrir une part non négligeable » du coût du jeu, signale la chaîne. Rien n'a été laissé au hasard. M6 s'est liée avec Universal Music, filiale de Vivendi Universal, pour distribuer le disque. Dans un premier temps, 500 000 albums devraient être proposés à la vente. « Une des plus importantes mises en place jamais faites », admet M6. La chaîne, le producteur du jeu Expand, et Universal Music seront associés aux bénéfices de cette opération qui promet d'être juteuse. En Allemagne, le disque des « Popstars » s'est vendu à 1 million d'exemplaires. M6 est déjà assurée de rentrer dans ses frais.

« RECETTES SUPPLÉMENTAIRES »

Pour « Star Academy », TF1 a retenu les enseignements de « Loft Story ». Plus que des écrans publicitaires bien remplis, Etienne Mougeotte, vice-président de la Une, attend des « recettes supplémentaires » grâce aux ventes du disque, à la chaîne événementielle diffusée sur TPS, CanalSatellite et les réseaux câblés, lancée le jour du démarrage de l'émission, et à Internet. Sur la Toile, la diffusion en continu du jeu sera facturée aux internautes. Au contraire de M6 qui l'avait proposé gratuitement. Mais là encore, le gros des royalties viendra du disque.

TF1 et Endemol, producteur du jeu, ont pris le groupe NRJ et Universal Music comme partenaires pour distribuer et promouvoir l'album. TF1 et NRJ assureront « une promotion croisée de l'événement », précise Jean-Paul Baudecroux, président du groupe de radios. Ce dernier « espère des ventes qui iront au-delà de celle du disque simple de « Loft Story » grâce à la puissance promotionnelle de NRJ et TF1 », soit plus d'un million d'exemplaires. Toutefois, NRJ n'aura pas sa part de ce gâteau. Au terme d'un « accord tripartite », signale M. Mougeotte, TF1, Endemol et Universal Music se répartiront également les recettes. Aux Pays-Bas, où l'émission a été « un énorme succès », d'après Axel Duroux, patron d'Endemol France, le tube *Damned, I think I love you* a été numéro un au hit-parade pendant cinq

mois. NRJ n'est pas pour autant oubliée. Outre un partenariat éditorial, la radio « proposera chaque semaine, sur son antenne, une émission en direct, réalisée depuis le château » où sont confinés les élèves de la première promotion de la « Star Academy », explique le vice-président de TF1.

La bonne entente entre la chaîne privée leader et la première radio de France pourrait aller plus loin que de simples collaborations au coup par coup. Pour l'heure, une fusion capitalistique n'est pas envisagée. Mais « à terme, un rapprochement au niveau publicitaire » entre TF1 et NRJ n'est pas à exclure, annonce M. Baudecroux. Selon lui : cette démarche est déjà « à l'étude » et des « simulations sont menées ».

Guy Dutheil

Cinq radios face à RTL et à la Fédération française de football

ALORS que les négociations sur les droits audiovisuels de la Coupe du monde 2002 en Corée du Sud et au Japon battent leur plein (*Le Monde* du 11 octobre), une poignée de radios se disputent la couverture journalistique de l'équipe de France jusqu'à cette compétition.

Europe 1, RMC Info et France Info, France Inter et France Bleu ont protesté, jeudi 11 octobre, contre un accord entre RTL et la Fédération française de football (FFF), qui autorise la station de la rue Bayard à procéder à des interviews de joueurs en dehors des conférences de presse et des zones réservées aux autres radios. « C'est un partenariat, pas un accord d'exclusivité. Il s'agit seulement d'apporter une valeur ajoutée (...). La réaction des autres radios, c'est de la

jalousie rédactionnelle », se défend Christian Ollivier, chef des sports de RTL.

Si le partenariat commercial n'est pas remis en cause par les cinq opposants, ceux-ci désapprouvent le « volet journalistique » qui « va déséquilibrer l'égalité qui existait entre les différentes radios », selon François Desnoyers, directeur général de Radio France. La FFF, qui gère tous les droits de l'équipe de France, n'avait pour l'instant jamais accordé de traitement de faveur à une radio. « On veut tirer le signal d'alarme, éviter une dérive à l'argent. L'équipe de France n'appartient à personne », souligne Fabrice Lundy, directeur de l'information de RMC Info.

Jean-Marie Cavada, président de Radio France, est intervenu auprès de la ministre de la jeu-

nesse et des sports, Marie-George Buffet, à laquelle les opposants ont aussi envoyé un communiqué de protestation. Jeudi soir, tandis que RTL publiait un communiqué où il était précisé qu'il n'était pas question que l'accord modifie « l'accès à l'information pour les autres médias », l'Union syndicale des journalistes sportifs de France se rangeait aux côtés des opposants, au nom du « droit et de l'accès à l'information pour tous ». Au ministère, on attendait de « voir si cela relève de nos compétences ou de la loi sur l'information ». En voyage à Prague pour une réunion de l'Union européenne de football, le président de la Fédération, Claude Simonet, est particulièrement attendu.

José Barroso

DÉPÊCHES

■ **PRESSE** : Bernard Morrot, directeur de la rédaction de *France-Soir*, a été licencié, jeudi 11 octobre, par Giovanni Serafini, directeur du quotidien. Nommé en août, M. Morrot était en désaccord avec le nouveau projet éditorial de M. Serafini et Poligrafici Editoriale, actionnaire italien du journal.

■ **La direction de Libération envisagerait de proposer** concrètement au conseil d'administration du lundi 15 octobre des mesures d'économies qui passeraient par la suppression d'une vingtaine de postes, un arrêt total ou partiel du supplément « Tentations », une réduction des services Internet ainsi qu'un gel des hausses de salaires, un renoncement à l'augmentation prévue en 2002 et une mise en cause des accords signés sur les droits d'auteurs (*Le Monde* du 12 octobre).

■ **La journaliste russe Anna Politkovskaya**, connue pour ses reportages en Tchétchénie, a fui la Russie pour Vienne (Autriche) après avoir reçu des menaces de mort, et a indiqué, jeudi, que ces menaces étaient liées à l'un de ses articles, paru le 20 septembre dans le hebdomadaire *Novaya Gazeta*.


■ **Le groupe américain Playboy Enterprise**, qui publie le magazine éponyme, a annoncé jeudi qu'il allait supprimer 90 emplois, soit 13 % de ses effectifs, en raison du ralentissement de l'économie américaine.

■ **TÉLÉVISION** : la chaîne américaine NBC, contrôlée par General Electric, a annoncé jeudi le rachat de Telemundo, deuxième chaîne en espagnol aux Etats-Unis.

NBC versera 1,98 milliard de dollars (2,19 milliards d'euros), payés pour moitié en actions General Electric et en cash, et reprend les 700 millions de dollars de dettes de la chaîne hispanique. Telemundo, détenue par Sony Pictures et Liberty Media, est distribuée auprès de 88 % des foyers hispanophones aux Etats-Unis.

■ **AUDIOVISUEL** : Rupert Murdoch a indiqué jeudi que les attentats du 11 septembre ont coûté 100 millions de dollars (110,8 millions d'euros) à son groupe, News Corp. L'essentiel de cet impact s'est traduit par une hausse des coûts de couverture de la chaîne d'information en continu Fox News. Selon *Les Echos* de jeudi, il a menacé d'exercer son option de vente de sa participation de 22 % dans *Premiere World*, le bouquet numérique allemand opéré par Kirch.

■ **INTERNET** : l'institut Médiamétrie a publié, jeudi, les résultats d'audience des sites Internet en France en utilisant, pour la première fois, un panel prenant en compte non seulement les internautes qui se sont connectés à domicile mais aussi sur leur lieu de travail. Selon ce panel de 10 000 personnes, Wanadoo, Free et Voila ont été les sites les plus visités en septembre.



RESULTATS CONSOLIDES SEMESTRIELS 2001

Résultats semestriels 2001

Le Conseil d'Administration d'EURAZEO, réuni le 9 octobre 2001 sous la présidence de Monsieur Bruno Roger, a examiné les comptes consolidés du premier semestre 2001.

Le résultat net comptable consolidé, après impôt, s'élève à 895,1 millions d'euros contre 259,7 millions d'euros pour le premier semestre 2000.

Ces chiffres ne sont pas comparables. En effet, EURAZEO résulte de la fusion avec effet au 1^{er} janvier 2001 d'EuraFrance et d'Azeo. Les chiffres du premier semestre 2000 concernent donc les seuls comptes consolidés d'EuraFrance.

Le résultat net comptable se décompose en :

- un résultat de gestion, après impôt de 62,9 millions d'euros contre 119,6 millions d'euros pour le premier semestre 2000. Ce résultat du premier semestre 2001 comprend un montant de charges d'intérêt sur emprunt de 27 millions d'euros. Cette charge financière est non récurrente car cet emprunt a été intégralement remboursé le 23 mai 2001.
- un résultat exceptionnel, principalement composé par les plus-values dégagées au cours du premier semestre 2001, de 832,2 millions d'euros, contre 140,1 millions d'euros pour le premier semestre 2000.

Actif Net Réévalué

Au cours du Conseil d'Administration, il a été indiqué que la valeur de l'Actif Net Réévalué d'EURAZEO, au 30 septembre 2001, peut être estimé, après impôt sur plus-values latentes, à 3,4 milliards d'euros, soit 87 euros par action.

Calculée selon les mêmes principes, la valeur de l'Actif Net Réévalué s'établissait au 1^{er} janvier 2001 à 103 euros.

Information Actionnaires : Site Internet : <http://www.eurazeo.com>

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIES

● **GEODIS : le groupe français de transport et de logistique va se recentrer** sur ses activités les plus rentables après avoir enregistré une lourde perte au premier semestre, a indiqué, jeudi 11 octobre, son PDG, Pierre Blayau. Filiale de la SNCF, Geodis a annoncé une perte nette (part du groupe) de 58,2 millions d'euros au premier semestre 2001, contre un bénéfice net de 31,5 millions un an plus tôt.

● **CANON-TOSHIBA : le fabricant d'appareils photo et d'équipements optiques et le géant japonais de l'électronique** ont annoncé, jeudi, leur alliance dans le développement des tranches de silicium de haute technologie.

● **COMPUTER ASSOCIATES : le groupe américain de logiciels a annoncé, jeudi, la suppression de neuf cents emplois**, soit environ 5 % de ses effectifs, dans toutes ses divisions. Les suppressions d'emplois concernent essentiellement l'Amérique du Nord.

● **FORD : le constructeur automobile américain a décidé de réduire son dividende** pour la première fois depuis 1991, afin de faire face « aux jours difficiles qui s'annoncent », selon un communiqué du groupe publié jeudi.

SERVICES

● **VIRGIN EXPRESS : la compagnie aérienne belge, filiale du groupe britannique Virgin**, s'est mise sur les rangs jeudi 11 octobre pour reprendre une partie des activités de la compagnie Sabena.

● **IBERIA : la compagnie aérienne espagnole présentera d'ici un mois au gouvernement et aux syndicats un plan de suppressions d'environ trois mille emplois**, dans le cadre d'un plan de réduction de son activité de 11 % à partir du 1^{er} novembre, a-t-elle déclaré jeudi 11 octobre.

● **DEUTSCHE BA : le principal syndicat des pilotes allemands, Cockpit**, renonce à ses revendications salariales pour les pilotes de la filiale allemande de British Airways, en raison des turbulences économiques que traversent les compagnies

aériennes depuis les attentats du 11 septembre.

FINANCES

● **EURONEXT : le conseil d'administration d'Euronext devait finaliser un projet d'offre** sur le Liffé, le marché à terme et de produits dérivés de Londres, vendredi 12 octobre. Mis en vente fin septembre, le Liffé n'a reçu qu'un projet d'offre du London Stock Exchange, qui serait entre 343 et 370 millions de livres (entre 549,76 et 593,33 millions d'euros).

● **SOCIÉTÉ GÉNÉRALE : la banque française et Mellon Investors Services ont annoncé un accord de partenariat** dans la gestion des plans de stock-options réservés aux salariés de multinationales américaines et d'Europe continentale, mercredi 10 octobre.

● **CRÉDIT AGRICOLE : la fédération FO des employés et cadres dénonce le projet d'introduction en Bourse** de la banque française, qui marque, selon elle, « la rupture pure et simple du mutualisme au profit du capitalisme ». FO estime notamment que « l'entrée en Bourse comporte en outre le double risque d'utiliser la politique salariale comme variable d'ajustement sur les résultats du groupe, et à terme de menacer les emplois ».

● **DAIWA : la banque japonaise va enregistrer une perte nette consolidée de 140 milliards de yens** (1,27 milliard d'euros) sur le semestre achevé fin septembre en raison de la chute de son portefeuille d'actions, a rapporté, vendredi, le *Nihon Keizai Shimbun*.

RÉSULTATS

● **GENERAL ELECTRIC : le conglomérat américain a enregistré une hausse de son bénéfice** de 3 % seulement – à 3,28 milliards de dollars (3,64 milliards d'euros) au troisième trimestre 2001 – à cause des pertes dues aux attentats du 11 septembre. Hors effets du 11 septembre sur les activités d'assurances de GE, le bénéfice net aurait augmenté de 16 %, précise le communiqué.

● **CARREFOUR : le numéro 2 mondial de la distribution a conservé un rythme de croissance** au troisième trimestre 2001, avec une hausse de 5,4 % de son chiffre d'affaires TTC, et annoncé qu'il maintenait son objectif d'une hausse de 8 % de ses ventes pour l'ensemble de l'année.

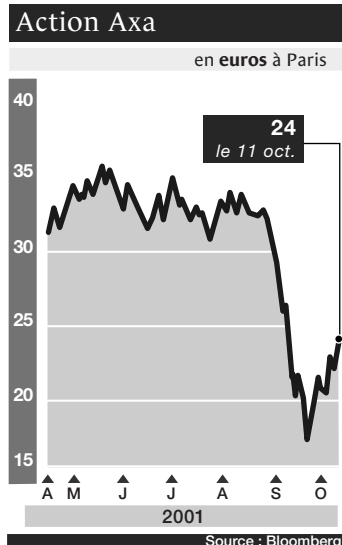
VALEUR DU JOUR

Axa veut économiser jusqu'à 1 milliard d'euros en 2002

LE PRINCIPAL GROUPE d'assurances français, Axa, a annoncé jeudi 11 octobre qu'il entendait réduire ses frais de fonctionnement d'environ 10 % en 2002. L'objectif est de réaliser entre 700 millions et 1 milliard d'euros d'économies sur ce seul exercice. Livrée de façon sibylline aux analystes en début de semaine, au détour d'une phrase, cette information n'a été rendue publique par Axa qu'après des indiscretions publiées dans la presse britannique. Elle s'est aussitôt traduite par un rebond du titre de 3,23 % à la Bourse de Paris, l'action ayant terminé la séance à 24 euros.

D'une ampleur inédite, ce plan de réduction des coûts doit permettre au groupe dirigé par Henri de Castries de retrouver la confiance des marchés. Il s'agit de restaurer une capitalisation boursière réduite de 38 % depuis le début de l'année, dans un contexte de baisse régulière des marchés. Les attentats du 11 septembre contre les Etats-Unis ont accentué cette tendance, en dépit de leur impact limité sur les comptes de l'assureur (550 millions de dollars avant impôts). La valeur boursière d'Axa s'est établie désormais à 41,1 milliards d'euros.

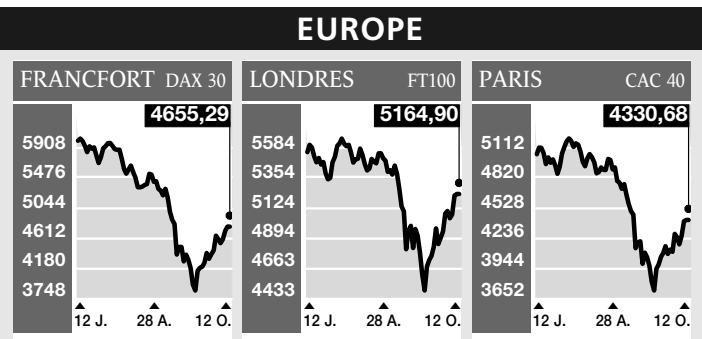
Jeudi 11 octobre, l'assureur a justifié son plan par la nécessité de répondre aux « défis posés par l'environnement économique et financier actuel », c'est-à-dire par la volatilité des marchés financiers et un niveau de sinistralité particulièrement éle-



vé pour les assureurs. Axa a vu ses frais administratifs progresser très sensiblement entre 1998 et 2000, de plus de 20 %, sans avoir pris de mesures fortes pour enrayer cette tendance.

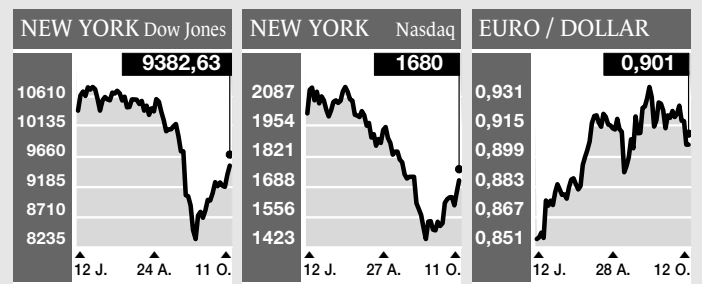
Peu de détails ont été donnés sur la nature des efforts qui devront être fournis, Axa évoquant des baisses de coûts sur les sociétés détenues aux Etats-Unis par sa filiale Axa Financial, mais aussi des réflexions à engager dans chacune de ses entités opérationnelles. « Ces économies seront réalisées sans sacrifier l'investissement stratégique à long terme, et l'emploi ne sera ni la première ni la seule variable d'ajustement », a indiqué jeudi un porte-parole du groupe. La société a toutefois reconnu qu'elle ne pouvait exclure des « réductions d'effectifs ».

Anne Michel



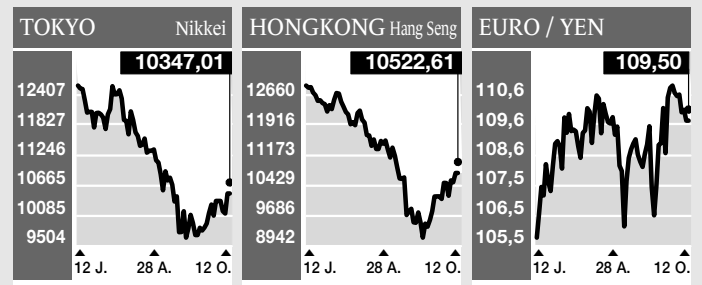
Europe 9h57	Indices sélection	cours 12/10	Var. % 11/10	Var. % 31/12
EUROPE	EURO STOXX 50	3500,76	0,94	- 26,65
EUROPE	STOXX 50	3501,40	1,14	- 23,17
EUROPE	EURO STOXX 324	289,24	1,22	- 26,18
EUROPE	STOXX 653	279,95	1,42	- 22,19
PARIS	CAC 40	4330,68	0,26	- 26,93
PARIS	MIDCAC	1824,29	3,16	- 26,36
PARIS	SBF 120	2944,96	0,52	- 26,79
PARIS	SBF 250	2757,34	0,61	- 26,89
PARIS	SECOND MARCHÉ	2033	1,12	- 27,83
AMSTERDAM	AEX	477,68	1,33	- 25,08
BRUXELLES	BEL 20	2722,70	0,80	....
FRANCFORT	DAX 30	4655,29	0,91	....
LONDRES	FTSE 100	5164,90	0,23	- 17
MADRID	STOCK EXCHANGE	7553,10	0,31	- 17,09
MILAN	MIBTEL 30	31156	1,68	- 28,74
ZURICH	SPI	6105,20	2,15	....

AMÉRIQUES



Amérique 9h57	Indices sélection	cours 11/10	Var. % 10/10	Var. % 31/12
ÉTATS-UNIS	DOW JONES	9382,63	1,53	....
ÉTATS-UNIS	S&P 500	1093,40	1,15	- 17,18
ÉTATS-UNIS	NASDAQ COMPOSITE	1680	3,30	- 32
TORONTO	TSE INDEX	7019,20	0,96	- 21,43
SAO PAULO	BOVESPA	10622,92	1,54	- 30,38
MEXICO	BOLSA	325,52	1,92	3,01
BUENOS AIRES	MERVAL	234,11	4,48	- 43,83
SANTIAGO	IPSA GENERAL	100,44	3,14	4,62
CARACAS	CAPITAL GENERAL	6700,43	0,78	- 1,83

ASIE - PACIFIQUE



Zone Asie 9h57	Indices sélection	cours 12/10	Var. % 11/10	Var. % 31/12
TOKYO	NIKKEI 225	10347,01	3,83	- 24,94
HONGKONG	HANG SENG	10522,61	2,18	- 30,29
SINGAPOUR	STRAITS TIMES	1395,74	2,21	- 27,56
SÉOUL	COMPOSITE INDEX	63,71	2,86	0,57
SYDNEY	ALL ORDINARIES	3133,10	1,93	- 0,68
BANGKOK	SET	18,71	- 0,16	0,43
BOMBAY	SENSITIVE INDEX	2943,69	1,63	- 25,89
WELLINGTON	NZSE-40	1871,85	0,22	- 1,57

SUR LES MARCHÉS

PARIS

LE CAC 40 gagnait 0,94 %, vendredi 12 octobre dans les premiers échanges, s'établissant à 4 371,24 points. L'indice de référence de la place de Paris avait progressé de 0,26 %, jeudi, à 4 330,68 points.

FRANCFORT

RÉFÉRENCE du marché allemand des actions, l'indice DAX des trente premières valeurs cotées à Francfort cédait 0,27 %, vendredi 12 octobre dans les premières transactions, s'inscrivant à 4 705,66 points. L'indice DAX avait progressé de 2,28 %, jeudi, à 4 718,46 points.

LONDRES

COMPOSÉ des cent premières capitalisations boursières britanniques, l'indice Footsie s'appréciait de 0,21 %, vendredi matin, peu après l'ouverture, à 5 175,90 points. L'indice Footsie avait gagné 0,23 %, jeudi, à 5 164,90 points.

TOKYO

LES VALEURS JAPONAISES ont progressé de 2,76 %, vendredi 12 octobre, selon l'indice Nikkei des 225 premières valeurs cotées à Tokyo, qui s'est établi à 10 632,35 points. L'indice Nikkei avait retrouvé dès jeudi son niveau d'avant les attentats contre les Etats-Unis, après avoir bondi de 3,83 % au cours de la séance. L'indice large Topix, composé de l'ensemble des valeurs cotées sur le premier marché, a aussi progressé de 2,14 %, vendredi, terminant à 1 087,48 points.

NEW YORK

LES MARCHÉS AMÉRICAINS sont revenus à leur niveau d'avant les attentats, jeudi 11 octobre, à l'issue d'une séance de forte hausse. L'indice Dow Jones, principal indicateur de Wall Street, a gagné 1,84 %, s'établissant à 9 410,45 points. L'indice élargi Standard & Poor's 500, qui sert de référence à de nombreux gérants de fonds, a progressé de 1,52 %, terminant la séance à 1 097,43 points. L'indice du marché Nasdaq, riche en valeurs de technologie, a bondi de 4,62 %, clôturant à 1 701,47 points. Les investisseurs ont été agréablement surpris par la baisse hebdomadaire du chômage, une série de résultats de sociétés en ligne ou meilleurs que les prévisions (notamment GE et Yahoo!), et des commentaires optimistes du distributeur Sears Roebuck.

TAUX

LE RENDEMENT des emprunts d'Etat se détendait légèrement, vendredi 12 octobre dans les premiers échanges, sur les marchés obligataires européens. Le rendement de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) français à dix ans s'établissait à 4,82 %. Celui du Bund, son homologue allemand, s'établissait à 4,71 %.

MONNAIES

L'EURO gagnait quelques fractions face au billet vert, vendredi matin, cotant 0,9028 dollar. Le yen grignotait également du terrain face à la devise américaine, à 121,27 yens pour un dollar.

ÉCONOMIE

Le chômage américain au plus haut depuis 1991

LE NOMBRE DE PERSONNES percevant régulièrement des indemnités de chômage s'élevait à 3,479 millions aux Etats-Unis à la fin de la semaine achevée le 29 septembre (dernière semaine pour laquelle ces chiffres sont disponibles) contre 3,381 millions (révisé) la semaine précédente, a indiqué jeudi 11 octobre le département du travail américain. C'est le plus haut niveau enregistré depuis le 1^{er} juin 1991 (3,551 millions). Les inscriptions hebdomadaires au chômage ont toutefois diminué au cours de la semaine qui s'est achevée le 6 octobre, à 468 000, contre 535 000 la semaine précédente. Ce chiffre a été révisé en hausse par rapport à une estimation initiale de 528 000. La moyenne mobile sur quatre semaines s'inscrit elle aussi en hausse, s'établissant à 463 000 chômeurs contre 455 000 la semaine précédente. Il s'agit du plus haut niveau depuis la semaine achevée le 14 décembre 1991.

■ **Les prix à l'importation aux Etats-Unis ont augmenté de 0,3 % en septembre**, en données non corrigées des variations saisonnières, après une baisse révisée de 0,1 % à 0,2 % le mois précédent, a annoncé jeudi le département du travail. Sur un an, ces prix ont baissé de 5,2 %.

■ **Selon le Bureau national de recherche économique (NBER), chargé de dater les cycles économiques aux Etats-Unis**, les statistiques économiques publiées jusqu'à présent ne montrent pas de façon concluante que les Etats-Unis sont entrés dans une récession. « Les grands agrégats économiques tels que l'emploi et les revenus réels des ménages n'ont pas diminué dans une proportion typique d'une récession », indique ce bureau dans son rapport mensuel publié jeudi.

■ **JAPON : le conseil de la Banque du Japon (BoJ) a décidé à l'unanimité, vendredi 12 octobre**, de ne pas modifier sa politique monétaire, comme le prévoient les marchés financiers. Comme convenu lors de la réunion du 18 septembre, la BoJ continuera de maintenir l'objectif de volume des dépôts de comptes courants auprès de la banque centrale « au-dessus de 6 000 milliards de yens » et de laisser le taux d'escompte officiel, plus symbolique, à 0,10 %.

■ **ZONE EURO : l'économie de la zone euro a quasiment stagné au deuxième trimestre**, a confirmé, jeudi, Eurostat. Le produit inté-

rieur brut n'a enregistré qu'une croissance de 0,1 % par rapport au premier trimestre, donnant une hausse de 1,7 % sur douze mois.

■ **ALLEMAGNE : le nombre des chômeurs en Allemagne pourrait dépasser le seuil de 4 millions** ces prochains mois, a déclaré le ministre du travail Walter Riester, dans un entretien au quotidien *Augsburger Allgemeine*, dans son édition du jeudi 11 octobre. Le nombre de chômeurs a progressé de 20 000 en septembre, à 3,882 millions, soit 9,4 % de la population active.

■ **Les ventes au détail ont augmenté de 0,4 % en août sur un an en termes réels** (inflation déduite), donnant une augmentation de 2,4 % en données nominales, a annoncé l'Office fédéral de la statistique. Par rapport à juillet, ces ventes ont progressé de 1,8 % en termes réels et de 1,5 % en données nominales.

■ **FRANCE : les prix de détail ont augmenté de 0,2 % en septembre après avoir été stables en août** et affichent une hausse de 1,5 % sur les douze derniers mois, selon les données provisoires publiées vendredi 12 octobre par l'Insee.

■ **Le produit intérieur brut français a crû de 0,3 % au deuxième trimestre 2001** après une hausse de 0,4 % au premier, a confirmé l'Insee dans les comptes nationaux révisés publiés vendredi.

■ **31 % des dirigeants de très petites entreprises (TPE)** estiment que les attentats aux Etats-Unis affecteront leur secteur d'activité, selon le baromètre trimestriel de conjoncture des TPE réalisé par l'IFOP. 13 % déclarent avoir l'intention de recruter, contre 14 % en juin.

■ **RUSSIE : le directeur général du Fonds monétaire international (FMI), Horst Köhler, a félicité, jeudi 11 octobre, la Russie pour ses réformes**. M. Köhler a souligné que le programme du président Vladimir Poutine visant un remboursement anticipé d'une partie (2,7 milliards de dollars) d'un emprunt contracté auprès du FMI arrivant à échéance en 2003 était de nature à « renforcer la confiance ». Il l'a néanmoins appelé à mettre en place des mesures plus efficaces pour réformer son système bancaire.

■ **PÉTROLE : l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) ne permettra pas une baisse importante des cours** et réduira sa production si cette mesure est nécessaire, a affirmé jeudi à Washington le vice-ministre vénézuélien de l'énergie et des mines, Bernardo Alvarez.

Taux de change fixe zone Euro		Hors zone Euro	
Euro contre	Taux	contre franc	Taux
FRANC.....	6,55957	EURO.....	0,15245
DEUTSCHEMARK.....	1,95583	DEUTSCHEMARK.....	3,35385
LIRE ITALIENNE (1000).....	1,93627	LIRE ITAL. (1000).....	3,38774
PESETA ESPAG. (100).....	1,66386	PESETA ESPAG. (100).....	3,94238
ESCUDO PORT. (100).....	2,00482	ESCUDO PORT. (100).....	3,27190
SCHILLING AUTR. (10).....	1,37693	SCHILLING AUTR. (10).....	4,37693
PUNT IRLANDAISE (100).....	0,78756	PUNT IRLANDAISE (100).....	3,32894
FLORIN NÉERLANDAIS (10).....	2,20371	FLORIN NÉERLANDAIS (10).....	2,97660
FRANC BELGE (10).....	4,03399	FRANC BELGE (10).....	1,62607
MARKKA FINLAND. (100).....	5,94573	MARKKA FINLAND. (100).....	1,10324
DRACHME GREC. (100).....	3,40750	DRACHME GREC. (100).....	1,92503
		COURONNE DANOISE.....	7,4388
		COUR. NORVÉGIENNE.....	7,9720
		COUR. SUÉDOISE.....	9,5635
		SCUDONNE TCHÈQUE.....	33,5570
		DOLLAR AUSTRALIEN.....	1,8133
		DOLLAR CANADIEN.....	1,4196
		DOLLAR HONGKONG.....	7,0681
		DOLLAR NÉO-ZÉLAND.....	2,1968
		FORINT HONGROIS.....	254,9200
		LEU ROUMAIN.....	27893
		ZLOTY POLONAIS.....	3,2792

Cours de change croisés						
12/10 9h57	Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours EURO	Cours FRANC	Cours LIVRE	Cours FR.S.
DOLLAR.....	.....	0,82233	0,90100	0,13729	1,44095	0,60646
YEN.....	121,60500	.....	109,50000	16,69000	175,20000	73,74500
EURO.....	1,10988	0,91324	.....	0,15245	1,60020	0,67350
FRANC.....	7,28395	5,99125	6,55957	.....	10,49660	4,41810
LIVRE.....	0,69399	0,57070	0,62490	0,09525	.....	0,42095
FRANC SUISSE.....	1,64890	1,35600	1,48465	0,22635	2,37620	.....

Taux d'intérêt (%)

Taux 11/10	Taux j.j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE.....	3,94	3,47	4,86	5,52
ALLEMAGNE.....	3,90	3,61	4,72	5,45
GDE-BRETAG.....	4,63	4,32	4,88	4,77
ITALIE.....	3,90	3,56	5,07	5,71
JAPON.....	0,03	0,01	1,36	2,50
ÉTATS-UNIS.....	2,47	2,26	4,62	.....
SUISSE.....	2	2,16	3,06	3,69
PAYS-BAS.....	3,85	3,56	4,88	5,49

Matif

Cours 9h57	Volume 12/10	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5			
DÉCEMBRE 2001	1415	89,79	90,15
Euribor 3 mois			
JANVIER 2001	NC	NC	NC

Matières premières

En dollars		Cours 11/10	Var. % 10/10
MÉTALUX (LONDRES) \$/TONNE			
CUIVRE 3 MOIS.....	1404,50		+ 0,04
ALUMINIUM 3 MOIS.....	1302		- 0,08
PLOMB 3 MOIS.....	482		- 0,41
ETAIN 3 MOIS.....	3745		+ 0,40
ZINC 3 MOIS.....	786		.....
NICKEL 3 MOIS.....	5220		.....
MÉTALUX (NEW YORK) \$/ONCE			
ARGENT A TERME.....	4,47		- 2,51
PLATINE A TERME.....	109541,50		.....
GRAINES DÉNÉRÉES \$/BOISSEAU			
BLÉ (CHICAGO).....	281,50		+ 0,90
MAIS (CHICAGO).....	209,50		.....
SOJA TOURTEAU (CHG.)	166		

VALEURS EUROPÉENNES

Les actions de sociétés technologiques ont continué à bénéficier d'un retour en grâce, jeudi 11 octobre. A Helsinki, le titre du finlandais **Nokia** a bondi de 6,54 %, à 21,01 euros. Le numéro un mondial de la téléphonie mobile a dévoilé un nouveau modèle de téléphone portable offrant une gamme de services élargie.

● A Francfort, l'action du fournisseur d'accès à Internet, **T-Online**, filiale de l'opérateur de télécommunications Deutsche Telekom, s'est envolée jeudi, gagnant 11,48 %, à 6,97 euros. Elle a bénéficié des déclarations du portail américain Yahoo ! qui a confirmé ses prévisions de résultats pour l'an-

née, malgré une réduction de l'objectif de chiffre d'affaires pour le quatrième trimestre.

● Les valeurs d'agroalimentaire ont, elles, reculé jeudi. Le titre **Nestlé** a perdu 2,19 %, à 335,5 francs suisses, à la suite de la publication par son concurrent Danone d'un chiffre d'affaires sur neuf mois inférieur aux attentes.

● Malmenées depuis un mois, les valorisations des compagnies aériennes regagnent un peu de terrain. A Londres, le titre de **British Airways** s'est apprécié de 2,44 %, à 168 pence, jeudi. Le titre de **Swissair**, qui progressait de 31,64 %, reste, pour sa part, au cœur de toutes les spéculations.

12/10 9h59

Code pays	Cours en euros	% Var. 11/10
AUTOMOBILE		
AUTOLIV SDR	SE 17,88	...
BASF AG	DE 40	+ 0,63
BMW	DE 33,60	+ 0,15
CONTINENTAL AG	DE 12,20	+ 3,39
DAIMLERCHRYSLER	DE 39,80	+ 1,27
FIAT	IT 17,75	...
FIAT PRIV.	IT 12,20	...
MICHELIN	FR 31,69	+ 0,92
PEUGEOT	FR 45,50	+ 1,38
PIRELLI SPA	IT 1,61	...
DR ING PORSCHE	DE 319	+ 1,92
RENAULT	FR 35,70	+ 2,44
VALEO	FR 38	+ 1,17
VOLKSWAGEN	DE 27,95	+ 2,38
DJ E STOXX AUTO P	180,12	+ 0,15

Code pays	Cours en euros	% Var. 11/10
BANQUES		
BANK OF IRELAND	GB 14,73	- 0,43
ABBAY NATIONAL	GB 17,77	- 0,09
ABN AMRO HOLDING	NL 17,69	+ 1,09
ALL & LEICS	GB 12,16	...
ALLIED IRISH BA	GB 17,27	- 0,92
ALMANA	BE 35,50	- 0,28
ALPHA BANK	GR 18,60	...
B.P.EMILIA ROMA	IT 30,30	...
B.P.LODI	IT 8	...
B.P.NOVARA	IT 5,75	...
B.P.SONDIO	IT 9,20	...
B.P.VERONA E.S.	IT 9,37	...
BANCA ROMA	IT 2,57	...
BANK OF PIRAEUS	GR 7,84	...
BANKINTER R	ES 31,90	...
BARCLAYS PLC	GB 33,32	- 0,95
BAYR.HYPO-UVER	DE 32,20	+ 1,58
BVBA R	ES 12,33	...
BCA AG.MANTOVAN	IT 8,50	...
BCA FIDEURAM	IT 7,40	...
BCA LOMBARDA	IT 8,97	...
BCA P.BERG.-CV	IT 17,90	...
BCA P.MILANO	IT 4,06	...
B.P.C.INDUSTRIA	IT 8,50	...
BCO POPULAR ESP	ES 40,50	...
BCP R	PT 4,12	...
BIPOP CARIRE	IT 2,22	...
BK OF SCOTLAND	GB 13,23	...
BNL	IT 2,41	...
BNP PARIBAS	FR 94,30	+ 0,69
BSCH R	ES 8,66	...
COMM.BANK OF GR	GR 27,92	...
COMMERZBANK	DE 17,90	+ 1,42
CREDIT LYONNAIS	FR 37,70	+ 0,35
CS GROUP N	CH 37,97	+ 0,71
DANSKE BANK	DK 18,29	- 0,73
DEUTSCHE BANK N	DE 65,10	+ 1,01
DEXIA	BE 17,85	+ 0,11
DNB HOLDING	NO 4,44	...
DRESDNER BANK N	DE 40,20	...
EFG EUROBK ERGA	GR 12,64	...
ERSTE BANK	AT 51,20	...
ESPIRITO SANTO	PT 13,30	...
FOERENINGSSB A	SE 12,23	...
HALIFAX GROUP	GB 13,31	...
IKB	DE 12,60	...
INTESABCI	IT 2,74	...
JULIUS BAER HLD	CH 350,79	+ 0,58
KBC BANCASSURAN	BE 33,11	- 0,63
LLOYDS TSB	GB 11,37	...
MONTI PASCHI SI	IT 2,84	...
NAT BANK GREECE	GR 25,20	...
NATEXIS BP POP.	FR 84,90	+ 0,74
NORDEA	SE 5,91	...
ROYAL BANCA 1473	IT 15,73	...
ROYAL BK SCOTL	GB 26,38	- 0,48
S-E-BANKEN -A-	SE 8,05	...
SAN PAOLO IMI	IT 11,94	...
STANDARD CHARTE	GB 11,68	...
TE GENERAL-A-	FR 59,80	+ 1,36
SWENSKA HANDELS	SE 15,32	...
SWEDISH MATCH	SE 5,75	...
UBS N	CH 49,12	+ 0,55
UNICREDITO ITAL	IT 4,19	...
BANCO SABADELL	ES 15,50	...
DJ E STOXX BANK P	251,89	+ 0,22

Code pays	Cours en euros	% Var. 11/10
PRODUITS DE BASE		
ACERIALIA	ES 10,75	...
ACERINOX R	ES 30,10	...
ALUMINIUM GREEK	GR 29,30	...
ANGLO AMERICAN	GB 14,35	...
ASSIDOMAEAN AB	SE 27,45	...
BEKAERT	BE 36	- 1,77
BHP BILLITON	GB 4,89	- 0,65
BOEHLER-UDDEHOL	AT 45,05	...
BUNZL PLC	GB 6,78	...
CORUS GROUP	GB 0,67	...
ELVAL	GR 3,12	...
HOLMEN -B-	SE 23,21	...
ISPAT INTERNATI	NL 1,64	...
JOHNSON MATTHEY	GB 14,75	...
M-REAL -B-	FI 6,15	+ 1,99
MAYR-MELNHOF KA	AT 55,08	...
OUTOKUMPU	FI 9,65	...
PECHINEY-A-	FR 44,02	- 2,18
RAUTARUKKI K	FI 3,91	...
RIO TINTO	GB 18,51	- 1,45
SIDENOR	GR 3,24	...
SILVER & BARYTE	GR 6,62	...
SMURFIT JEFFERS	GB 2	...
STORA ENSO -A-	FI 13,30	...
STORA ENSO -R-	FI 13,30	...
SVENSKA CELLULO	SE 25,72	...
THYSSENKRUPP	DE 13,06	...
UMICORE	BE 42,80	+ 1,49
UPM-KYMMENE COR	FI 35,50	...
USINOR	FR 10,10	+ 1
VIOHALCO	GR 8,38	...
VOEST-ALPINE AG	AT 30,77	...
WORMS N	FR 16,10	...
DJ E STOXX BASI P	168,12	- 0,32

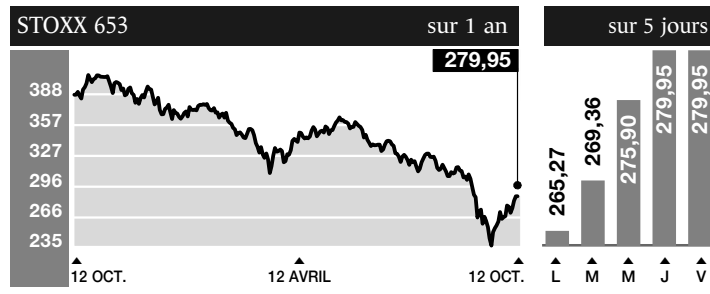
Code pays	Cours en euros	% Var. 11/10
CHIMIE		
AIR LIQUIDE	FR 161,10	- 0,56
AKZO NOBEL NV	NL 45,38	...
BASF AG	DE 40	+ 0,63
BAYER AG	DE 34,40	+ 1,78
BOC GROUP PLC	GB 15,71	...
CELANESE N	DE 15,50	+ 1,31
CIBA SPEC CHIMI	CH 67,33	+ 0,50
CLARIANT N	CH 16,83	- 0,40
COLOPLAST -B-	DK 76,65	+ 1,79
DEGUSSA (NEU)	DE 27,50	+ 1,85
DSM	NL 34,79	...
EMS-CHEM HOLD A	CH 4140,86	+ 0,41
ICI	GB 5,55	+ 2,06
KEMIRA	FI 8,27	...

Code pays	Cours en euros	% Var. 11/10
CONGLOMÉRATS		
D'IETTEREN SA	BE 140	- 2,57
GBL	BE 300,10	...
GEVAERT	BE 28,50	...
INCHCAPE	GB 8,45	...
KVAERNER -A-	NO 1,63	...
MYTILINEOS	GR 4,38	...
UNAXIS HLDG N	CH 93,59	+ 7,75
ORKLA	NO 18,31	...
SONAE SGPS	PT 0,58	...

Code pays	Cours en euros	% Var. 11/10
TÉLÉCOMMUNICATIONS		
EQUANT NV	NL 10,40	+ 2,36
ATLANTIC TELECO	GB 0,08	...
BRITISH TELECOM	GB 5,55	+ 2,06
CABLE & WIRELES	GB 4,65	+ 2,46
COLT TELECOM NE	GB 1,71	...
DEUTSCHE TELEKO	DE 18,25	+ 1,11
E.BISCOM	IT 37,70	...
EIRCOM	IR 1,32	...
ELISA COMMUNICA	FI 12,90	+ 2,38
ENERGIS	GB 1,02	+ 3,23
EUROPOLITAN HLD	SE 6,64	...
FRANCE TELECOM	FR 37,10	+ 0,95
HELLENIC TELE	GR 17,22	...
KINGSTON COM	GB 1,46	...
KONINKLIJKE KPN	NL 3,85	+ 4,05
KPNQWEST NV -C-	NL 5,85	+ 5,41
LIBERTEL NV	NL 9,55	+ 0,53
VODAFONE N	DE 205,50	+ 0,05
MOBILCOM	DE 17,09	+ 0,41
OLD MUTUAL	GB 1,79	...
OLIVETTI	IT 1,20	...
PANAFON HELLENI	GR 4,70	...
PT TELECOM SCPS	PT 8,23	...
SONERA	FI 4,24	+ 4,18
SONG NETWORKS	SE 1,07	...
SWISSCOM N	CH 315,45	+ 0,53
T.I.M.	IT 5,86	...
TDC	DK 39	+ 3,57
TELE2 -B-	SE 31,26	...
TELECEL	PT 7,60	...
TELECOM ITALIA	IT 9,04	...
TELECOM ITALIA	IT 5,20	...
TELEFONICA	ES 12,29	...
TELEF.MOVILES	ES 7,60	...
TELENOR	NO 4,30	...
TELIA	SE 5,21	...
TISCALI	IT 7,64	...
VERSATEL TELECO	NL 1,18	+ 12,38
VODAFONE GROUP	GB 2,61	+ 1,24
DJ E STOXX TCOM P	417,06	+ 0,35

Code pays	Cours en euros	% Var. 11/10
CONSTRUCTION		
ACCIONA	ES 39,25	...
ACESA R	ES 10,60	...
ACS	ES 26	...
AGGREGATE IND	GB 1,42	...
AKTOR SA	GR 6,36	...
AMEY	GB 5,12	...
AUREA R	ES 22,30	...
BOUYGUES	FR 32,30	+ 2,54
BPB	GB 4,14	...
BRISA AUTO-ESTR	PT 10,56	...
BUZZI UNICEM	IT 7,54	...
CIMPOR R	PT 19	...
COLAS	FR 66,20	+ 1,85
CRH PLC	GB 28,42	+ 0,34
FCC	ES 23,10	...
GRUPO DRAGADOS	ES 14	...
GRUPO FERROVIAL	ES 20,30	...
HANSON PLC	GB 7,73	...
HEIDELBERGER ZE	DE 45,90	...
HELL.TECHNODOR	GR 6,04	...
HERACLES GENL R	GR 11,96	...
Hochtief Essen	DE 13,25	+ 0,76
HOLCIM	CH 218,49	+ 0,31
IMERY S	FR 101,10	- 3,71
ITALCEMENTI	IT 7,82	...
LAFARGE	FR 97,85	+ 0,98
MICHANIKI REG.	GR 1,64	...
NOVAR	GB 1,98	...
PILKINGTON PLC	GB 1,73	...
RMC GROUP PLC	GB 9,76	...
SAINT GOBAIN	FR 160,30	+ 0,19
SKANSKA -B-	SE 8,10	...
TAYLOR WOODROW	GB 2,69	...
TECHNIP	FR 146	+ 1,39
TITAN CEMENT RE	GR 33,64	...
UPONOR -A-	FI 16	...
CIMENTOS VICAT /	FR 59,65	...
VINCI	FR 64	+ 0,63
WIENERBERGER AG	AT 15,98	...
DJ E STOXX CNST P	215,79	+ 0,54

Code pays	Cours en euros	% Var. 11/10
CONSUMMATION CYCLIQUE		
ACCOR	FR 34,50	+ 3,60
ADIDAS-SALOMON	DE 63	...
AGFA-GEVAERT	BE 14,40	+ 2,13
AIR FRANCE	FR 12,73	+ 3,08
AIRTRUOS PLC	GB 2,85	...
ALITALIA	IT 0,80	...
AUSTRIAN AIRLIN	AT 7,08	...
AUTOGRIILL	IT 8,30	...
BANC & OLUFSEN	DK 16,14	...
BENETTON	IT 11	...
BERKELEY GROUP	GB 9,96	- 0,32
BRITISH AIRWAYS	GB 2,67	- 0,60
BULGARI	IT 8,89	...
CHRISTIAN DIOR	FR 29,48	+ 1,45
CLUB MED	FR 35,40	+ 2,61
COMPASS GROUP	GB 8,21	...
DT.LUFTHANS N	DE 12,15	+ 1,84
ELECTROLUX -B-	SE 13,28	...
EM.TV & MERCHAN	DE 1,50	+ 7,14
EMI GROUP	GB 4,25	...
EURO DISNEY	FR 0,82	...
HDP	IT 4,04	...
HERMES INTL	FR 141,90	+ 1
HILTON GROUP	GB 3,29	+ 3
HUGO BOSS AG VZ	DE 23,90	...
HUNTER DOUGLAS	NL 26,80	...
INDITEX R	ES 18,60	...
J D WETHERSPOON	GB 5,98	- 0,53
KLM	NL 9,45	+ 3,85
LVMH	FR 38,10	+ 2,01
MEDION	DE 37,90	+ 1,07
MOULINEX	FR 0,52	+ 8,33
NH HOTELES	ES 9,65	...



Code pays	Cours en euros	% Var. 11/10
ALIMENTATION ET BOISSON		
NXT	GB 1,49	+ 1,09
P & O PRINCESS	GB 3,55	...
PERSIMMON PLC	GB 4,89	- 0,33
PREUSSAG AG	DE 27,40	+ 2,24
RANK GROUP	GB 3,23	...
RICHMONT UNITS	CH 2245,49	+ 1,68
RYANAIR HLDGS	IR 10,40	+ 9,47
SAIRGROUP N	CH 4,73	+ 0,43
SAS DANMARK A/S	DK 9,82	...
SEB	FR 48,45	+ 1
SIX CONTINENTS	GB 10,12	- 0,47
SODEXHO ALLIANCE	FR 52,10	- 2,53
THE SWATCH GRP	CH 88,71	- 1,31
THE SWATCH GRP	CH 18,58	+ 0,36
TELE PIZZA	ES 1,62	...
THOMSON MULTIME	PA 26,20	+ 1,95
WILSON BOWDEN	GB 12,16	...
WM-DATA -B-	SE 2,02	...
WOLFORD AG	AT 12,50	...
WWW.UK UNITS	IR 0,58	...
DJ E STOXX CYC GO P	105,02	+ 1,37

Code pays	Cours en euros	% Var. 11/10
PHARMACIE		
ACTELION N	CH 32,99	- 2,10
ALTANA AG	DE 52,50	- 0,57
AMERSHAM	GB 10,25	...
ASTRAZENECA	GB 51,10	...</

VALEURS FRANCE

L'action du fabricant de semi-conducteurs STMicroelectronics s'appréciait de 3,56 % dans les premiers échanges, vendredi 12 octobre à la Bourse de Paris, à 32 euros. Une évolution logique après que l'indice sectoriel de la Bourse de Philadelphie se fut encore envolé de 10,74 % jeudi. Le titre du pétrolier TotalFinaElf progressait légèrement (+0,38 %) à 159,70 euros, vendredi matin. Les valeurs pétrolières étaient bien orientées alors que les cours du brut ont fini en forte hausse jeudi sur le marché américain, dans l'attente d'une réduction prochaine par l'OPEP de sa production. L'action Renault semblait déjouer les pronostics peu après l'ouverture de séance. Alors que les experts estimaient qu'elle pourrait pâtir des chiffres des immatriculations en Europe en septembre avec des ventes en baisse de 9,3 %, l'action du constructeur gagnait 2,44 % à 35,7 euros. Comme prévu, le titre du groupe de services informatiques Cap Gemini chutait de 7,75 % dans les premiers échanges, à 57,10 euros. L'entreprise a émis, jeudi, un avertissement sur bénéfice en indiquant que ses résultats du troisième trimestre seraient « très inférieurs » à ses objectifs. Elle s'était refusé à donner des prévisions pour l'ensemble de l'exercice en cours et pour 2002.

PREMIER MARCHÉ

VENDREDI 12 OCTOBRE Cours à 9 h 57
Demier jour de négociation des OSRD : 25 octobre

Table of stock prices for France, including ACCOR, AGF, AFFINE, AIR FRANCE G., etc.

Table of stock prices for various companies, including AIR LIQUIDE, ALCATEL, ALSTOM, ALTRON TECHNI, etc.

Table of stock prices for various companies, including EULER, EURAZEO, EURO DISNEY, etc.

Table of stock prices for various companies, including PERNOD-RICAR, PEUGEOT, PINEAU-PRIN, etc.

Table of stock prices for various companies, including ADECCO, AMERICAN EXP., AMVESCAP EXP., etc.

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.
SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation sans indication catégorie 3;
■ ouvert; □ détaché; ● droit détaché; ● contrat d'animation;
o = ouvert; d = détaché; † offre réduite; ‡ demande réduite;
♦ cours précédent; † Valeur pouvant bénéficier du service de règlement différé.

DERNIÈRE COLONNE PREMIER MARCHÉ (1) :
Lundi até mardi : % variation 31/12; Mardi até mercredi : montant du coupon en euros; Mercredi até jeudi : paiement dernier coupon; Jeudi até vendredi : compensation; Vendredi até samedi : nominal.

NOUVEAU MARCHÉ

JEUDI 11 OCTOBRE Cours relevés à 18 h 16
Une sélection. Cours relevés à 18 h 16

Table of stock prices for the Nouveau Marché, including DATATRONIC, ABEL GUILLEM, AB SOFT, etc.

Table of stock prices for various companies, including CHEMUNEX, CMT MEDICAL, COALA, etc.

Table of stock prices for various companies, including NEURONES, NICOX, OLITEX, etc.

SECOND MARCHÉ

VENDREDI 12 OCTOBRE Cours relevés à 9 h 57
Une sélection. Cours relevés à 9 h 57

Table of stock prices for the Second Marché, including AB GROUPE, ALGECO, ALTEA, etc.

Table of stock prices for various companies, including GFI INDUSTRI, GRAND MARNE, GROUPE BOURB., etc.

SICAV et FCP

Une sélection. Cours de clôture le 11 octobre

Table of SICAV and FCP prices, including AGIPI, BNP PARIBAS, BANQUE POPULAIRE ASSET MANAGEMENT, etc.

Table of SICAV and FCP prices, including ÉCUR. OBLIG. INTERNAT. D., ÉCUR. TECHNOLOGIES C., etc.

Table of SICAV and FCP prices, including CIC ÉPARGNE DYNAM., CIC ÉPARGNE DYNAM. D., etc.

Table of SICAV and FCP prices, including CM FRANCE ACTIONS., CM MID. ACT. FRANCE., etc.

Table of SICAV and FCP prices, including OBLITYS C., OBLITYS D., OBLITYS E., etc.

SCIENCES Les trois cas de fièvre charbonneuse découverts à Boca Raton (Floride) ont réveillé le spectre du bioterrorisme. Le ministère de la santé commence à diffuser des élé-

ments d'information et de conduite auprès des professionnels de la santé. ● ARME parmi les plus redoutables, le virus de la variole provoque une éruption cutanée vésiculo-pustu-

leuse. La sécurité sanitaire étudie une parade vaccinale. ● LA PESTE pourrait être dispersée par aérosols, ce qui induirait la forme pulmonaire hautement contagieuse. Le traite-

ment fait appel aux antibiotiques. ● LES TOXINES botuliques sont considérées comme les plus puissants poisons actuellement connus, et aucun traitement n'existe à ce jour.

● LA FIÈVRE charbonneuse constitue une menace a priori moins préoccupante, dans la mesure où un traitement efficace existe grâce à des antibiotiques adaptés pris le plus tôt possible.

L'effrayant arsenal de la guerre biologique

Il est désormais acquis que les adeptes du bioterrorisme peuvent recourir à de multiples agents pathogènes responsables de maladies, comme la variole, la peste ou la fièvre charbonneuse, que l'on croyait éradiquées ou en passe de l'être

LES TROIS cas de fièvre charbonneuse (maladie du charbon ou anthrax) découverts à Boca Raton (Floride) ont brutalement réveillé le monde occidental. Cette réémergence d'une affection bactérienne que l'on croyait - à tort - disparue a été suivie de près par la publication en France d'un plan de prévention et de lutte contre l'usage criminel d'agents biologiques pathogènes pour l'espèce humaine. Agents contre lesquels on ne dispose pas toujours d'une parade médicamenteuse ou vaccinale. Paris a d'ailleurs officiellement demandé à ses partenaires de l'Union européenne d'harmoniser au plus vite les mesures sanitaires à prendre en cas d'attaque et a insisté pour que

LE VIRUS DE LA VARIOLE C'est l'une des armes les plus redoutables que pourraient utiliser des terroristes. « Le tableau classique est celui d'une éruption cutanée vésiculo-pustuleuse d'évolution centrifuge évoluant d'une seule poussée. Les lésions prédominent sur la face et les extrémités », rappelle-t-on au ministère de la santé. Le danger tient d'abord à la très grande virulence de cet agent fréquemment mortel et hautement contagieux (par voie respiratoire et cutanée). Or on ne dispose d'aucun médicament efficace. Quant à la vaccination antivariolique, elle a été abandonnée depuis une vingtaine d'années, la maladie étant considérée comme éradiquée en 1979. Toutes

tuées à la fois des insectes et des mammifères ». Depuis l'aube de l'ère chrétienne, *Yersinia pestis* a fait environ deux cents millions de victimes, et la réapparition de quelques cas dans un pays industrialisé suffirait à créer un état de panique. *Yersinia pestis* est aussi hautement dangereux pour les rats, de nombreux rongeurs, pour les chats ainsi que pour les moutons et les chameaux. Grâce aux travaux du pasteur Paul-Louis Simond, on a décodifié les circuits mêlés des contaminations qui conduisent à l'homme.

Les rats s'infectent par l'intermédiaire de certaines puces elles-mêmes contaminées. Ce sont ensuite ces puces, par piqûre, ou ces rats, par morsures, qui transmettent le germe à l'homme lorsqu'il pénètre dans un foyer naturel d'infection. D'autres mammifères, des chiens notamment, ou des marsupiaux peuvent également servir de pont entre les cycles sauvage et domestique en transportant les puces contaminées d'un endroit à un autre. La transmission interhumaine se fait ensuite par l'intermédiaire de ces insectes ou par voie aérienne. A ces circuits infectieux bien connus des vétérinaires et des infectiologues, il faut en ajouter un autre. En illustration de sa publication, *Nature* complète ainsi le schéma traditionnel par la représentation d'un hélicoptère à partir duquel des bioterroristes répandent *Yersinia pestis* sur une foule.

« La maladie naturelle s'observe le plus souvent sous la forme d'une adénite, le bubon. Utilisée comme

Liste des agents pathogènes

Le texte de l'arrêté signé par Bernard Kouchner dans le cadre du plan Biotox dresse la liste des agents pathogènes les plus dangereux qui pourraient être utilisés par des bioterroristes. Cette liste est composée de deux groupes :

● **Le premier groupe** rassemble les agents de maladies infectieuses et micro-organismes pathogènes (peste, charbon, brucellose, variole et pox virus, agents des fièvres hémorragiques, *Clostridium botulinum*).
● **Le second groupe** concerne les toxines (toxines botuliques, entérotoxines B du staphylocoque, saxitoxines, ricine, toxine diphtérique).

arme biologique, la bactérie serait dispersée par aérosol, ce qui induirait la forme pulmonaire, hautement contagieuse, de la maladie, précise-t-on au ministère de la santé. Les symptômes apparaissent un ou deux jours après l'exposition à l'aérosol. Le syndrome infectieux sévère est associé à des manifestations respiratoires après hémoptysie et dyspnée évoluant vers une détresse respiratoire avec collapsus circulatoire. La mortalité est très élevée. » Tout malade symptomatique doit être hospitalisé ou placé dans une structure médicalisée. Le traitement réside dans l'administration de différents antibiotiques (ciproflaxine, ofloxacine, doxycycline ou triméthoprim-sulfaméthazole) par voie orale ou intraveineuse.

LES TOXINES BOTULIQUES

Ce sont des substances protéiques produites par des bactéries anaérobies du genre *Clostridium*. Les spécialistes distinguent sept types antigéniques différents qu'ils désignent par des lettres de A à G. Elles « sont les plus puissants des poisons actuellement connus », peut-on lire dans la fiche d'information que le ministère de la santé vient d'adresser à certains établissements hospitaliers. « La maladie naturelle résulte le plus souvent de la consommation d'aliments contaminés, rarement de la contamination de blessures cutanées souillées par la bactérie. »

« Si elles sont utilisées comme armes biologiques les toxines sont dispersées par aérosol, inhalées par voie respiratoire, elles passent ensuite dans la circulation sanguine. » On peut également redouter l'introduction de la toxine dans les circuits d'eau potable des grandes cités, ou celle des bactéries productrices de toxine dans certains aliments préparés de manière artisanale ou industrielle.

Les symptômes apparaissent quelques heures après l'absorption de la toxine. Une contamination massive peut être à l'origine d'un arrêt cardio-respiratoire brutal. Habituellement, le botulisme est caractérisé par des signes oculaires (mydriase, presbytie aiguë) ainsi que par une paralysie descendante, bilatérale et symétrique non accompagnée de fièvre. Il n'y a actuellement, pour cette maladie non contagieuse, aucun traitement disponible, ni médicament, ni vaccin, ni antisérum. La surveillance cardiaque et respiratoire des malades en unité de réanimation est indispensable.

LE CHARBON (ANTHRAX EN ANGLAIS)

Comparé à ce risque sanitaire, celui représenté par l'agent de la fièvre charbonneuse, autre maladie qui ne se transmet pas d'homme à homme, peu apparaît moins important, dans la mesure où un traitement efficace existe. Ce sont ici les spores, hautement résistantes, de *Bacillus anthracis* qui peuvent aisément être dispersées par aérosols - ou via des systèmes de climatisation - et inhalées par voie respiratoire déclenchant une septicémie pouvant être mortelle. Le diagnostic est difficile dans la mesure où les premiers signes cliniques ne sont nullement spécifiques et pourraient

être confondus avec ceux d'une grippe ou de certains virus respiratoires.

Une fois les symptômes installés, le décès survient dans la plupart des cas entre un et trois jours. Le traitement - à partir d'antibiotiques adaptés (ciprofloxacine, ofloxacine, lévofloxacine, doxycycline, amoxicilline, selon les cas) - doit donc être le plus précoce possible et concerner toute la population exposée. Il dure huit semaines et s'accompagne d'une décontamination des patients (porteurs de spores dans les narines, sur la peau et les cheveux) ainsi que de l'environnement.

Jean-Yves Nau

Relance de la production de vaccin antivariolique

De nombreuses réflexions sont en cours au sein de l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé pour tenter de mettre au point une parade vaccinale ou sérologique à l'usage criminel du virus variolique. La question de la reprise d'une vaccination - à partir d'un nouveau type de vaccin - est d'ores et déjà soulevée. La France dispose aujourd'hui en tout et pour tout d'un stock de près de cinq millions de doses de vaccin antivariolique et, selon Bernard Kouchner, deux millions de doses supplémentaires pourraient être fabriquées « dans les prochains mois » par la multinationale Aventis Pasteur. Les Etats-Unis espèrent, pour leur part, disposer de quarante millions de doses vaccinales d'ici à l'été 2002.

soient intensifiées les recherches nécessaires à la mise en place rapide de nouveaux moyens de lutte.

Les services de Bernard Kouchner, ministre délégué à la santé, ont commencé à informer les établissements hospitaliers, les laboratoires d'analyses et les professionnels de santé sur la conduite à tenir face à ces différents agents. A Atlanta, les responsables des Centers for Diseases Control and Prevention et, à Chicago, ceux du *Journal of the American Medical Association* ont mis à la disposition du public américain les principales données existant sur ce sujet ainsi que les recommandations des groupes de travail de la « bio-défense civile ».

L'opinion découvre ainsi l'existence et la réalité d'une menace devant laquelle les pays industrialisés, cibles potentielles des commandos terroristes, semblent quelque peu démunis. Si de nombreux agents pathogènes sont utilisables à des fins criminelles, les spécialistes de la lutte contre la guerre biologique privilégient ceux - très toxiques et très contagieux - qui peuvent faire en une fois de très nombreuses victimes : variole, peste, charbon et toxine botulique.

les personnes nées depuis cette date sont donc exposées en cas de résurgence de la maladie, et rien ne permet d'affirmer que les plus âgées sont encore immunisées.

L'inquiétude des autorités sanitaires tient aux rumeurs relatives à l'existence de stocks de virus situés en dehors des deux sites officiels de conservation biologique : Atlanta aux Etats-Unis et Novossibirsk en Russie. Des cas accidentels d'infection dans des laboratoires ont montré que ce virus de la variole avait encore aujourd'hui toute sa dangerosité. Mis en culture avant d'être diffusé par voie aérienne - à partir d'un avion ou via les systèmes de climatisation -, il pourrait être d'autant plus meurtrier que les porteurs de la maladie sont contagieux pendant la période d'incubation - de 12 à 14 jours - de la maladie.

LE GERME DE LA PESTE

La coïncidence veut que l'on repare de *Yersinia pestis* au moment où des chercheurs britanniques annoncent (*Nature* daté du 4 octobre) le séquençage du génome de cette bactérie. Il « apparaît hautement dynamique », ce qui « explique peut-être sa capacité à

Les Nobel récompensent la chimie de droite et celle de gauche

EN ATTRIBUANT, mercredi 10 octobre, à Stockholm, le prix Nobel de chimie 2001 aux Américains William S. Knowles (à la retraite) et K. Barry Sharpless (Scripps Research Institute de La Jolla, Californie), ainsi qu'au Japonais Ryoji Noyori (Nagoya University, Chisuka), l'Académie royale des sciences de Suède a récompensé les « pères » de la synthèse asymétrique catalytique. Un secteur de la chimie dont toute la communauté attendait qu'il soit reconnu par les Nobel, tant les applications industrielles sont nombreuses dans les domaines de la synthèse des médicaments, des parfums et de l'agrochimie.

Mais, dans le même temps, c'est par un cri de déception unanime des chimistes français que la nouvelle a été accueillie. « Le prix est mérité, mais pourquoi n'ont-ils pas associé Henri Kagan ? » « Son œuvre est pourtant superbe, il le méritait aussi. » « C'est vraiment triste pour la chimie française. » Dommage. Peut-être Henri Kagan (Laboratoire de synthèse asymétrique, université de Paris-Sud/CNRS, Orsay) a-t-il souffert d'avoir fait ses premières découvertes sur la synthèse asymétrique catalytique peu de temps après

William S. Knowles. Pourtant, dans leur communiqué, les Nobel manquent pas de rappeler les noms de ceux - Horner, Kagan, Morrison et Bosnich - qui ont puissamment contribué à développer et élargir ce domaine de la chimie.

Quoi qu'il en soit, ce sont aujourd'hui vingt à trente ans de recherches sur la catalyse qui sont couronnés. Pour bien comprendre ce que cette synthèse asymétrique catalytique représente, il faut remonter à Pasteur et à ses travaux (1858) sur la chiralité (du grec *kheir* : main). Certaines molécules chimiques existent sous deux formes différentes (énantiomères), images l'une de l'autre dans un miroir comme le sont la main gauche et la main droite. Ces molécules sont dites « chirales » et dévient la lumière polarisée soit à droite, soit à gauche.

CITRON OU ORANGE

Cette chiralité ne se résume pas à une simple curiosité. La plupart des molécules du vivant se présentent sous deux formes, « gauche » ou « droite ». Ainsi les acides aminés, éléments constitutifs des protéines, n'existent pratiquement que sous une des deux, celle qui

dévie la lumière à gauche. Parfois, en revanche, certaines espèces chimiques se présentent sous les deux formes. C'est le cas du limonène qui, selon qu'il est droit ou gauche, a goût de citron ou d'orange et aussi du carvone, à l'odeur de menthe ou de cumin. C'est le cas également, dans un genre plus dramatique, de la thalidomide, dont une variété était un sédatif hypnotique et l'autre avait de graves effets tératogènes.

Etre capable de produire à la demande l'espèce « gauche » ou « droite » a été rendu possible grâce aux travaux des trois Nobel. Tous, bien que par des voies différentes, ont mis au point des catalyseurs permettant de produire préférentiellement dans un réacteur chimique une espèce plutôt que l'autre. Un catalyseur est constitué d'un métal (nickel, rhodium, ruthénium, palladium, platine ou titane) entouré de ce que les chimistes appellent un « ligand », c'est-à-dire une molécule capable de se lier à cet atome métallique. Le complexe ainsi formé permet, avec une grande efficacité, de transférer un composé chimique en un autre.

Ce qu'ont fait les trois Nobel, c'est de remplacer les ligands clas-

siques par des ligands chiraux qui « donnent au métal une intelligence de la droite ou de la gauche ». Avec ces complexes-là, le réacteur chimique qui produisait auparavant autant de molécules droites que de molécules gauches devient soudain apte à n'en produire qu'une seule variété. Le premier, William S. Knowles, a su créer un catalyseur chirale qui a conduit Monsanto à produire industriellement, au début des années 1970, la L-DOPA utilisée dans le traitement de la maladie de Parkinson. Ryoji Noyori, lui, en a développé d'autres, qui ont permis la synthèse de plusieurs antibiotiques.

Quant à K. Barry Sharpless, dont les recherches ont facilité la synthèse de certains bêtabloquants utilisés en cardiologie, ses travaux ont été essentiels à l'élargissement de la discipline. Une discipline en pleine expansion si l'on en juge par l'opinion des experts de Frost & Sullivan qui, en 2000, estimaient le marché des molécules chirales utilisées pour fabriquer des médicaments et des produits phytosanitaires à 90 milliards de dollars par an, avec une croissance annuelle de 8 %.

Jean-François Augereau

TROIS QUESTIONS À ...

MARC CUZIN

1 Vous êtes directeur technique et cofondateur d'Apibio, filiale du CEA et du groupe BioMérieux-Pierre-Fabre, spécialisée dans les puces à ADN. Peuvent-elles être utilisées pour détecter une attaque bactériologique ?

C'est tout à fait possible à partir du moment où vous connaissez les gènes - la signature biologique - des organismes vivants que vous voulez détecter. Grâce à cette information, on peut réaliser une puce comportant des sondes à ADN synthétique qui permettent de détecter les gènes des organismes recherchés. Mais attention, la détection n'est pas directe. Si une spore d'anthrax se pose sur une biopuce, il ne se passera rien. Il faut en effet au préalable extraire l'ADN des cellules recueillies sur le terrain pour le faire réagir avec celui de la biopuce.

2 Ce processus implique des manipulations et une perte de temps. Est-ce possible en automatique et en direct ?

Un certain nombre de travaux couverts par le secret-défense se font de par le monde sur ce thème. Ces questions de défense nationale ont été anticipées et pri-

ses en compte il y a un certain nombre d'années par plusieurs pays. Ces expériences visent à dire si oui ou non un organisme vivant se trouve dans le prélèvement qu'on vient d'effectuer et, dans l'affirmative, si cet organisme fait ou non partie d'une liste d'organismes dangereux. Le principe consiste à aspirer quelques mètres cubes d'air avec un « renifleur », à mettre en solution le contenu du prélèvement, à le filtrer et à l'analyser. Tout peut se faire *in situ*, mais cela prend quand même quelques heures.

3 Quels sont les autres moyens de détecter les armes bactériologiques ?

On peut avoir recours à d'autres analyses plus standards de biologie moléculaire, comme l'électrophorèse. Mais ces outils présentent moins d'avantages que la biopuce. Ils ne font qu'une analyse à la fois, alors qu'une puce à ADN en mène plusieurs en parallèle. De plus, les volumes nécessaires à l'analyse sont mille fois moins importants avec une puce à ADN, qui peut de surcroît donner plus de réponses dans le même temps d'analyse.

Propos recueillis par Pierre Barthélémy

Le Monde et LE ROBERT

Grand jeu concours de la langue française

un Grand Robert, dix Robert Historique et dix Petit Robert à gagner chaque jour, jusqu'au 19 octobre (Le Monde daté 20)

- 1** En sept lettres, quel mot désignant une construction et terminé par la finale « tion » est un nom masculin ?
- 2** Quel mot de la famille « torrifier », qui vient du latin « torrere », « faire sécher » et « brûler », a pris un sens contraire à l'étymologie pour désigner quelque chose de rapide et d'impétueux ?
- 3** Quel nom féminin dérivé du nom d'un dieu de la mythologie grecque peut être synonyme de terreur ?

Envoyez vos réponses sur carte postale à :
Jeu-concours Dictionnaires Le Robert, 27, rue de la Glacière, 75640 Paris Cedex 13
 Parmi les bonnes réponses, chaque jour, 21 gagnants seront désignés par tirage au sort. Résultats et liste des gagnants dans *Le Monde* daté 4-5/11.
Le règlement complet du jeu est déposé chez M'Dubois, huissier de justice à Paris, 35, rue Vineuse, 75116 Paris, et disponible gratuitement aux Dictionnaires Le Robert. Jeu gratuit sans obligation d'achat. Remboursement du timbre pour les demandes de règlement et/ou les participations au tarif postal lent en vigueur.

Nouvelle édition revue et augmentée

LE GRAND ROBERT DE LA LANGUE FRANÇAISE

Souscription en librairie à 2 100 F jusqu'au 15 novembre 2001, au lieu de 2 600 F

Le temps passe, Jeannie Longo-Ciprelli demeure

Après avoir conquis un treizième titre mondial, mercredi 10 octobre, dans le contre-la-montre, la Française devait prendre part à la course sur route, non sans ambition. A quarante-trois ans, elle inspire plus que du respect à ses adversaires

La Française Jeannie Longo-Ciprelli devait tenter, samedi 13 octobre, à Lisbonne (Portugal), d'enrichir d'un nouveau titre mondial un palmarès déjà riche de treize trophées. Mercredi, elle a emporté le contre-la-montre.

LISBONNE (Portugal)
de notre envoyé spécial

Samedi 13 octobre, à 13 heures, Jeannie Longo-Ciprelli, treize fois championne du monde de cyclisme toutes disciplines confondues, prendra le départ de l'épreuve mondiale sur route, tracée dans le parc floral de Monsanto, à Lisbonne (Portugal). Si elle va au bout de la course, elle couvrira une distance de 121 kilomètres, soit dix fois le tour du circuit sur lequel elle a conquis, mercredi, le titre de championne du monde du contre-la-montre individuel et donc le treizième maillot arc-en-ciel de sa carrière. « Cette fois, c'est l'émotion qui domine, a-t-elle commenté à l'issue de son exploit. C'est un peu le couronnement de ma carrière. »

Si le soleil brille sur la capitale portugaise, samedi, comme il brillait mercredi, Jeannie Longo-Ciprelli n'étonnerait personne en décrochant son sixième titre mondial sur route. Parce que la Française n'a qu'une hantise : les mauvaises conditions atmosphériques. « Je n'ai jamais aimé le froid et, en vieillissant, ça ne s'arrange pas », dit-elle. On a du mal à le croire et pourtant il faut bien s'y résoudre : Jeannie Longo-Ciprelli vieillit.

Le 31 octobre, elle fêtera ses qua-

rante-trois ans, dont vingt-deux passés sur une selle de vélo. Son dernier titre mondial, avant celui de mercredi, remontait à 1997 et, déjà, à cette époque, la question revenait comme un leitmotiv : « Serez-vous encore là l'année prochaine ? » Comme elle le fait depuis plus de dix ans, Jeannie Longo avait dû s'en tirer par un : « Je ne sais pas. Je continuerais probablement pour le plaisir. » C'est ce qu'elle a fait, et à force de plaisir, elle était devenue vice-championne du monde du contre-la-montre, il y a un an à Plouay, en France.

« L'EFFORT ABSOLU »

Mercredi, à Lisbonne, Jeannie Longo-Ciprelli n'a rien promis. Ni de poursuivre ni d'arrêter. Elle a simplement noté que les prochains mondiaux de 2002 et 2003 se dérouleront à Zolder, en Belgique, et à Hamilton, au Canada, sous des climats qu'elle n'apprécie guère. « Moi, je n'en sais pas davantage. Je ne pense plus. On me pose la question depuis la médaille d'or aux Jeux d'Atlanta en 1996 », a confié au Monde Patrice Ciprelli, qui entraîne sa championne d'épouse depuis plus de vingt ans.

C'est en 1979 que cette Savoyarde a caractérisé le caractère trempé et au visage émacié d'un disputé sa première course cycliste. Auparavant, elle avait entamé une carrière de skieuse qui l'avait conduite aux portes de l'équipe de France universitaire mais, comme elle n'excellait pas

suffisamment sur les pistes, elle s'était orientée vers la petite reine. « Au début, je ne me plaisais pas dans ce milieu. J'ai eu beaucoup de mal à y entrer, d'ailleurs je n'y suis jamais entrée vraiment », confiait-elle au Monde il y a quelques mois. Pourtant, depuis, elle additionne les victoires (environ 670 au total) et collectionne les records (le dernier date de décembre 2000 à Mexico). Inlassablement, cette petite femme - elle mesure 1,64 mètre et pèse 47 kilos - soumet son corps sec comme une trique à une hygiène stricte et à un entraînement constant.

« Elle recherche l'effort absolu. C'est son moteur, sa motivation. C'est là qu'elle puise sa force et sa hargne ; plus que dans la volonté de battre ses adversaires », analyse

Un incroyable palmarès

- **Jeux olympiques.** Course sur route : 1^{re} (1996), 2^e (1992). Contre-la-montre : 2^e (1996), 3^e (2000).
- **Championnats du monde.** Course sur route : 1^{re} (1985, 86, 87, 89, 95), 2^e (1981, 93). Contre-la-montre : 1^{re} (1995, 96, 97, 2001), 2^e (2000), 3^e (1994). Poursuite : 1^{re} (1986, 88, 89), 2^e (1984, 85, 87), 3^e (1981, 82, 83). Course aux points : 1^{re} (1989).
- **Tour de France.** 1^{re} (1987, 88, 89).
- **Record de l'heure.** Ancienne formule (vélo aérodynamique) :

Patrice Ciprelli. Il y a deux semaines, le couple Longo-Ciprelli était aux Etats-Unis afin de préparer ce championnat du monde. A 2 400 m d'altitude, sur les hauteurs de l'Arizona, ils ont ensemble peaufiné dans les moindres détails le scénario de ce mondial. Dix fois, vingt fois, Jeannie Longo s'est collée à l'asphalte sur des reliefs similaires à celui du circuit lusitanien.

Ainsi va Jeannie Longo-Ciprelli. Elle ne se plaint que dans la quête de perfection. Elle avance par les défis qu'elle se lance et qu'elle finit toujours par relever. Derrière son sourire affable se dissimule une championne parfois irascible. Mais il semble qu'avec le temps elle devienne plus conciliante. « Moi, je la trouve particulièrement détendue. C'est la première fois que

48,159 km, le 26 octobre 1996 à Mexico. Nouvelle formule (vélo classique) : 45,094 km, le 7 décembre 2000 à Mexico. Elle possède 36 autres records du monde, sur des distances variées, tant en salle qu'en plein air.

- **Championnats de France.** 42 titres, toutes disciplines confondues (y compris le VTT).
- **Musique.** Jeannie Longo-Ciprelli est l'héroïne d'une chanson de Philippe Katerine, Comme Jeannie Longo, dans Les Mariages chinois (Barclay, 1993).

Yves Bordenave

A Lisbonne, Jan Ullrich était exact au rendez-vous

LISBONNE (Portugal)
de notre envoyé spécial

Après sa victoire au Tour d'Emilie, le 7 octobre, les Italiens l'avaient désigné « homme à battre » du 68^e championnat du monde sur route, qui se disputera, dimanche 14 octobre, sur un circuit de 254 kilomètres tracé non loin du centre de Lisbonne (Portugal). En emportant, jeudi, son deuxième titre mondial de contre-la-montre (le premier date de 1999), Jan Ullrich a confirmé qu'il s'était bel et bien préparé pour succéder au Letton Romans Vainsteins, champion du monde sur route en titre.

L'Allemand en est convenu après avoir enfilé le maillot arc-en-ciel : « C'est une bonne répétition et un bon stimulant pour dimanche. Mon objectif, c'est la course en ligne. Tou-

te ma préparation a été orientée dans cette direction. » En l'absence de son rival américain, Lance Armstrong, intouchable dans l'exercice solitaire, Jan Ullrich, vingt-sept ans, champion olympique 2000, s'est imposé au terme des 38 kilomètres de course, devant l'Ecosais David Millar. Ce dernier, qui avait tout misé sur cette épreuve, a avoué sa déception : « C'était la course de ma vie. Je suis très triste. Je ne peux pas croire à ce dénouement. »

EN FINIR AVEC SES PROBLÈMES DE POIDS

Une fois n'est pas coutume, l'Allemand, vainqueur du Tour de France 1997, a su conserver après l'été une condition physique qui lui avait permis de terminer deuxième de la Grande Boucle, le 29 juillet,

derrière Lance Armstrong. Jan Ullrich semble décidé à conjurer ses travers. Il a récemment fait appel à un expert en diététique afin de lutter contre ses problèmes de poids, qui font chaque année du natif de Rostock la risée du peloton. Celui que l'on présentait après le Tour 1997 comme le successeur de Miguel Indurain a longtemps dit qu'il avait envie « de vivre, de s'amuser, de manger ». Bref, Jan Ullrich ne s'est jamais mis dans la peau d'un champion capable de consacrer tout son temps à la pratique de son sport. « Mis à part le Tour de France, il y a peu d'épreuves qui me motivent vraiment », affirme-t-il.

Il a fallu attendre le printemps 2001 et l'insistance de Rudy Pevenage, son directeur sportif, pour qu'il s'aligne une première fois

au départ du Tour d'Italie. Il regrette d'avoir tant attendu pour le faire. Pourtant, sa participation lui a valu quelques démêlés avec la justice italienne. L'opération de police, menée dans la nuit du 3 au 4 juin à San Remo, dans les hôtels des équipes, n'a pas épargné sa formation. Intrigué par certains médicaments découverts dans les bagages de la Deutsche Telekom, le juge florentin Luigi Boccioni, chargé d'instruire cette affaire, a informé l'Allemand qu'il le convoquerait après les championnats du monde. Le nouveau champion du monde a déclaré qu'il n'avait pas l'intention de se rendre en Italie : « Je ne suis pas concerné par cette affaire. »

Y. B.

Le Défi français pour la Coupe de l'America se prépare sans hâte

LORIENT (Morbihan)
de notre envoyé spécial

Ce jour-là, la séance d'entraînement a plutôt mal commencé : à peine Black-Magic était-il déposé sur les eaux de Lorient, à l'ombre

des immenses bâtiments de l'ancienne base sous-marine, qu'une légère voie d'eau obligeait à relever sur-le-

champ le bateau. Loué jusqu'en août 2002 par l'équipe du Défi français en campagne pour la prochaine Coupe de l'America de 2003, le voilier néo-zélandais, vainqueur à San Diego (Etats-Unis) de l'édition 1995, est le partenaire d'entraînement de FRA-46, ex-6-Sens, demi-finaliste de la dernière Coupe Louis-Vuitton en janvier 2000.

Agrément d'une large mais discrète feuille de fougère, symbole de son pays d'origine, l'imposant class America à la carène noire, arrivé à Lorient le 16 juin, mais mis à l'eau à la fin du mois suivant, a tout d'abord permis de mieux situer les performances et les caractéristiques du bateau français à la robe orange auquel il a pu se mesurer. Surtout, en doublant la capacité d'accueil à bord - seize hommes sont, selon les règles de la Coupe, aux commandes de chaque voilier durant les courses -, sa présence permet de plus largement évaluer le niveau des candidats qui seront sélectionnés pour constituer l'équipe finale : vingt-six navigants qui se partageront entre le noyau des membres déjà présents et les nouveaux venus.

« Sur les 55 personnes présentes en septembre, il en reste aujourd'hui 35, explique Pierre Mas, directeur sportif du Défi français, depuis le Zodiac qui lui permet de suivre attentivement l'évolution de ses hommes. Vu le bon niveau général des équipiers, je n'ai pas envie de trop me presser pour la sélection des 26. Ça peut aller jusqu'à mars ou avril 2002. » L'effectif définitif, qui devait être communiqué courant octobre, permettra de connaître la composition de la cellule arrière.

Véritable centre névralgique, c'est là que se trouvent le navigateur, chargé de l'observation et de l'exploitation du plan d'eau, le tacticien, qui gère la position du bateau face à son concurrent, et le barreur, responsable, en particulier, du bon déroulement de l'ensemble des manœuvres. Sur ce dernier poste, le plus prestigieux, trois hommes sont en lice : les Français Sébastien Col et Philippe Presti et

le franco-australien Sébastien Destreméau.

Ce jour-là, par un temps des plus cléments, grand soleil et bon vent, FRA-46 a donc débuté seul son entraînement. Les seize hommes d'équipage se sont concentrés sur le programme du jour tel qu'exposé peu auparavant lors du briefing par Pierre Mas. Face à l'île de Groix, sur un plan d'eau choisi parce qu'il présente notamment de nombreuses similitudes avec celui de la baie d'Hauraki, au large d'Auckland, où se déroulera la prochaine Coupe, l'équipage a commencé par s'adonner aux indispensables exercices d'échauffement collectif.

DEUX BATEAUX EN CONSTRUCTION

La condition physique des marins est essentielle dans une épreuve où les capacités de résistance musculaire et le degré de fatigue nerveuse sont des paramètres déterminants pour qui veut aller

Un nouveau format pour la Coupe Louis-Vuitton

La cinglante défaite (5-0) essuyée par le défi italien Prada-Challenge, face au défendeur, Team-New-Zealand, lors de la dernière édition de la Coupe de l'America, a amené les dix défis inscrits à l'édition 2002-2003 à élaborer un nouveau format de course. Le format initial comprenait trois rounds Robin au cours desquels chaque challenger rencontrait tous les autres. Les meilleurs estimaient avoir perdu leur temps à rencontrer les plus faibles. De plus, la trop courte période entre la fin de la finale de la Coupe Louis-Vuitton et le début de la Coupe de l'America ne laissait pas assez de temps au challenger vainqueur pour récupérer et se préparer. Le nouveau format comportera deux rounds Robin au terme desquels huit équipes seront retenues puis partagées en deux groupes : les meilleurs d'un côté, les moins bons de l'autre. Des rencontres au sein de chaque groupe permettront de réduire plus rapidement le nombre des candidats et, surtout, d'offrir dix-huit jours de répit au deux meilleurs quarts-de-finalistes avant qu'ils ne se rencontrent en demi-finale.

Jean-Jacques Larrochelle

DÉPÊCHES

■ **ATHLÉTISME :** la 23^e édition des 20 kilomètres de Paris, qui devait se courir dimanche 14 octobre, est reportée à une date ultérieure en raison du renforcement du plan Vigipirate, ont annoncé ses organisateurs, jeudi 11 octobre, dans un communiqué. La préfecture de police de Paris n'a pas été en mesure de mettre à la disposition des organisateurs les forces de police nécessaires à la sécurité de cette course qui emprunte quelques-unes des plus belles artères de la capitale française, souligne un des principaux intervenants sur ce dossier.

■ **AUTOMOBILISME :** quelques jours après avoir annoncé qu'il quittait la Formule 1 à la fin de la saison 2001, le Français Jean Alesi (Jordan-Honda) a réalisé le meilleur temps de la première journée (deux séances confondues) d'essais libres du Grand Prix du Japon, dix-septième et dernière épreuve du championnat du monde de F1, qui doit avoir lieu dimanche 14 octobre sur le circuit de Suzuka.

■ **La Fédération internationale de l'automobile (FIA) vient de donner son accord provisoire pour le démarrage d'une nouvelle compétition,** le Premier 1 Grand Prix, avec vingt-quatre monoplaces identiques portant chacune les couleurs d'un grand club européen ou sud-américain de football. Cette compétition devrait comprendre dix courses la première année, à partir de juillet 2002. Si cette nouvelle formule voyait le jour, la grille de départ à Estoril, en juillet 2002, pourrait être constituée de trois clubs pour chacun des championnats majeurs européens : la Liga espagnole, la Série A italienne, la division 1 française, la Premier League anglaise et la Bundesliga allemande. - (AFP)

■ **FOOTBALL :** le président de la Fédération française de football (FFF), Claude Simonet, qui participe à Prague (République tchèque) au comité exécutif et au congrès extraordinaire de l'Union européenne de football (UEFA), a déclaré, jeudi 11 octobre, qu'il était prêt « à s'effacer devant Michel Platini » afin que celui-ci puisse entrer au comité exécutif de l'UEFA. - (AFP)

■ **Le secrétariat général de la Fédération internationale (FIFA) doit étudier le rapport qu'il a commandé à l'arbitre portugais de France-Algérie, Gomez Costa,** à la suite de l'interruption du match, samedi 6 octobre. Des supporters algériens avaient envahi la pelouse à la 76^e minute du match. D'autres rapports sont attendus des fédérations française et algérienne. De son côté, le Consortium du Stade de France va devoir évaluer les dégâts occasionnés à la suite de ces incidents.

NOUVEAU
RENDEZ-VOUS
IMMOBILIER

Désormais,
retrouvez
nos annonces
classées
chaque mercredi
daté jeudi.

PRÊT-À-PORTER PRINTEMPS-ÉTÉ 2002

Impressions colorées

En cette fin de collections, des créateurs redonnent des couleurs à la mode, des patchworks fleuris de Nicolas Ghesquiere chez Balenciaga aux hippies illuminés de Jean-Paul Gaultier

DANS LE DÉCOR austère du couvent des Cordeliers, jeudi 11 octobre, Nicolas Ghesquiere – directeur artistique de Balenciaga – a une nouvelle fois raflé les applaudissements avec sa collection, la première depuis le rachat de la marque par le groupe Gucci en juillet. Affichée en coulisse, une note alertait les habilleuses : « *Les vêtements sont très très fragiles. Pas de bijoux. Les tissus sont très fragiles. Les filles ne doivent pas se baisser pour ajuster leurs chaussures. Les ajuster sur elles.* »

Des fragments de matière composent robes et bustiers, dans un assemblage complexe de tissus fleuris, de voiles traversés de fils d'or ou de manches en cote de maille qui suivent le corps sans le heurter. « *Nous avons travaillé sur des archétypes d'imprimés, que tout le monde connaît : les Liberty, les indiennes, les jacquards tissés* », explique Nicolas Ghesquiere, 30 ans, qui délaisse les constructions architecturées de l'hiver pour « *des formes très naïves avec des patchworks nuages, comme un puzzle autour du corps* ». Pas un centimètre de tissu n'est négligé dans ces pièces matelassées, surpiquées, agrippées parfois de poussière de strass, qui seront produites au printemps en édition limitée. D'autres silhouettes de coton lavé rose tendre et de viscose noire bousculent le regard sur les vêtements, reliés entre eux par un réseau d'attaches. « *Tout est centré sur les ouvertures, en évitant un côté trop sexy* », précise le lauréat de l'International Fashion Awards 2001, devenu en quelques années l'un des principaux inspirateurs de la mode.

LE RECYCLAGE DE MATÉRIAUX

Ainsi, dans les collections, l'éloge de l'inachevé fait recette, comme chez le Japonais Atsuro Tayama, qui chahute des mousselines aux tons passés (craie, bleu-gris, lilas) et pose par endroits des morceaux de veste d'homme. Pionnier incontesté dans le recyclage de matériaux, le Belge Martin Margiela a installé ses quartiers pendant une semaine dans un bar-tabac près du Pont Neuf, préférant aux mannequins une présentation personnalisée des modèles sur portant. Après son défilé pour Hermès dans la boutique cossue du faubourg Saint-Honoré, le créateur invisible a confié à ses collaborateurs en blouse blanche le soin d'expliquer les vêtements de sa marque, au milieu des tables en formica. Coupés en cercle, les chemises ou les blousons d'aviateurs trouvés dans des vieux stocks prennent des proportions nouvelles et intéressantes. Cet adepte des détournements paupéristes récupère des matières d'ameublement avec des blouses en damassé et des cordons de passementerie portés comme des boas. Malgré le cours magistral asséné par son équipe, on a du mal à comprendre l'intérêt d'une cape mal taillée dans un trench géant en taille 72.

Dans cette semaine de tous les extrêmes, d'autres conjurent l'humour ambiante en envisageant la mode comme une fête, telle Sonia Rykiel, qui a décliné ses classiques maison (noirs profonds, strass, maille souple) dans une collection sans surprise. La maille rayée « *Bloodymary* » et « *Bubblegum* », le manteau de satin eucalyptus ou la jupe en agneau plongé bleu lagon donnent une tonalité acidulée au prêt-à-porter de l'été qui s'uniformise sous des cortèges de voiles blancs. Brodés *diamond*, émeraude ou rubis aux couleurs de la pierre, les pulls se portent avec des pantalons baggy en denim qui dessinent une silhouette juvénile.

Issue d'un rêve psychédélique de Jean-Paul Gaultier, une procession de Krishnas égarés a atterri dans la salle Lenôtre du Carrousel du Louvre. Sur des « *ôm* » et des airs tibétains remixés par le DJ Ravin, du Bouddha Bar, les mannequins à la marche ralentie ont surgi d'un tunnel de lumière dans des

confectionnées dans des bas de soie. Au vu de cette collection, où le vêtement s'efface parfois sous l'accumulation et les effets de stylisme, il semble que ce virtuose des métissages inédits concentre son énergie sur sa ligne de haute couture.

Dans un final moins nirvanes-



tuniques néo-hippies. Mandarine, orange, safran ou paprika... Les couleurs empruntées aux moines bouddhistes réchauffent la palette estivale. A côté de vêtements de facture traditionnelle (veste courte tibétaine dans un tissu à rayures tennis), il joue sur des effets de matières plus ou moins heureux avec des maillots de bain en latex décorés comme des bonnets de bain de grand-mère ou des robes

que, Jean-Paul Gaultier s'est offert les prestations de Steevy et Loana, mobilisant l'attention des photographes « *people* ». Vêtu d'un marcel noir « *Fashion is my profession* », le couturier est venu saluer son public, entouré des deux lofteurs visiblement moins à l'aise que les mannequins sur les podiums.

Anne-Laure Quilleriet



Photographies de Gérard Uféras Rapho



Tresses et grelots pour les coiffures du défilé de Jean-Paul Gaultier, ci-dessus. Les jeux de déconstruction de Nicolas Ghesquiere pour Balenciaga, dont la collection a été présentée au couvent des Cordeliers, ci-dessus à gauche. Robe en jersey de soie imprimé et robe-string, de la marque Léonard qui s'est entourée des stylistes E2, ci-contre. Les coulisses du défilé Sonia Rykiel, en bas à gauche.

Le dépoussiérage inattendu de Léonard

« *LE STYLE Léonard, c'est une orchidée sur de la soie* », résume Daniel Tribouillard, PDG et ex-créateur de la marque française de prêt-à-porter. Tout en suivant ce précepte, la première collection de Michèle et Olivier Chatenet, présentée jeudi 11 octobre, au Carrousel du Louvre, a su donner aux codes maison une modernité insoupçonnée.

Il faut dire que les créateurs d'E2 – leur marque de vêtements vintage –, anciennement stylistes chez Hermès et fondateurs de Mariot Chanet, sont rompus aux exercices de dépoussiérage.

Née en 1958, la maison Léonard a connu ses heures de gloire dans les *seventies* avec ses robes colorées en jersey de soie, imprimées de motifs végétaux graphiques. Depuis, cloisonnée dans ce thème qui l'a rendue célèbre, la marque, qui réalise 61 % de son chiffre d'affaires en Asie, s'est offert – sur le modèle d'Emilio Pucci – un lifting pour son prêt-à-porter, en même temps qu'un nouveau parfum, baptisé Léonara.

« *Pour faire la transition, nous avons gardé les mêmes matières et les imprimés luxueux – certains motifs peuvent contenir jusqu'à 15 couleurs –, tout en retravaillant les coupes, et les teintes, dans une palette plus douce* », explique le couple de créateurs. Les fonds fuchsia ou turquoise sont remplacés par des tons cosmétiques (beige poudré, rose

grisé...) sur lesquels se découpent des ombres de bambous, ou des jeux de rayures horizontales. Imprimés « *caviar* » (réalisés en 1975), coups de pinceau à la Yves Klein. Ces motifs, dégoutés dans les archives de la maison, donnent une touche vintage à la collection et peuvent s'associer sans mal aux autres imprimés de saison, préparés un an et demi à l'avance par un atelier de sérigraphie interne.

BROUILLER LES CODES BASIQUES

« *N'utiliser que quatre couleurs sur certaines pièces nous a permis de coordonner les vêtements entre eux. Une idée totalement nouvelle chez Léonard* », continue Michèle Chatenet. Robe longue fendue très haut sur la cuisse, tuniques de Diane chasseresse, fourreau ouvert sur les fesses avec string incorporé, veste à col kimono brouillent les codes basiques – profond décolleté et jupe courte – du sexy maison. Matière fétiche de Léonard, le jersey de soie joue les effets high tech avec un imprimé palme aux serts phosphorescents ou laisse une place à d'autres étoffes comme le velours côtelé ou l'éponge.

Un esprit à la fois décontracté, sensuel et luxueux qui séduira peut-être la nouvelle génération de Tropéziennes.

Louise Roque

PERRONO - BIJOUX

Anciens - Occasions - Argenterie
Pierre précieuses - Brillants
Création et transformation
Achats, Ventes,
Echanges, Réparations

Sélectionné par le guide
"PARIS PAS CHER"

OPERA angle bd. des Italiens
4, chaussée d'Antin

ETOILE 37, avenue Victor Hugo
ouverts du mardi au samedi

La compassion pour l'Inde d'un hindou de Trinidad

LES PROPOS SUR L'ISLAM que tient V. S. Naipaul, Indien des Antilles et hindou de haute caste brahmane, ne vont pas manquer – surtout à l'aune de la situation internationale actuelle – de susciter la condamnation des intellectuels du monde arabo-musulman. Lors de la sortie de son livre *Jusqu'au bout de la foi*, dans lequel le futur Prix Nobel relate son voyage dans les terres musulmanes de l'Asie (Pakistan, Malaisie, Iran, Indonésie), il portait, au sujet des musulmans convertis, le jugement suivant : « *La seule terre sacrée de l'islam, c'est l'Arabie saoudite. Ailleurs, quand vous êtes un converti, vous désirez devenir une non-entité, vous devenez transparent, culturellement vide* » (*Le Monde* du 17 juillet 1998).

Pour V. S. Naipaul, les différences vagues de conquérants musulmans, notamment dans ce qui est aujourd'hui l'Inde et le Pakistan, ont non seulement abouti à une sorte de génocide culturel, mais ont contribué à littéralement dépecer de leur identité hindoue originelle tous ceux qui, par le glaive ou par choix, ont été convertis à la religion du prophète. L'islam est donc, selon lui, une « tyrannie », le tragique instrument qui pousse les gens, c'est-à-dire les peuples non arabes, « à ne devenir rien », à renier leur passé, leur culture, à oublier ce qu'ils étaient en se dissolvant dans l'ensemble flou de l'« *oumma* », la communauté des croyants.

« PENSÉE DIFFÉRENTE »

Pour comprendre l'évolution de V. S. Naipaul à cet égard, il faut relire les premiers livres écrits sur l'Inde, *The Area of Darkness* (*L'illusion des ténèbres*) et *India: A Wounded Civilization* (*L'Inde brisée*). C'est l'époque où l'hindou de Trinidad « redécouvre », c'est-à-dire découvre tout court, ce pays dont il est issu et qu'il ne connaît pas, tout en ayant été élevé dans une famille dont l'exil a renforcé les liens avec le monde culturel indien. Naipaul est, à l'époque, tellement critique devant la réalité d'une Inde pauvre, sale, empêtrée dans ses contradictions, que ses ouvrages déclenchent un tollé sur la terre de ses ancêtres.

Son dernier ouvrage sur l'Inde, *L'Inde, un million de révoltes*, est un fascinant voyage au cœur de la réalité indienne. A travers le portrait vivant de multiples acteurs, il offre cependant, près d'un quart de siècle après les autres livres « indiens », un tableau différent. Naipaul développe une réelle compassion à l'égard de l'Inde. Sa vision va désormais bien au-delà des impressions liées à un retour aux sources de sa culture. Au point que l'écrivain va finir par s'inscrire, depuis lors, dans un discours politiquement très incorrect pour les tenants de l'harmonie communautaire entre hindous et musulmans en Inde... Et s'associer, d'une certaine façon, à l'idéologie en cours du parti nationaliste hindou BJP, actuellement au pouvoir à New Delhi.

Naipaul, dans un récent article du quotidien britannique *The*



V. S. Naipaul est, à l'époque où il découvre le pays dont il est issu, tellement critique devant la réalité d'une Inde pauvre, sale, empêtrée dans ses contradictions, que ses ouvrages déclenchent un tollé sur la terre de ses ancêtres.

Guardian, répète ainsi que « *l'islam a mis en esclavage [les peuples d'Asie] et tenté de détruire les autres cultures ; quand vous vous convertissez [à l'islam], vous devez détruire votre passé, vous devez dire "ma culture ancestrale n'existe pas, elle ne compte plus"* ». La réaction d'un journaliste d'origine pakistanaise, Ahmed Versi, cité par *The Guardian*, résume bien la façon dont Naipaul est désormais perçu par les musulmans du sous-continent indien : « *Ce qu'il dit choque beaucoup de monde, mais ce n'est guère surprenant pour ceux qui ont lu ses livres : après tout, c'est un nationaliste hindou, qui professe une profonde inimitié pour les musulmans !* »

Ce jugement est évidemment polémique. Cependant, il est patent que l'attitude de Naipaul à l'égard de l'hindouisme a changé. Comme on le comprend à la lu-

mière de son rapport à ses origines de caste. Dans une récente interview à la revue américaine *Literary Review*, V. S. Naipaul confessait ainsi « *avoir une pensée différente maintenant sur [le système] de castes. Je comprends le sentiment de clan, la nécessité [d'un tel système] dans un grand pays* ». Ses propos sur le parti hindou fascinant Shiv Sena, qui était encore récemment au pouvoir à Bombay, dans l'Etat du Maharashtra, sont encore plus significatifs : « *J'ai la plus profonde sympathie pour ce genre de mouvements qui viennent de la base, affirme-t-il. Je n'oublie pas mes origines paysannes.* »

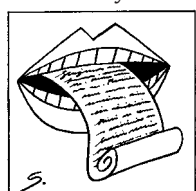
Curieux jugement, puisque ce parti, l'« armée de Shivaji », du nom d'un ancien roi hindou qui guerroya jadis contre les empereurs moghols musulmans, n'a rien d'un parti issu des campa-

gnes. Et ce mouvement, Naipaul le connaît bien, puisqu'il a consacré au Shiv Sena de très belles pages dans l'un de ses livres et que ce même parti a été responsable de la mort de centaines d'hindous lors des terribles émeutes interconfessionnelles de Bombay, en 1992-1993... Mais, aujourd'hui, tout se passe comme si, pour Naipaul, la priorité de l'Inde était de recouvrer son identité en s'arrachant au discours convenu de ces intellectuels qui prônaient la réconciliation entre islam et hindouisme, quitte à gommer ou atténuer les effets des sanglantes conquêtes des cavaliers d'Allah dans le sous-continent. Ce qui l'autorise désormais à fustiger tous ces intellectuels et écrivains indiens qui « *ne connaissent pas leur passé* ». Et se sont coupés de leurs racines...

Bruno Philip

« "L'illusion des ténèbres" va à l'encontre du nationalisme »

Faroukh Dhondy, journaliste d'origine indienne, a rencontré V. S. Naipaul dans sa maison de campagne anglaise, dans le Wiltshire, pour *The Literary Review*, en août 2001.



Nous publions ici un extrait de leur entretien.

« Dans quelles circonstances avez-vous été amené à écrire *L'illusion des ténèbres* ? Pourquoi avoir choisi l'Inde ? »

— Oh !, c'est la terre ancestrale. J'ai eu une éducation très liée à l'Inde, dans un foyer très, très indien. C'est ce qui représentait le monde pour moi. Et également, la lutte pour l'indépendance qui a eu lieu

pendant mon adolescence. Cela comptait pour moi.

— Vous avez donc découvert l'Inde par vous-même ?

— Eh bien, la vérité est que j'ai été ébranlé par l'Inde, par ce que j'ai vu. Ce que je voyais me semblait répétitif, je pensais ne pas avoir de quoi faire un livre. Dans les trois mois qui ont suivi, je n'ai rien fait. Mais je devais envisager la possibilité de devoir rendre mon avance à mon éditeur, André Deutsch. Alors, j'ai fini par écrire le livre. J'ai ouvert un cahier et j'ai noté sur deux pages toutes les choses qui m'avaient frappé, dans des petites rubriques, et je les ai regardées. Cela m'a donné un schéma que j'ai plus ou moins suivi. Le livre change d'humeur et de ton. Tantôt, il s'agit de littérature, tan-

tôt cela parle de l'écrivain au Cachemire ; cela parle de l'arrivée, et après de visites de villages ancestraux. C'est comme cela que ce fut fait. Ce livre allait à l'encontre du nationalisme indien, de la vision non critique et souvent mensongère de l'histoire, de la pauvreté, des préjugés, des castes, de la cruauté, de l'hypocrisie, de la saleté etc. Toutes sortes de sujets dont l'Inde n'avait pas envie qu'on parle.

— Est-ce que vous avez eu vent de ces réactions ?

— Pas vraiment. Je travaillais, je devais gagner ma vie, écrire un autre livre. Et vous devez garder en tête que j'ai arrêté très tôt de lire les critiques. Je n'aimais pas voir mon nom imprimé, et je passais très vite quand je tombais dessus. C'est toujours vrai. »

A la FIAC, les artistes renouvellent le paysage

On croyait le genre tombé en désuétude. Peintres et photographes s'en emparent sur le mode du reportage, de l'inventaire ou de l'imaginaire

LE MOT n'a plus guère cours : on ne parle plus d'artistes paysagistes. La notion sent le XIX^e siècle, le plein air, l'impressionnisme. N'empêche : il y a beaucoup de paysages à la Foire internationale d'art contemporain (FIAC), photographiés, peints, actuels, intemporels. Ils tiennent du reportage, de l'inventaire ou, à l'inverse, de l'invention et du songe. Ils montrent la nature dans son éternité rêvée ou son état actuel.

Lequel est plus souvent inquiétant que rassurant. Exemple : une mer, au crépuscule, par beau temps, ciel un peu rose – rien de plus charmeur. Si le premier plan est occupé par des buissons et des épineux, l'image n'en est que plus réussie, dans le genre sublime. Elle pourrait faire penser à du Friedrich – si le second plan n'était occupé par les colonnes et les murs en béton d'une maison dont la construction a été interrompue, faute d'argent. La carcasse est donc à vendre. C'est écrit en lettres noires : « *Vendesi* » et un numéro de téléphone. La photo est de Paola Salerno (Martine et Thibault de La Châtre), qui l'a prise en Calabre, sa région natale. Tout y est : l'aspiration à la nature vierge, l'intervention désastreuse de l'homme, et la ruine moderne, avec ses fers à béton rouillés. Son exposition est une leçon de regard juste.

GRAND SPECTACLE BIZARRE

Tout aussi dures sont les peintures récentes de Philippe Cognée (Alice Pauli). Au cours d'un séjour aux Etats-Unis cet été, Cognée a exécuté, selon sa technique des couleurs à l'encaustique écrasées à l'aide d'un fer à repasser, une série de paysages urbains : Manhattan, la skyline, les tours. Sur les tableaux, elles s'écroulent ou s'émiettent dans des nuées de gris et de blanc. La conjonction de l'actualité et de ces œuvres crée la stupeur. Il serait cependant absurde de ne retenir que cela. La peinture de Cognée a trop de qualités et de complexité pour être réduite à cette coïncidence.

Elle s'attaque à un motif – les métropoles, les cités – qui passe pour la propriété de la photo. Dont, depuis une décennie, les relevés topographiques impassibles de Jean-Marc Bustamante (Daniel Templon) ou, plus récemment, les mises en scène de Simone Decker (Damasquine & Aeroplastics). En introduisant une lumière ou un objet incongru dans une rue de banlieue ou un « *largo* » vénitien, celle-ci renoue avec l'inquiétante étrangeté à la De Chirico, avec ce seul danger de la tirer vers le grand spectacle

bizarre et d'affaiblir ainsi son intensité. De façon plus convenue, Hans Op de Beek (Barbara Farber) ou Warren Neidich (Gandy Gallery) trouvent dans l'architecture et les grandes surfaces les éléments pour des images très calculées du monde d'aujourd'hui : vitres, bacs de congélation, néons, alu.

Ne vaudrait-il pas mieux oublier cet enfer froid et rejoindre la nature pure et vierge ? Le Californien Richard Misrach (Michael Hue-Williams Fine Art) y aspire. Il photographie les cioux. Des cioux sans avions et nuages, à la tombée du jour. En bas, côté terre, le rougeolement du soleil. En haut, la nuit et les premières étoiles. Le cadrage découpe un rectangle dans cet infini coloré comme un Rothko et absolument immobile. Ce minimalo-mysticisme peut fasciner ou ennuyer. Il se perd dans la quête de la perfection technique – affaires d'objectifs et de temps de pose.

Pour les peintres, la question de l'exactitude ne se pose pas. Gérard Traquandi le vérifie en présentant chez Item des aquarelles et des eaux-fortes sur un sujet très périlleux, la montagne. Il n'agit pas en géologue, mais en promoteur et en poète. Les détails sont abolis. Restent soit de longues coulées d'ombres grises ou violettes dont la direction suggère les lignes de pente, soit les traits cassés et fourchus des arêtes et des failles. Il faut une audace certaine pour se mesurer à un tel motif, avec en mémoire Dürer, Turner, Cézanne ou Hodler – et une justesse de geste non moins certaine pour en tirer le parti qu'y trouve Traquandi.

Très loin de cet art de l'allusion, il y a Paul Rebeyrolle. Depuis longtemps, il change en tableaux les torrents, les rochers et les arbres. Ces tableaux semblent nés de batailles terribles avec des motifs touffus, mouvants, changeants. Pour en sortir vainqueur, Rebeyrolle use de toutes les armes : les couleurs à l'huile évidemment, des mousses chimiques qu'il projette en bas-reliefs, des branches, des planches, du gravier, du sable, de la paille, des fils de fer. Il n'imité pas, il ne représente pas : il prend possession de la nature. Le minéral, le végétal, l'animal, les quatre éléments : il se saisit de la nature entière. C'est magnifique.

Philippe Dagen

★ FIAC. Hall 4, Paris Expo, porte de Versailles. Entrée : 90 F (13,72 €). Samedi 13 et dimanche 14 octobre, de 11 heures à 20 heures. Lundi 15 octobre, de 12 heures à 18 heures. www.fiac-online.com/

LES TBM DU 10 AU 20 OCTOBRE

OUVERT DIMANCHE 14
DE 10H À 19H

LE
BON
MARCHÉ

RIVE GAUCHE

www.lebonmarche.fr

L'écrivain Elias Khoury victime de la psychose du terrorisme

L'ÉCRIVAIN LIBANAIS et directeur du supplément culturel du journal libanais *Al Nahar*, Elias Khoury, qui participait les 6 et 7 octobre à Aix-en-Provence au colloque « Lire, traduire et éditer en Méditerranée », a fait les frais de la psychose du terrorisme : quatre policiers ont fait irruption dans sa chambre d'hôtel, lundi 8 octobre. Ils ont fouillé les lieux et l'ont interrogé avant de confisquer le texte d'une pièce de théâtre. Ils avaient été également très intrigués par un livre traduit en arabe, *Le Rouge et le Noir*. « *En découvrant la photo de Stendhal sur le livre, ils m'ont demandé si j'aimais Flaubert, sans doute un auteur subversif* », a-t-il raconté. Elias Khoury avait parlé la veille en arabe au téléphone avec son fils qui réside en Angleterre, envoyé un fax en arabe à Londres et en avait reçu un de Beyrouth. Croyant sans doute à un complot terroriste, une employée de l'hôtel avait alors alerté la police (www.lemonde.fr/livres).

DÉPÊCHES

■ **CINÉMA** : *Intimité*, film de Patrice Chéreau, a été élu « meilleur film européen » par un vote sur Internet des cinéphiles lors du Festival de Rio de Janeiro, qui s'est achevé le 11 octobre. Les organisateurs indiquent que plus de 500 000 connexions ont été enregistrées sur le site du festival durant les douze jours de la manifestation. 150 000 spectateurs ont assisté à l'une ou l'autre des projections des 326 films sélectionnés, parmi lesquels figuraient *Sous le sable*, de François Ozon, ou *Mon voyage en Italie*, de Martin Scorsese. – (AFP.)

■ **ÉDITION** : le jury du prix Interallié a communiqué sa deuxième sélection en vue de l'attribution du prix, le 13 novembre : *Sisters*, de Stéphane Denis (Fayard) ; *L'Empire de la morale*, de Christophe Donner (Grasset) ; *Le Voyage en France*, de Benoît Duteurtre (Gallimard) ; *Etrangers dans la nuit*, de Marc Lambron (Grasset) ; *La Part de l'autre*, d'Eric-Emmanuel Schmitt (Albin Michel) ; *La Joueur de go*, de Shan Sa (Grasset) ; *Le Manuscrit de la Giudexca*, d'Yvon Toussaint (Fayard) ; *Colloque sentimental*, de Julie Wolkenstein (POL).

Les sœurs siamoises

par Pierre Georges

FAUT-IL, en ces temps de guerre, faire son miel de toute information ? Certes non. Parce que d'évidence, dès lors que les armes parlent, la propagande, elle-aussi, elle d'abord, monte en première ligne.

Cette vieille compagne des états-majors et des belligérants reprend très vite, immédiatement du service, du service armé. Information et désinformation, ces vraies jumelles, ces siamoises même, se battent pour occuper le terrain, pour révéler l'une ce que cache l'autre, ou pour démentir, démonter, l'une ce que vend, l'autre.

Cette fois-ci, encore, cela n'a pas traîné : la guerre de l'information réelle et de l'information supplétive fait rage. Front contre front, vrai contre vrai, intox contre intox. Bien plus, ce qui est information pour l'un devient propagande pour l'autre. A voir par exemple les véhéments reproches faits par les autorités américaines à la chaîne de télévision qatarie Al-Jazira, doublement célèbre désormais. D'abord pour être la seule à disposer d'un envoyé spécial auprès des talibans. Ensuite pour avoir obtenu ce document exceptionnel, information et propagande évidemment, la cassette Ben Laden, réalisée avant les frappes et diffusée après, comme riposte armée.

Al-Jazira en effet a diffusé cette cassette. Donc, d'un point de vue américain, la chaîne arabe, digne émule, ou digne pendant de CNN a servi les intérêts et calculs et même manœuvres du chef terroriste. Donc elle a fait la preuve de son irresponsabilité à se mettre ainsi au service d'un expert en propagande, outre qu'en terre, en relayant ce

message aux effets dévastateurs sur l'audience des pays musulmans. Bien plus, le reproche ou la contre-propagande est allé, à la Maison Blanche, jusqu'à affirmer qu'Al-Jazira s'était fait complice d'Oussama Ben Laden, son discours étant, affirma-t-on, probablement truffé de messages codés à l'intention d'autres commandos terroristes.

Vrai, faux ? De bonne guerre d'info, si l'on peut dire. Car ainsi sont faites ces périodes que l'on voudrait à la maîtrise des airs ajouter celle des images et des mots. Et, en quelque sorte, procéder à l'encasement, au rappel sous les drapeaux et à leur devoir patriotique, les médias. Dès lors notamment que la cause est bonne. Et sans doute n'en est-elle pas de plus fondée que cette lutte contre cette folie et ce fascisme terroristes.

Les grands médias américains, les télévisions particulièrement, ont été ainsi invités à leurs devoirs et à leurs responsabilités. Ce qu'elles semblent avoir acceptées. Et la chaîne Al-Jazira, elle, a été rappelée à l'ordre par Washington. Ce qu'elle, et son principal protecteur, l'émir du Qatar, refusent. Sûrs, elle comme lui, de leur bon et libre droit à l'information, au commentaire, à l'image, au document fût-il explosif ou dérangeant. Sûrs en un mot ou un concept, de toute la certitude de la liberté de la presse célébrée, ils ne se sont pas privés de le faire remarquer, par la Constitution américaine.

Il est donc peu probable qu'Al-Jazira se soumette. Alors autant le comprendre. Et il n'est pas étonnant que le premier à l'avoir compris ait été Tony Blair, expert en communication, venu apporter la réplique sur cette même chaîne.

Le journaliste de « Paris-Match » est toujours entre les mains des talibans

Un autre reporter arrêté en Afghanistan a été remis aux autorités pakistanaises

LE SORT du reporter français de *Paris-Match*, Michel Peyrard, arrêté mardi en Afghanistan pour « espionnage » et risquant donc la peine de mort, préoccupe les autorités françaises. Jacques Chirac a affirmé mercredi que l'arrestation de ce journaliste « reconnu, respecté et qui faisait son métier » était « injustifiée ». Il a souhaité qu'il puisse « être libéré sain et sauf dans les meilleurs délais », a précisé le porte-parole de l'Elysée. De son côté le premier ministre a indiqué jeudi que le gouvernement faisait « tout » pour obtenir sa libération. « Nous activons tous nos contacts et nos relations au Pakistan, nos contacts avec ce qui reste de l'administration des talibans au Pakistan, nos contacts avec nos amis britanniques et nous utilisons nos propres services », a-t-il ajouté.

Alain Genestar, directeur de la rédaction de l'hebdomadaire du groupe Hachette Filipacchi Médias a indiqué vendredi au *Monde* qu'il ignorait « si Michel Peyrard avait ou non été transféré de Jalalabâd à Kaboul ». Olivier Royant, directeur adjoint de la

rédaction et un autre reporter de *Paris-Match*, Arnaud Bizot sont au Pakistan depuis mercredi pour rencontrer les responsables des talibans et les autorités susceptibles d'être en contact avec le pouvoir à Kaboul. « Nous sommes obligés d'apporter la preuve que Michel Peyrard, déguisé en femme pour entrer en Afghanistan est un journaliste. Olivier Royant est donc parti avec un press-book, qui montre que Michel Peyrard a couvert de nombreux conflits, en Tchétchénie, au Kosovo, en Bosnie, et exerce son métier depuis des années, en parlant notamment des populations musulmanes », souligne M. Genestar. Ces premiers contacts d'Olivier Royant avec les autorités talibanes au Pakistan ont été qualifiés de « bons ». De plus, l'appel solennel à la libération du reporter, enregistré par M. Genestar a été diffusé « à deux reprises » sur la chaîne qatarie Al-Jazira et retransmis sur différentes radios internationales (BBC, Voice of America, Deutsche Welle, Radio France Internationale).

Par ailleurs, un autre journa-

liste, Aziz Zemouri, du *Figaro Magazine*, a également été arrêté mardi par les talibans. Son sort semble beaucoup plus enviable puisqu'il a été remis aux autorités pakistanaises. Selon Patrick de Carolis, le tout nouveau directeur général de l'hebdomadaire du groupe Hersant, « le journaliste a pu prévenir très rapidement le service photo du magazine et a confirmé qu'il était entre les mains des autorités pakistanaises ». M. Zemouri a la double nationalité franco-algérienne et était en possession d'un passeport algérien lors de son arrestation. En contacts constants avec le Quai d'Orsay M. de Carolis semble « confiant » sur la prochaine libération du journaliste, actuellement détenu à Peshawar par les forces de polices pakistanaises. « Il va bien et est bien traité. Le ministère des affaires étrangères a demandé au consul honoraire de rendre visite à notre collaborateur », a-t-il précisé.

Nicole Vulser

► www.lemonde.fr/dossier-special

442 entreprises sinistrées par l'explosion de Toulouse

L'EXPLOSION, à Toulouse, le 21 septembre de l'usine chimique AZF a endommagé 392 entreprises et en a anéanti 50 autres, selon un bilan présenté, jeudi 11 octobre, par la chambre de commerce et d'industrie (CCI) de la ville.

Selon la CCI, les entreprises sinistrées emploient quelque 7 200 salariés. 800 salariés sont affectés par la destruction totale de leur lieu de travail, auxquels il faut ajouter les 1 000 salariés du pôle chimique toulousain (AZF, SNPE, Tolochimie).

Par ailleurs, à Bordeaux, le comité départemental d'hygiène a rendu, jeudi, un avis technique favorable sur la fermeture définitive de l'usine chimique Soferti, située près du centre de la ville, faute d'informations suffisantes sur les risques posés.

Le préfet de Gironde, Christian Frémont, qui avait pris, lundi 1^{er} octobre, un arrêté de suspension provisoire de cette usine, classée Seveso 2, a confirmé vendredi la fermeture du site.

François Pinault dément faire l'objet d'une enquête du fisc

SELON LE PARISIEN du vendredi 12 octobre, « début septembre, la section financière du parquet de Paris a officiellement transmis au bureau de contrôle fiscal du Palais de justice un dossier concernant François Pinault ». Ce « dossier » concernerait la société Forest Products International, une holding de droit néerlandais créée en 1977 et qui détient environ un quart de Financière Pinault, la société familiale qui contrôle l'empire Pinault (notamment le groupe Pinault-Printemps-Redoute). *Le Parisien* publie un fac-similé d'un document datant de 1994 dans lequel, en anglais, M. Pinault certifie qu'« il contrôle FPI ». Cette mise au point avait été demandée par le commissaire aux assurances de l'Etat de Californie, dans le cadre de son enquête sur la compagnie d'assurances Executive Life, dont le Crédit lyonnais est soupçonné d'avoir pris de façon illégale le contrôle. M. Pinault dédouanait de la sorte sa banque, au côté de laquelle FPI avait participé au rachat

d'Executive Life. Mais, ce faisant, l'homme d'affaires a attiré l'attention du fisc français, auprès de qui il avait toujours nié être le propriétaire de FPI, privant ainsi le Trésor public de tout droit de regard sur un quart de sa fortune.

Interrogé par *Le Monde*, vendredi matin, l'entourage de M. Pinault a répondu : « Il n'y a pas d'enquête fiscale nous concernant, sinon nous en aurions été informés. » Concernant le document évoqué par *Le Parisien* : « Il n'y a rien de nouveau. Il existe de multiples situations juridiques qui permettent d'exercer un contrôle sur une société sans pour autant en détenir la propriété des actions, ou en toucher un quelconque profit. » On souligne aussi que cette situation de contrôle, si elle était exacte en 1994, ne l'est plus forcément aujourd'hui. *Le Monde* n'a pu obtenir confirmation des informations du *Parisien* auprès des autorités judiciaires.

Pascal Galinier

Les personnels de la culture en grève ont occupé les bureaux du ministère

QUELQUE SOIXANTE-DIX MANIFESTANTS sont entrés par la force dans le ministère de la culture, jeudi 11 octobre, où les délégués de l'inter-syndicale (CFDT, CGT, CFTEC, FO, FSU, SUD, UNSA) étaient reçus par Laurent Rabatât, directeur-adjoint du cabinet de Catherine Tasca, ministre de la culture et de la communication. Cette rencontre avait pour objet l'application des 35 heures (en janvier 2002). En grève depuis le 8 octobre, ce qui entraîne la fermeture de nombreux établissements et musées (*Le Monde* du 12 octobre), les personnels veulent obtenir « des créations nettes d'emplois liées à la réduction du temps de travail et le maintien des acquis » et « l'ouverture réelle de négociations ». Le directeur de cabinet de M^{me} Tasca, Jacques Vistel, leur a indiqué que « le dialogue n'était pas rompu » mais que le ministère ne pouvait pas aller « au-delà du mandat interministériel de négociation sur les 35 heures ». Les forces de l'ordre ont procédé dans la soirée à l'évacuation des manifestants-occupants des locaux du ministère.

Tirage du *Monde* daté vendredi 12 octobre 2001 : 605 354 exemplaires. 1-3 Nos abonnés trouveront associé au numéro d'aujourd'hui notre supplément Radio-télévision daté dimanche-lundi. Pour nos abonnés Paris - Ile-de-France est joint un encart publicitaire « Naturalia ».

